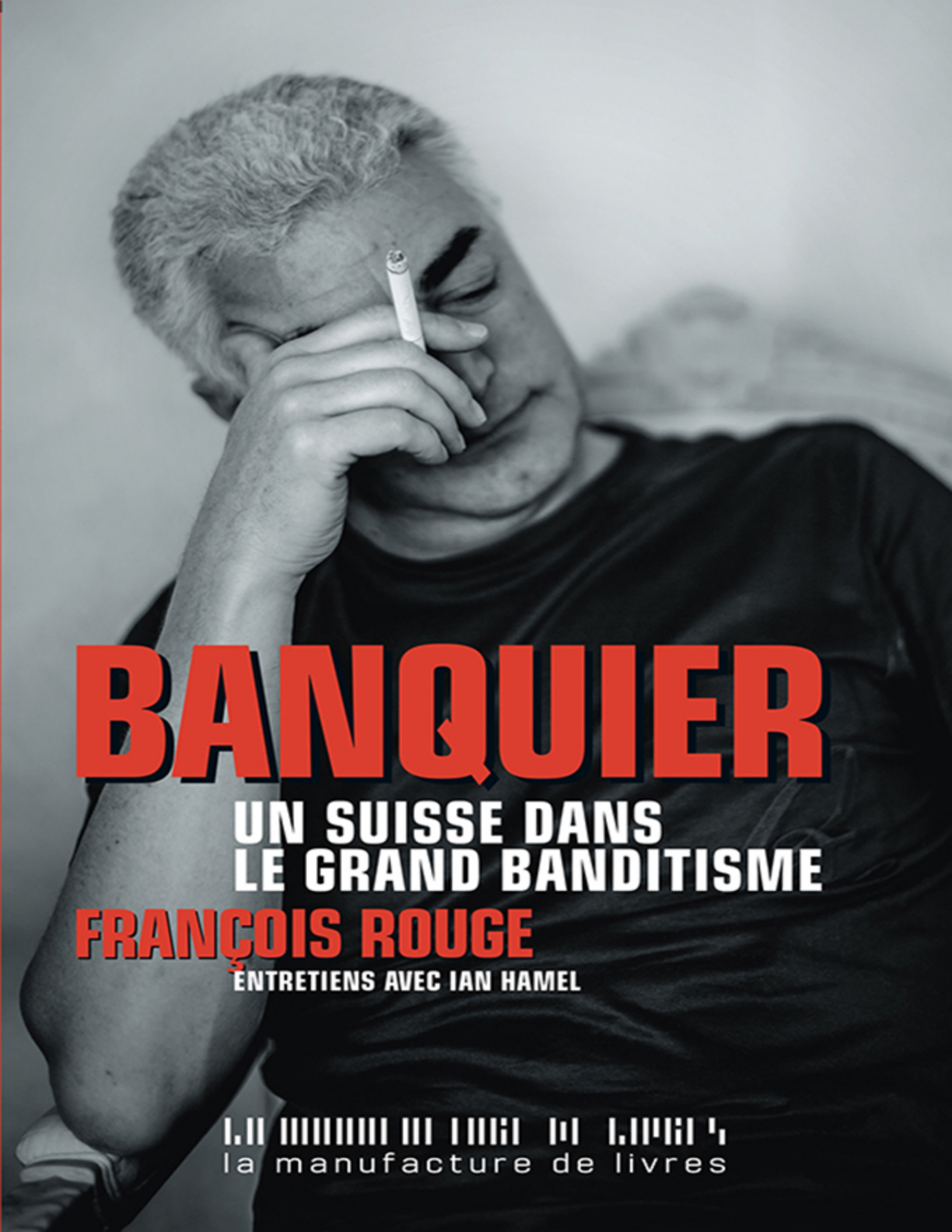




BANQUIER

**UN SUISSE DANS
LE GRAND BANDITISME**

FRANÇOIS ROUGE

ENTRETIENS AVEC IAN HAMEL

la manufacture de livres

ISBN 978-2-35887-174-7

Si vous souhaitez recevoir notre catalogue
et être tenu au courant de nos publications,
envoyez vos nom et adresse, en citant ce livre à l'adresse suivante :

La Manufacture de livres, 101 rue de Sèvres, 75006 Paris

ou

contact@lamanufacturedelivres.com

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

« On pourrait mettre tous les banquiers suisses en prison,
je n'ai pas fait pire qu'eux »

À Florence et Mahaut,
de la part de Ian

AVANT-PROPOS

François Rouge, banquier suisse

Le 25 septembre 2013, François Rouge, ancien président du conseil d'administration de la Banque de Patrimoines Privés Genève, est condamné à dix-huit mois de prison par le tribunal correctionnel de Marseille pour « association de malfaiteurs en vue du blanchiment en bande organisée » et pour « blanchiment en bande organisée » dans l'affaire du cercle de jeux Concorde. Son ancien associé corse, Paul Lantieri, écope de trois ans. Compte tenu d'une détention préventive de près de neuf mois à la prison des Baumettes à Marseille de 2007 à 2008, François Rouge sort libre. Dans la presse helvétique, l'ancien banquier lâche : « Dans ces conditions, tous les membres de l'association suisse des banquiers pourraient être mis en examen pour des faits de blanchiment de fraude fiscale ! » En d'autres termes, la justice française pourrait emprisonner tous les banquiers de la Confédération, François Rouge n'ayant pas fait pire que la plupart d'entre eux. Plutôt même moins, comparé par exemple à HSBC Private Bank Genève.

À 54 ans, François Rouge a perdu sa banque, une grande partie de sa fortune et la plupart de ses amis. Il vit séparé de sa femme et de quatre de ses cinq enfants. Il est devenu chercheur d'or au Tadjikistan, à un tir de kalachnikov de la frontière afghane, à moins qu'il ne renifle des traces de pétrole dans le Nevada. Ou qu'il soigne des vignes dans le Midi de la France. Un parcours pour le moins atypique. Né en 1961 à Genève de grands-parents allemand, espagnol, français et italien, François Rouge a été disc-jockey et professeur de maths et de physique pour se faire de l'argent de poche. Il a vendu du matériel de sonorisation et d'éclairage dans des boîtes de nuit, il est devenu administrateur de Thomson-CSF en Suisse, et d'une société spécialisée dans l'usinage de pièces mécaniques pour l'avion de combat américain F/A 18. Il a géré des palaces.

Et surtout, à 36 ans, François Rouge met la main sur l'ancienne Karfinco, une petite banque montée à Genève par des hommes d'« affaires » italiens, tous englués dans l'opération « Mani pulite ». « 99 % de la clientèle de la Banque de Patrimoines Privés Genève (BPG) n'était pas en règle avec le

fisc », reconnaît-il, avant d'ajouter : « Je sais que, quelles que soient les époques, quels que soient les pays, dès qu'il faut abandonner plus d'un tiers de ses revenus au fisc, l'homme cherche à frauder. Le combat actuel contre les paradis fiscaux n'y changera rien. On trouvera forcément d'autres moyens pour cacher son argent ». Quant à ses clients à risque, en particulier l'État angolais, ils étaient gérés depuis sa filiale des Bahamas.

Mais riche, admiré, parfois craint, le banquier a commencé à s'ennuyer dans cette Genève calviniste. D'où l'idée de créer avec Paul Lantieri, cousin du maire de Bonifacio, deux restaurants à Aix-en-Provence, dont La Rotonde, donnant sur le célèbre cours Mirabeau. Puis un autre établissement à Paris, Le Rich, attenant au cercle de jeux Concorde. Toujours avec Paul Lantieri, mais aussi avec d'autres Corses, cette fois liés au grand banditisme, ce

que, jure-t-il, il ne découvrira que plus tard. Le banquier a payé très cher son intrusion dans l'univers de la criminalité organisée. Fin 2007, le cercle est fermé, François Rouge se retrouve derrière les barreaux. Huit mois et demi à l'isolement, avant d'être assigné à résidence dans le Sud de la France. En 2009, l'ancien broker de Merrill Lynch est contraint de brader sa banque. Dans l'opération, il estime avoir perdu des dizaines de millions d'euros, sans parler de sa réputation. Certaines publications ne se sont pas gênées pour le présenter comme « le financier de la mafia ».

Dans ce livre d'entretiens, François Rouge jette un regard lucide et sans complaisance sur son métier de banquier. Début 2015, l'opération SwissLeaks a révélé que HSBC Private Bank Genève ne se contentait pas d'aider des vedettes du show-biz, des avocats, des hommes d'affaires, à dissimuler leurs économies. Elle ne rechignait pas non plus à blanchir l'argent des tyrans du tiers-monde, des trafiquants de drogue mexicains et des parrains d'Al-Qaida. « Je suis très pessimiste sur l'avenir de la place financière helvétique. Elle a trop longtemps vécu sur sa réputation, profitant, sans trop se poser de questions, du secret bancaire. Depuis que celui-ci est mis à mal, que va-t-il rester ? Car, contrairement à ce que l'on croit souvent, les banquiers suisses ne sont pas très bons pour faire fructifier l'argent de leurs mandants. Ils n'ont, pour seules qualités, que de se montrer plutôt méticuleux et relativement honnêtes. Ils ne "*traient*" pas trop la clientèle, contrairement à d'autres places financières », raconte l'ancien banquier.

Cynique ? « Il y a peu de choses qui heurtent ma sensibilité morale en matière d'argent. J'ai peut-être blanchi, sans doute corrompu. Je ne me considère pas pour autant comme un banquier pourri », par référence au titre d'un ouvrage intitulé *Confessions d'un banquier pourri*¹, écrit il y a quelques années par un certain Crésus qui, lui, n'était pas un vrai banquier.

François Rouge aime dire qu'il n'a jamais perdu ni son honneur ni sa dignité, et que, sur toute la planète, personne ne peut dire qu'il a failli à ses engagements.

¹. Fayard, 2009.

LES VÉRITÉS DE ROLAND CASSONE :

« Je ne suis pas un homme d'argent »

Fiché depuis trente ans au grand banditisme, présenté comme proche de Jacques Imbert, dit Jacky le Mat, et désigné comme le parrain du milieu corso-marseillais, Roland Cassone ne s'était jamais confié. Il reproche à la police comme à la justice et aux journalistes d'avoir brodé autour de lui une légende qui ne correspondrait guère à la réalité. À 71 ans, cette étiquette de « personnalité du milieu » commence à lui peser. « Avant j'en riais, maintenant, j'ai plutôt envie d'en pleurer », lâche-t-il, affirmant qu'il n'aspire qu'à mener une paisible retraite à Simiane-Collongue, une petite bourgade entre Aix-en-Provence et Marseille. En septembre 2013, il n'a finalement été condamné qu'à dix mois de prison pour détention sans motif légitime d'un pistolet automatique. En revanche, Roland Cassone obtenait une relaxe pour tous les autres chefs d'accusation dans la fameuse affaire du Cercle Concorde, fermé en décembre 2007 à Paris.

Incarcéré aux Baumettes, Roland Cassone fait la connaissance d'un autre détenu, le banquier suisse François Rouge, patron de la Banque de Patrimoines Privés Genève (BPG), mis en cause dans le même dossier. Ces deux hommes, qui n'auraient jamais dû se croiser, ont noué depuis une solide amitié. Dans le cadre de ce livre d'entretiens, révélant vingt-cinq ans de la vie d'un financier genevois, François Rouge a convaincu Roland Cassone de répondre à une interview. Elle a eu lieu le 18 mars 2015 au bar du Sofitel-Vieux-Port à Marseille, durant deux tours d'horloge.

Pas très grand, le front dégarni, des lunettes, portant un blouson noir et un pantalon gris élégant, Roland Cassone est arrivé à l'heure, accompagné de François Rouge. D'humeur égale durant tout l'entretien, ce maçon à la retraite s'est exprimé toujours très calmement, sans élever la voix, et même plus souvent que je ne l'escomptais, en souriant.

L'article que vous consacrez Wikipedia vous fait naître en 1934. Il affirme que vous êtes d'origine calabraise et que vous êtes considéré comme un parrain des jeux.

C'est bien la preuve que l'on écrit n'importe quoi sur moi. Je suis né en 1944, je suis d'origine sicilienne et non calabraise. Quant aux jeux, non seulement je n'en suis pas le parrain, mais je n'ai jamais rien eu à voir de près ou de loin avec cette activité. Ce sont les policiers français qui tentent de me la mettre sur le dos, tandis que leurs homologues américains m'accusent sans preuve de trafic de drogue.

De plus, cet article prétend que des relevés bancaires démontreraient mon implication dans le financement du Cercle Concorde. C'est totalement faux, j'ai été, au contraire, blanchi de toute responsabilité dans ce cercle de jeux. La justice a eu accès à tous mes comptes bancaires. Elle a pu voir que je n'ai jamais perçu un centime du Cercle Concorde, ou investi dans ce dernier.

À ce moment-là, François Rouge intervient dans l'entretien, précisant qu'il y a eu une commission rogatoire internationale envoyée en Suisse concernant sa banque, la BPG, et d'éventuels comptes pouvant appartenir à Roland Cassone. Les investigations n'ont rien donné.

Vous refusez cette étiquette de parrain qui vous colle à la peau. Malgré tout, vous n'êtes pas non plus M. Tout-le-Monde. Vous portez un gilet pare-balles et vous ne vous séparez pas de votre pistolet.

Il faut préciser que j'ai été victime d'un attentat en avril 1978. Mon frère Serge, qui conduisait la voiture, a été tué. Grièvement blessé, j'ai failli mourir. Depuis, j'ai toujours une arme à portée de main. Et c'est exact que la police a trouvé un gilet pare-balles dans le coffre de ma voiture lors de mon arrestation en novembre 2007.

Mais on dit pourtant que vous ne quittez jamais votre gilet pare-balles, même pour tailler vos haies dans votre jardin. Lorsque les policiers vous ont interpellé le 28 novembre 2007, avec un pistolet et un chargeur dans chaque poche, vous auriez expliqué que « c'est un peu comme quelqu'un qui aurait une pipe et deux paquets de tabac dans la poche, ça fait partie de la panoplie ».

La citation est bien de moi. J'aime aussi plaisanter, comme au tribunal, quand on m'a posé la question sur mon gilet pare-balles : j'ai répondu que j'avais entendu dire que je dormais avec. J'ai ajouté que je n'ai pas encore essayé de prendre un bain avec. Pour être précis, lors de mon arrestation,

j'étais dans ma salle à manger avec mes petits-enfants en train de lire le journal. Mais c'est vrai, j'avais un pistolet Glock 9 mm dans la poche, et quelques chargeurs.

J'ai également lu que votre Mercedes était blindée et que vous aviez une panthère pour protéger votre domicile, transformé en vraie forteresse...

Comment les journalistes peuvent-ils écrire tout ça ? Je ne leur parle jamais. Non, je n'ai pas de Mercedes blindée. Quant à ma maison, pourquoi pas des meurtrières et des miradors ? C'est ridicule. On n'arrête pas d'écrire ou même de dire n'importe quoi sur moi. On m'a assuré récemment que j'avais un restaurant sur le Vieux-Port ! En fait, je vis pratiquement comme un moine à Simiane.

Malgré tout, l'histoire de la panthère n'est pas totalement inventée. C'est mon fils qui l'avait recueillie quand l'animal était bébé. Comme il vivait dans un appartement, il n'a pas pu garder le félin quand celui-ci a grandi et il me l'a confié ! La panthère vivait dans un enclos avec mes chiens de chasse. Un jour, je l'ai laissée sortir pour une promenade et elle a grimpé dans un arbre. Elle ne voulait plus descendre. Je me suis résolu à la donner à un parc animalier.

Vous vous présentez aujourd'hui comme un simple retraité du bâtiment. Malgré tout, vous avez eu autrefois une vie un peu « mouvementée ». Étiez-vous en contact avec des personnes liées au grand banditisme ?

Vous pensez sérieusement que le milieu marseillais existe ? Il a peut-être existé du temps d'Antoine et de Mémé Guérini. Mais c'était il y a longtemps. Ce n'est pas de mon époque. Personnellement, je n'ai jamais voulu faire de mal à quiconque. Mais on a tué mon frère. Je me suis protégé. Je n'ai rien de plus à dire.

Un jour, les policiers vinrent m'interroger pour me dire que l'un des assassins présumés de mon frère avait été tué. Je répondis aux flics : si vous saviez qu'il avait tué mon frère, il fallait l'arrêter !

Vous avez été soupçonné de meurtres, notamment de celui du

caïd Jean-Toussaint Giacomoni, dit Nænæil, en juin 1993 à Paris. Giacomoni avait été le garde du corps de Paul Mondoloni, l'un des parrains des jeux et de la came.

Je connaissais Jean-Toussaint Giacomoni. J'ai été interrogé par la police après son meurtre, on a vérifié mon ADN, et ça s'est arrêté là. Je n'ai rien à voir avec sa mort. Mon neveu a fait quelques mois de prison avant d'être lui aussi disculpé.

La police et la presse écrivent que vous étiez très ami avec Jacques Imbert, dit Jacky le Mat ?

Oui, je le connaissais. J'étais ami ? Ami, c'est peut-être un grand mot. Mais je suis un homme fidèle.

Et Francis Vanverberghe, dit Francis le Belge, l'avez-vous connu ?

Je l'ai croisé en prison, il y a très longtemps. Je n'ai jamais eu aucune relation avec lui, même si j'ai pu le rencontrer par la suite.

On dit également que vous auriez été proche du gang de la Brise de mer, ce groupe qui doit son nom à un bar du Vieux-Port de Bastia.

J'ai dû croiser des personnes qui fréquentaient la Brise de mer. Ça ne fait pas de moi quelqu'un de proche de la Brise de mer. Ici, il suffit de rencontrer deux fois un homme pour qu'aussitôt certains prétendent que nous partageons les mêmes intérêts, et surtout, que nous voulons nous partager Marseille ! Contrairement à ce qu'écrivent des livres et des magazines, le crime organisé n'existe pas en France.

Si quelqu'un osait vous demander si vous appartenez au milieu, que lui répondriez-vous ?

Je lui répondrais que je suis un homme. Et pour être un homme, nul besoin d'appartenir au milieu. D'ailleurs, dans le milieu, rencontre-t-on beaucoup d'hommes ? On n'a jamais cessé de tenter de me mouiller dans une multitude d'affaires. J'ai toujours bénéficié de non-lieux. En revanche, cette médisance m'affecte et affecte ma fille. On a reproché à ma fille ses mauvaises fréquentations pour entraver ses brillantes études universitaires. Eh bien, ses mauvaises fréquentations, c'était moi, son père !

Malgré tout, certains vous accordent un vrai pouvoir à Marseille, notamment sur l'OM. Dans Histoire secrète de l'OM, un chapitre s'intitule « L'ombre du Milieu » et évoque longuement vos relations avec Robert Louis-Dreyfus, l'ancien président du club phocéen, de 1996 à 2009².

Je n'ai pas lu ce livre. Mais c'est exact, j'ai rencontré à de nombreuses reprises Robert Louis-Dreyfus. Sans me vanter, j'ai permis à l'OM de ne pas descendre en deuxième division.

Pouvez-vous être plus précis ?

Avant un match entre l'Olympique de Marseille et le PSG, au stade Vélodrome, en février 2001, des supporters en colère menaçaient de lancer une centaine de fumigènes. La compétition n'aurait pas pu avoir lieu et le club marseillais risquait d'être relégué en deuxième division. Je suis intervenu pour que les supporters restent calmes. On m'a écouté. J'ai agi ainsi pour le bien de l'OM, dont je suis moi-même un supporter depuis longtemps.

Vous confirmez donc vos rendez-vous avec le propriétaire de

l'OM ?

Absolument. Il est venu à plusieurs reprises à mon domicile. Robert Louis-Dreyfus en avait assez, les supporters insultaient Margarita, sa femme, et il se faisait rouler de tous les côtés par les dirigeants de l'OM. J'ai trouvé que c'était un homme courageux, pour avoir pris la tête du club et y dépenser son argent. J'ai décidé de l'aider bénévolement. Alors que tous les responsables du club lui faisaient les poches, moi, je ne lui ai jamais demandé un centime. Et quand nous déjeunions ensemble, c'est moi qui payais l'addition. Louis-Dreyfus n'en revenait pas. Mais c'est comme ça, je ne suis pas un homme d'argent.

Pourtant, il était prêt à m'envoyer son avion personnel pour que je lui rende visite en Suisse.

Quels conseils lui avez-vous donné ?

Que tout était pourri de A à Z à l'OM et qu'il devait se séparer de tout le monde. Louis-Dreyfus m'a répondu que, malheureusement, il ne pouvait pas.

Louis-Dreyfus vous a-t-il expliqué pourquoi il avait recruté Bernard Tapie comme directeur sportif ?

Quand il m'a annoncé le retour de Bernard Tapie, j'en suis tombé par terre et je lui ai répondu : « Surtout pas Tapie ». Il ne m'a pas écouté, précisant

qu'il n'avait pas d'état d'âme le concernant. En fait, Louis-Dreyfus s'est toujours laissé embobiner et il n'a pas voulu faire le ménage. Résultat, l'OM n'a jamais gagné avec lui. Or, Marseille n'est pas une ville de sportifs, mais de gagnants. Quand le club remporte des victoires, les tribunes sont combles. Quand l'OM perd, le stade se vide.

Vous ne vous intéressiez pas qu'à l'OM. En février 2002, votre fils Robert a pris la présidence de l'OGC Nice.

C'est mon fils, ce n'est pas moi. Il avait trente ans et j'ai appris l'information par la presse. C'est moi qui lui ai donné l'ordre de quitter ce club. Ce qu'il a fait rapidement. De toute façon, il n'avait pas suffisamment d'argent pour racheter la totalité du club.

Sur un tout autre sujet, vous avez retrouvé le corps de votre oncle résistant, tué par les Allemands il y a 70 ans. Comment s'est passée cette recherche ?

Mon oncle, qui vivait à Marseille, a été donné par des flics français aux Allemands, qui l'ont exécuté à Lyon. Après de longues investigations, nous avons réussi à mettre la main sur l'un des deux policiers français responsables de son arrestation. Il vit en Corse et il a aujourd'hui autour de 100 ans. Il a fini par nous indiquer comment nous pourrions retrouver le corps de mon oncle. Quant à ce flic, il n'a jamais été inquiété, il a même réussi à se faire passer pour un résistant à la Libération. Il a occupé de très hautes fonctions à Marseille. S'il y avait tant de résistants en France, on se demande ce que sont venus faire les Américains !

Vous avez finalement écopé de dix mois de prison en 2013 pour la simple détention d'un pistolet. N'est-ce pas cher payé ?

Dix mois de prison, c'est logique, mais ce n'est pas bien. Je suis victime de l'image qu'ont dressée de moi les journalistes !

La juge d'application des peines voulait me mettre en prison. Elle n'avait même pas pris la peine de lire mon dossier et de constater que j'avais déjà été incarcéré en préventive.

Qu'est ce qui vous rapproche de François Rouge ?

Les valeurs, le sens de l'honneur, le courage. Nous avons beaucoup de points en commun. Ce n'est sûrement pas l'argent qui nous rapproche. Je ne

m'intéresse pas à ses activités professionnelles ou aux moyens dont il dispose.

2. David Garcia, *Histoire secrète de l'OM*, Flammarion Enquête, 2013, p. 87 à 114.

CHAPITRE I

« Je voulais devenir géologue »

François Rouge, à l'origine, vous n'êtes pas l'héritier d'une grande famille de la banque privée genevoise, comme les Pictet, les Lombard, les Mirabaud ou les Bordier.

Non, mais je suis un fils de la Genève cosmopolite. Du côté paternel, j'ai un grand-père espagnol et une grand-mère allemande. Du côté de ma maman, un grand-père d'origine italienne et une grand-mère française. Malgré tous ces brassages, je n'ai qu'un passeport suisse. Ma mère venait d'un milieu bourgeois. Elle a

eu la chance d'hériter à de multiples reprises, peut-être quatre fois. Mais comme c'était une grande dépensière, nous nous retrouvions périodiquement complètement fauchés.

En revanche, papa était d'un milieu très modeste. Son père vendait du charbon. Mais c'était un play-boy, un boute-en-train, et surtout un grand sportif, fou de voile, de plongée sous-marine, de pêche, sélectionné pour les Jeux Olympiques de Mexico. Il a toujours su s'entourer d'amis riches qui lui demandaient de convoier leurs bateaux en Méditerranée ou dans l'océan Indien. Ma mère et mon père ont surtout brûlé la chandelle par les deux bouts – chacun de leur côté – ils se sont séparés quand j'avais deux ans. Quand ils ont disparu, respectivement en 2003 et en 2006, j'étais bien évidemment très triste, mais en même temps je me suis consolé en me disant qu'ils avaient bien vécu. Moi-même, je n'ai pas peur de mourir ; en revanche, je crains davantage de souffrir de maladie. Découvrir que je n'avais pas peur de mourir, ça a été la pire des découvertes. C'est affreusement triste.

Des frères, des sœurs ?

Une sœur, Corinne, qui avait six ans de plus que moi. Elle était toxicomane, elle est morte du sida en 1995 à l'âge de 39 ans. Elle avait épousé un toxico, également emporté par la même maladie. Quant à son jeune fils, il a été tué par un chauffard alcoolique... Je n'ai pratiquement pas vécu avec ma sœur. Elle a quitté la maison à douze ans, enceinte

jusqu'aux yeux. C'était une fille ravissante, grande, blonde, très intelligente, très douée pour les langues, pour les arts graphiques.

Mais elle avait le don de ne s'acoquiner qu'avec des camés, des voleurs, des bons à rien. Elle faisait du trafic, et donc de la taule. Pour y échapper, elle s'est même barrée à Londres pendant près de deux ans. Bien évidemment, je l'ai soutenue financièrement à son retour à Genève. Mais comment aider une droguée ? Elle me réclamait de l'argent pour acheter un vélomoteur, et je découvrais qu'elle l'avait dépensé pour s'approvisionner en héroïne...

C'est Zola, version Cité de Calvin, que vous nous racontez...

Je ne conserve pas de mauvais souvenirs de mon enfance. Ma grand-mère maternelle était la fille d'un amiral français. Mon grand-père, respectable bourgeois genevois, travaillait dans les tissus et les soies. Grâce à eux, ma mère et moi avons reçu une excellente éducation. Résultat, je sais me tenir quand il le faut. C'est très utile dans la vie et dans le monde des affaires. Comment ne pas envier l'existence de ma mère ? Elle était mondaine, oisive, et une décennie après le départ de mon père, elle a vécu avec un fils de médecin issu d'un milieu très aisé.

Papa adorait pêcher. Comme il n'a jamais travaillé très sérieusement, il passait douze heures par jour sur le lac Léman. Quant à moi, j'ai eu très tôt mon propre appartement. À 13 ans. Comme je jouais de la trompette et que je faisais trop de bruit, ma mère a préféré que je ne dorme pas sous le même toit. Je n'ai pas eu la même existence que mes copains d'enfance. Curieusement, je fréquentais plutôt des étrangers, en particulier des Italiens, des fils de garagistes ou de concierges. Bref, surtout des prolos.

Mais du côté des études, vous vous en êtes sorti ?

Plutôt très bien. Enfant, j'étais à l'école publique à Genève, à l'exception de deux années passées dans un petit village de Haute-Savoie après le divorce de mes parents. Ma grand-mère y possédait une maison. De retour de l'autre côté de la frontière, j'ai suivi une scolarité normale. Mais comme nous vivions souvent dans l'insécurité en raison du train de vie dispendieux de ma mère, j'ai très vite été amené à travailler pour avoir de l'argent de poche. J'avais déjà des goûts de luxe.

Au collège, j'étais disc-jockey trois nuits par semaine, avant de vendre du matériel de sonorisation et d'éclairage pour les boîtes de nuit. J'organisais les soirées de fin d'année au collège Calvin. Ensuite à l'université, professeur à temps partiel de maths et de physique au cycle d'orientation, qui regroupe les élèves de 12 à 15 ans. Une merveilleuse expérience. Comme je débordais d'énergie, ma mère m'avait inscrit dans un club de judo. Mais franchement, ça ne me branchait guère. J'ai préféré pratiquer la boxe au Cercle des sports de Plainpalais. Je suis même devenu champion de Suisse junior à 17 ans.

Un banquier boxeur, ce n'est pas très courant.

Mais je ne voulais surtout pas être banquier ! Adolescent, je collectionnais les minéraux. Depuis tout petit, je rêvais de devenir géologue. Lorsque j'ai rappelé cette anecdote après mon séjour en prison aux Baumettes, une « amie » s'est mise à rire. « Sans doute voulais-tu t'entraîner à casser des cailloux ? » a-t-elle plaisanté. En été, après la maturité (qui correspond au bac en France), occupé par un job, j'ai bêtement laissé passer l'inscription en sciences de la terre. En désespoir de cause, je me suis inscrit en sciences économiques et sociales, et encore, il a fallu que j'obtienne le piston d'un ami précieux dont le père était professeur de médecine dentaire. Les matières m'ennuyaient profondément. Il a fallu attendre la dernière année pour que je me passionne pour un cours sur les marchés financiers.

J'avoue que je n'aurais pas eu à beaucoup bosser pour obtenir ma licence en sciences commerciales et industrielles, mais, de nature très angoissée, j'étais un étudiant très appliqué. Je suis entré juste après chez Merrill Lynch à Genève. Pour l'anecdote, l'un des responsables suisses de cette banque d'investissement américaine était à l'époque Marcel Ospel, le futur grand patron et surtout fossoyeur d'UBS ! Je ne conserve pas un souvenir inoubliable de ce personnage, qui coule une retraite paisible, sans être aucunement inquiété, alors que je pense qu'il a fait perdre dans des conditions scandaleuses des centaines de millions à sa banque. On n'a toujours pas compris que ces managers professionnels ne sont pas des entrepreneurs. Ils ne font que sucer le pognon des sociétés, car ils ont pris grand soin de ne surtout pas y mettre le leur.

Merrill Lynch vous a-t-il mis le pied à l'étrier ? Depuis, cette banque n'a pas résisté à la crise des subprimes, en perdant plus de 50 milliards de dollars. Ce qui l'a contraint à se faire racheter par la Bank of America.

En 1985, je suis devenu broker, payé 2 300 francs suisses par mois. Ce n'était qu'une avance sur mes commissions. En d'autres termes, pour gagner ma vie, il fallait que je me constitue une clientèle qui, elle, me rémunérerait sur les opérations qui me seraient confiées. À l'époque, j'étais au bureau à 6 heures du matin, et le marché fermait à 22 heures. 18 heures par jour non-stop. Je trouvais encore le temps de poser des cartes de visite sur les pare-brises des voitures dans les rues de Genève pour tenter de me faire connaître.

À tour de rôle, nous étions en *call duty*, qui consiste, à certaines heures, à répondre aux clients de tous les brokers. Eh bien, je me mettais en *call duty* tous les jours. Un client vous passe un ordre sur les matières premières. Vous appelez aussitôt Chicago. Et si le client est satisfait, au bout de cinq ou six fois, si c'est toujours vous qui le prenez au bout du fil, il ne s'adresse plus à votre collègue, mais à vous. Résultat, la plupart de mes collègues me tiraient la gueule.

Mais c'est un boulot de dingue, d'esclave ?

J'ai toujours accepté ce rôle d'esclave... éclairé. Je n'ai pas de problème d'ego si ce job me nourrit bien. L'essentiel, c'est de toujours offrir un excellent service, même si un connard vous réveille à deux heures du matin pour vous demander s'il vaut mieux qu'il achète du yen ou du mark. Pour le client, un bon broker doit être à la fois compétent, poli et disponible. Ce que j'appelle un service près du corps. À 26 ans, je gagnais un demi-million de francs suisses par an, mais je claquais absolument tout. À la fin du mois, j'étais aussi raide que mes copains fauchés.

Et honnête ?

Bien entendu. C'est ce qui a fait la réputation de la place financière suisse : nous ne volons pas, du moins pas trop, nos clients. En effet, la grande crainte des riches, c'est que leurs banquiers leur piquent leur pognon. Si vous planquez votre argent dans l'île de la Dominique ou dans l'archipel polynésien des Tuvalu, qui vous dit que vous allez le retrouver ?

La banque elle-même aura peut-être disparu. Et difficile de porter plainte, puisque votre argent n'est pas déclaré.

Contrairement à certaines légendes, la place financière suisse n'est pas réputée pour ses bonnes performances. Sa notoriété, elle la doit bien évidemment au secret bancaire, mais aussi à la probité de ses banquiers. S'ils gèrent souvent assez médiocrement l'argent de leurs clients, en revanche ils ne piochent pas dans leurs comptes. Il y a peu d'escrocs chez les financiers genevois et zurichois. On rencontre plutôt ce genre d'individus peu scrupuleux dans certaines sociétés fiduciaires et cabinets d'avocats d'affaires.

Les Suisses sont des gens bien élevés, ils ne sautent pas à pieds joints dans la marmite, ils se contentent de recueillir délicatement la crème qui dépasse du récipient avec une louche. Prenez l'indice de perception de la corruption établi par Transparency International en 2013, la Suisse arrive en septième position, la France, en revanche, seulement en vingt-deuxième position, à égalité avec... les Bahamas et Sainte-Lucie, et derrière la Barbade et l'Uruguay.

CHAPITRE II

« Gustave Leven m'a tout appris »

En travaillant quinze à dix-huit heures par jour, peut-on tenir longtemps sans prendre certaines substances ?

Je ne me suis jamais drogué, pas le moindre gramme de coke, même pas un joint. Mais j'ai fait un burn out chez Merrill Lynch à l'âge de 24 ans, en février 1985. Une épouvantable attaque de panique. J'ai même perdu connaissance. Pendant des mois, je me suis bourré de médicaments, suivant les prescriptions de spécialistes. J'étais horriblement mal, aussi bien physiquement que psychologiquement. C'est un médecin généraliste qui m'a sorti de cette anxiété en me convainquant de refaire du sport, à commencer par du jogging. Depuis, j'ai appris à gérer mon stress, comme banquier, travaillant 80 à 100 heures par semaine, et comme prisonnier aux Baumettes pendant huit mois et demi, à l'isolement presque total.

Mais vous n'êtes pas resté broker très longtemps. Quel a été le déclic qui vous a poussé à vous mettre à votre compte ?

La chance de ma vie, je la dois indirectement à mon père. Comme je vous l'ai déjà dit, c'était un dingue de voile. Quoique fauché, il fréquentait des gens aisés, et notamment Jean Zuberer, un play-boy mondain d'un grand raffinement, véritable nez en matière de sélection de peintres contemporains, et barreur hors pair. Mais aussi un homme d'affaires. Parlant de nez, il était aussi le faux nez de Gustave Leven, le P.-D.G. de Perrier. En clair, c'était son homme de confiance au bord du lac Léman. Comme nous le verrons rapidement, le nom de Gustave Leven a été cité dans l'affaire de la Société générale. Jean Zuberer et Gustave Leven s'étaient connus en Suisse pendant la guerre. Juif, fils d'un agent de change parisien, Gustave Leven avait été contraint de se réfugier à Genève pour échapper aux nazis.

Par l'intermédiaire de mon père, j'ai demandé à Jean Zuberer de me faire travailler. Plusieurs fois, il m'a appelé, m'interrogeant sur des cours de matières premières. Puis un jour, l'ami de mon père m'annonce qu'il me

passé « son frère » au téléphone. Il s'agit en fait de Gustave Leven. Ce dernier me transmet un ordre d'une grosse voix très brutale : je devais acheter pour 10 millions de marks d'une obligation du Portugal à 6,625 %, échéance 1993. Finalement, j'ai reçu un ordre pour 50 millions de marks !

Gustave Leven a attendu au moins trois mois avant de refaire appel à mes services. Il m'a appelé en pleine nuit. Ensuite, de sa voix si caractéristique, il m'a souvent traité de « sale petit con » et de « voleur ». Mais c'était sa façon de s'exprimer, car apparemment il était assez content de mes prestations. C'est lui qui m'a fait, qui m'a tout appris. Il est resté mon plus gros client jusqu'à sa disparition en 2008.

Quel genre d'homme était Gustave Leven ?

Physiquement, c'était un géant aux oreilles d'éléphant, avec des mains dignes d'un champion olympique de lutte gréco-romaine. Sans doute un être très compliqué, mais aussi un vrai génie. Très certainement l'un des plus grands spéculateurs d'Europe. Perrier était en bourse et tout le monde croyait que la majorité des actions étaient dans le public. En fait, c'était Gustave Leven qui en détenait l'essentiel. Mais il avait si bien compartimenté sa vie qu'aucun journaliste financier ne s'est sérieusement intéressé à lui. Rien qu'en Suisse, j'estime que sa fortune devait tourner autour du milliard de dollars. Juste après sa disparition, une télévision israélienne a révélé qu'il avait versé durant sa vie deux milliards de dollars à des organismes et à des institutions juives, à la condition que jamais son nom ne soit mentionné de son vivant. Malgré tout, il n'était pas très religieux. Il n'y a que pendant la fête du Kippour qu'il s'abstenait de regarder l'écran de son ordinateur, mais seulement quelques heures.

Pour l'anecdote, quand Gustave Leven venait à Genève, son avion n'atterrissait jamais à l'aéroport de Cointrin, ni même à l'aérodrome d'Annemasse, juste de l'autre côté de la frontière. Par précaution, il se posait à Annecy ou à Chambéry. Comme je venais le chercher en voiture, il me proposait – sérieux comme un pape – de me rembourser les quatre ou cinq litres d'essence que j'avais consommés pour le véhiculer. En fait, Gustave Leven, malgré ses attitudes plus que bourruées, a toujours fait confiance à des jeunes. Il recherchait avant tout d'excellents techniciens, à condition qu'ils ne le volent pas et ne lui mordent pas la main, dans ses affaires officielles comme dans celles qui l'étaient moins.

Cette collaboration a failli tourner rapidement court, pour tous les deux.

En effet, nous avons failli laisser notre peau ensemble en avion. C'était en 1985, je ramenaïs de l'argent au black dans son Falcon 50. Je lui servais en effet de porte-serviettes. Nous affrontons une tempête épouvantable. En arrivant sur Paris, l'appareil prend la foudre et tombe comme une pierre. Étant certain de mourir, et lui aussi, je lui confie que je ne l'ai jamais volé. Vu les circonstances, il a su que je ne lui mentais pas. Il ne l'a jamais oublié.

L'avion ne se redresse miraculeusement qu'à trois cents mètres du sol. À peine l'appareil s'est-il arrêté que les deux pilotes, épuisés, s'étalent sur le sol. Il manquait 70 centimètres au bout d'une aile ! Seule réflexion du patron de Perrier : « Les deux enculés ! ».

Vous prenez la décision de quitter Merrill Lynch ?

J'ai décidé de me mettre à mon compte. Avec un associé,

Jean-François, également broker chez Merrill Lynch, nous avons monté en 1988 notre propre société financière à caractère bancaire, Fusterie Financière SA. Nous n'avions (pratiquement) pas un sou. C'est Gustave Leven et son ami Jean-Louis Descours, du groupe André, qui nous ont financés. Nous avons loué des locaux de 180 m² au premier étage d'un immeuble rue du Conseil-Général, et recruté un comptable et une secrétaire. Pour Gustave Leven, le loyer était trop élevé et les lieux bien trop luxueux. Vous pensez : il y avait du marbre. Pour lui, du linoléum, c'était amplement suffisant.

Mais nous n'avons pas attendu bien longtemps avant que notre « Golden Papy » (il était né en 1914) ne nous fasse participer à l'un des plus grands délits d'initié jamais perpétré en France : celui de la Société générale ! Tout a commencé par un coup de téléphone un mercredi après-midi paisible de juillet 1988. « Vous êtes toujours célibataires, vous et Jean-François ? Je vous invite seuls chez moi vendredi soir. Avez-vous des smokings ? Réservez deux billets d'avion pour Nice vendredi vers midi ». Nous avons loué des smokings. En revanche, il n'y avait plus une place pour la Côte d'Azur sur les lignes régulières. Gustave Leven nous a envoyé son Falcon 20.

Pourquoi Gustave Leven tenait-il tant à vous recevoir chez lui ?

Il nous a accueillis en haut du perron de sa splendide demeure victorienne, entre deux colonnes d'au moins deux mètres de diamètre, située à la Croix-des-Gardes à Cannes. On découvre cette habitation dans le film *La main au collet* réalisé par Alfred Hitchcock, avec Grace Kelly et Cary Grant. Son immense domaine, sur les contreforts du massif de Tanneron, domine toute la baie

de Cannes. Et comme à deux petits enfants, Gustave Leven nous a fait la leçon. « Au Premier ministre, vous dites “bonsoir Monsieur le

Premier Ministre”. À un ministre, vous dites “bonsoir Monsieur le Ministre”. Et quand vous ne savez pas qui c’est, vous dites “bonsoir Monsieur”. Ensuite, il nous demande de “bien nous tenir”. Plus crûment, de “ne pas faire les cons” ».

Pourquoi notre milliardaire tenait-il à la présence de deux jeunes financiers inconnus de 27 ans pour un dîner d’un demi-millier de couverts où se bouscule tout le gratin, ministres, capitaines d’industries et *people* ? D’autant que nous avions ordre de ne surtout rien faire, et encore moins dire. La réponse, je ne l’ai pas trouvée tout de suite. Gustave Leven estimait qu’il suffisait de nous poser là, chez lui, au milieu d’invités prestigieux, pour que nous passions, d’un coup de baguette magique, pour des petits génies de la finance internationale. Car son plan, c’était de nous utiliser pour officiellement « dénoyauter » la Société générale grâce à de discrètes manœuvres boursières.

« Dénoyauter » la Société générale ? Ça veut dire quoi exactement ? Tout ce que la justice a retenu, des années plus tard, en 2002, c’est qu’il y avait bien eu délit d’initié à l’occasion d’une tentative de reprise en main de cette banque.

Pour faire simple : entre 1986 et 1988, Jacques Chirac et Édouard Balladur avaient privatisé à tout va. Réélu dans un fauteuil à l’Élysée en 1988, François Mitterrand décide de jouer l’ouverture et de se concilier le patronat. Pas question de revenir en arrière. Il instaure le ni-ni, ni nationalisations ni privatisations. En revanche, par de discrètes manœuvres boursières, le président de la République veut déstabiliser les « noyaux durs », estampillés RPR (l’ancêtre de l’UMP), des entreprises privatisées. Pour cette délicate opération, les socialistes reçoivent le soutien des centristes et de Raymond Barre. Et par le plus grand des hasards, je me

retrouve justement à la table de l'ancien Premier ministre. Tandis que Jean-François, mon associé, est assis à celle de Jacques Barrot, un autre baron centriste, plusieurs fois ministre, disparu en décembre 2014.

Gustave Leven, emblématique patron de Perrier

Gustave Leven, disparu à Cannes le 29 juillet 2008 à l'âge de 94 ans, était le petit-fils de Narcisse Leven, fondateur de l'Alliance israélite universelle et du Comité de défense contre l'antisémitisme lors de l'affaire Dreyfus. Et le fils d'un agent de change parisien. En 1947, Gustave Leven, qui a été contraint de se réfugier en Suisse pendant la Seconde Guerre, achète l'eau bouillonnante de Vergèze, près de Nîmes. Sous l'occupation, Perrier avait été accaparée par un colonel SS. D'une source qui vivait, il l'a transformée en une entreprise florissante, qui entre en bourse et séduit les États-Unis. L'homme d'affaires rachète Contrexéville, Volvic, Vichy et les fromages Roquefort Société, Cantal, Saint-Nectaire. Il lance Pschitt et Oasis, et investit dans les chaussures André de son ami Jean-Louis Descours, et dans Bic, de son ami Marcel Bich.

Avec Jean-Louis Descours et François Dalle, ils héritent du surnom de « golden papys » lors du raid raté sur la Société générale en 1988. Malgré l'échec cuisant, « un accord est néanmoins trouvé pour que les assaillants empochent une plus-value », rappelait *Les Échos* lors de sa disparition³. L'année suivante, nouveau gros revers, la découverte de benzène dans des bouteilles Perrier aux États-Unis, la production dégringole de 1,2 milliard de bouteilles à 700 millions. Gustave Leven, une première dans l'industrie et le principe de précaution, prend l'incroyable pari de retirer toutes les bouteilles en circulation. Finalement, Perrier sera rachetée en 1992 par Nestlé à la suite d'une OPA (très organisée par Gustave Leven lui-même depuis des décennies).

3. Denis Cosnard, « Gustave Leven, patron de Perrier et “Golden Papy” », *Les Échos*, 12 août 2008.

CHAPITRE III

« Golden papy » attaque la banque

Avant d'évoquer dans le détail le sac de nœuds autour du dénoyautage de la Société générale, quelle ambiance régnait-il durant cette soirée où s'est fomentée l'une des plus grosses magouilles de la Cinquième République ?

En fait, la majorité des convives n'avaient d'yeux que pour les truffes noires, dont la moins joufflue devait mesurer la taille d'un œuf de pigeon. Ils ne se doutaient absolument pas que

se tramait ce soir-là une opération de reconquête de la troisième banque française. Je me souviens surtout de nos gaffes, car nous buvions trop et trop vite. À commencer par Jean-François, mon associé, qui s'est vanté d'être un œnologue distingué. « Comment trouvez-vous le vin ? » bougonne Gustave Leven. « Délicieux, mais encore un peu vert », lâche-t-il pour faire le malin. Rugissement immédiat du maître de maison, qui, fou de rage, nous tire presque par les oreilles jusqu'aux cuisines. Je crois même qu'il nous a traités comme à son habitude de « sales petits cons », avant de nous planter, tout penauds, devant 500 bouteilles de Château Margaux 61 déjà ouvertes et autant de carafons pour contenir le précieux liquide.

C'était tout de même un « patron » difficile à supporter ?

J'en conviens, il n'avait pas le compliment facile. Mais j'avoue qu'à cette soirée, nous n'étions absolument pas à la hauteur de notre supposée réputation. Après Jean-François, à mon tour de commettre une gaffe. À quatre heures du matin, passablement éméché, je me retrouve dans la bibliothèque avec Géraldine, la fille adoptive de Gustave Leven. Une adorable poupée de 18 ans qui se met à hurler à la vue d'un insecte bourdonnant posé sur une applique. Galant homme, je frappe avec ma veste le mandibulate, mais aussi l'applique en cristal, fixée au mur, qui se brise. Aux aurores, le milliardaire nous sort du lit, Jean-François et moi, et nous ordonne de venir partager son petit-déjeuner. De très mauvaise humeur, il me réclame 25 000 livres sterling pour l'applique démolie. Encore un peu dans les brumes, j'éclate de rire : « Vous savez bien que je n'en ai pas les moyens ! »

Heureusement, Gustave Leven change rapidement de sujet. Il se lance dans un long discours sur les marchés financiers et les monnaies. Nous n'écoutons guère, d'autant que sa fille nous a rejoints, juste vêtue d'un paréo autour des reins. Ses seins nous inspirent nettement plus que les cours de la bourse, du yen ou du dollar, de quoi mettre Gustave Leven dans une terrible fureur. Il nous fiche sans ménagement à la porte, et nous renvoie illico à Genève comme des galopins.

Si je vous comprends bien, on compte sur deux jeunes gaffeurs pour faire trembler la République...

Vous ne croyez pas si bien dire. Comme je l'ai signalé, mon associé s'est retrouvé à la même table que Jacques Barrot, l'une des grandes figures du centrisme tricolore, ancien ministre de la Santé de Raymond Barre. Au lieu de s'intéresser aux propos de l'ancien ministre, Jean-François n'avait d'yeux que pour une belle blonde assez peu farouche. « Il se passe quelque chose entre elle et moi. Cette fille est amoureuse de moi », me glisse-t-il à l'oreille. Gustave Leven vient rapidement lui briser son rêve. Il s'agit, en fait, d'une call-girl recrutée pour la circonstance. Sans ménagement, le maître de maison rappelle à la jeune femme qu'elle est payée pour tenir le crachoir à tous les invités, pas pour flirter avec un petit financier suisse fauché.

Pourquoi Gustave Leven s'est-il lancé dans cette opération ?

Depuis la Suisse, il s'était discrètement procuré des tonnes d'actions des sociétés fraîchement privatisées par la droite. Un million et demi de titres de la Société générale achetés 430 francs français en moyenne. Pas de chance – ou manque de flair –, depuis la privatisation, l'action n'a cessé de chuter, dégringolant à 250 francs. Pour lui, c'est intolérable de perdre autant d'argent. Peut-être trois cents millions de francs. Gustave Leven se moque bien du dénoyautage de la banque, mais il a senti qu'un raid est susceptible de faire remonter le cours de l'action. À condition qu'il soit exécuté par des hommes à lui, c'est-à-dire par Jean-François et par moi. Il ne nous a entraînés dans cette soirée que pour faire croire à Georges Pébereau que nous sommes des « Top guns », les mieux à même de manigancer une OPA larvée sur le troisième établissement de l'Hexagone. Vous pensez, des Suisses, si honnêtes, si bien élevés, et forcément si discrets.

Si vous dites que Gustave Leven jouait sa propre carte, quelle partition avait-il laissé aux autres acteurs ?

Gustave Leven avait réussi à mettre dans sa poche Georges Pébereau, qui ne connaissait rien aux opérations boursières. Le pire, c'est que ça a marché. Pourtant, je n'ai pas discuté plus de dix petites minutes avec Georges Pébereau. Heureusement d'ailleurs, car je ne savais pas quoi lui dire. Pour mémoire, Georges Pébereau n'était surtout pas un homme de gauche. Mais il n'avait pas supporté d'être évincé d'Alcatel (ex-CGE) par Édouard Balladur. Pour se venger et pour rejouer dans la cour des grands, il avait créé en 1987 Marceau Investissements, une société d'investissement au tour de table prestigieux, qui comptait notamment la Caisse des dépôts, le Crédit lyonnais, Axa, Elf, Suez, L'Oréal, Groupe André et Perrier. Georges Pébereau disposait d'une cagnotte de 3 milliards de francs français. Par ailleurs, il était le frère de Michel Pébereau, président du CCF, puis de BNP-Paribas.

Concrètement, comment s'est déroulée l'opération ?

Fusterie Financière SA, qui ne comptait, en dehors de Jean-François et de moi-même, que deux autres employés, a reçu carte blanche pour dépenser 3,3 milliards de francs. Entre août et octobre 2008, nous avons acheté 7,5 millions de titres et raflé 14,6 % du capital de la Société générale. À l'époque, c'était presque un jeu d'enfant de ne pas apparaître sur les marchés. On achetait sans difficulté des actions chez des agents de change à Londres, à Paris, à Tokyo, en se dissimulant derrière des sociétés panaméennes et liechtensteinoises et en refilant des noms bidons. La seule difficulté, c'était que Georges Pébereau nous avait donné pour consigne de ramasser le plus de titres possible au prix le plus bas. Alors qu'en sous-main Gustave Leven, notre mandant officieux, nous recommandait exactement le contraire : acheter le moins possible d'actions, tout en faisant grimper les cours.

Et ça a marché ?

Parfaitement. C'était pourtant un sacré job d'équilibriste. J'avoue que nous nous sommes très bien comportés vis-à-vis de Gustave Leven, puisque le cours de la Société générale est passé en trois mois de 280 à 555 francs. Il était ravi. Il a pu revendre ses actions entre 450 et 550 francs. Ses copains

en ont également profité pour se gaver. En revanche, nous avons carrément saboté le boulot pour Marceau Investissements. Le plus drôle, c'est que Georges Pébereau n'a pas eu l'air de s'en apercevoir. Du moins pas tout de suite. Il est resté longtemps très fier de son exploit boursier, le pauvre.

Car finalement, le raid a été un échec.

Ce raid lancé par les socialistes et les centristes, mais imaginé dans leurs dos par Gustave Leven et ses vieux copains, est très vite parti en quenouille. D'abord par manque d'argent. À l'époque, la Société générale pesait 20 milliards de francs en bourse. Marceau Investissements n'a jamais pu rafler suffisamment d'actions. Les assureurs publics, AGF et l'UAP, malgré les incitations de Pierre Bérégovoy, alors ministre de l'Économie et des Finances, ont refusé de se lancer dans la bagarre. Le gouvernement, pour ne pas perdre la face, a préféré faire machine arrière, niant sa participation dans le raid.

Vous pensez : c'était l'époque où François Mitterrand dénonçait les spéculateurs qui s'enrichissaient en dormant ! Tout se gâte lorsque la Commission des opérations de bourse (COB) ouvre une enquête sur d'éventuels délits d'initié en février 1989. Son rapport débouche sur une information judiciaire ouverte par le parquet en mai 1990.

La chancellerie a donné son feu vert à l'ouverture d'une instruction, confiée à la juge française Monique Radenne. Il faut se souvenir qu'à cette époque, le gouvernement socialiste est sous le feu des critiques pour avoir fait voter une amnistie permettant de blanchir des dizaines sinon des centaines d'hommes politiques français. Le pouvoir ne peut pas se permettre d'étouffer ce nouveau scandale, qui fait les gros titres de la presse. Cette opération arrive après l'affaire Péchiney. Lors du rachat de l'entreprise américaine Triangle, certains acheteurs français, proches des socialistes et même de l'Élysée, ont réalisé de très fortes plus-values, notamment en passant par la Suisse.

À l'époque, la presse a vanté les « exploits » des « golden papy ».

Gustave Leven, âgé à l'époque de 74 ans, avait concocté cette opération avec Jean-Louis Descours, 72 ans, patron des chaussures André, son complice habituel, et avec François Dalle, 70 ans, l'ancien grand manitou de L'Oréal. Certes, leurs noms ont été publiés dans la presse, ce qui n'est

jamais agréable. Mais ils sont passés entre les gouttes. Ils n'ont pas été jugés (même si François Dalle a été un temps mis en examen), alors que ce sont eux qui ont le plus profité du raid. Je suis bien placé pour le savoir.

CHAPITRE IV

À cette époque, la Suisse fermait les yeux

Mais vous-même, avez-vous senti le vent du boulet ?

Fort heureusement, à l'époque, il était possible de bloquer les commissions rogatoires à la fois au niveau cantonal et au niveau fédéral, d'abord sur la recevabilité de la demande, ensuite sur la transmission des pièces. De quoi gagner des mois, des trimestres, des années. Alors, j'ai mis sur le coup quelques-uns des avocats les plus efficaces dans les guerres d'enlèvement. Par chance, ils ont pu compter sur l'inertie politiquement orientée de Carole Barbey, la juge d'instruction genevoise. Une ancienne championne de curling, plus portée sur la répression des délits de droit commun que sur celle de la criminalité dite économique. À ma connaissance, la dernière commission rogatoire adressée à la Suisse n'a été renvoyée, partiellement exécutée, et après plusieurs rappels... qu'en septembre 1999.

Malgré tout, n'avez-vous pas été contraint de répondre aux questions de Carole Barbey, la juge d'instruction genevoise ?

Quand le nom de Gustave Leven est sorti, au milieu de beaucoup d'autres, comme ceux de Jean-Charles Naouri, l'ancien directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy, de Samir Traboulsi, du promoteur immobilier Christian Pellerin, de Geneviève Dalle, l'épouse de François Dalle, le patron de Perrier m'a convoqué au bord de sa piscine. « Si vous ne parlez pas et que vous allez en prison, je vous verse 100 000 dollars par nuit passée en cellule », me promet-il. Je me souviens lui avoir répondu : « Vous dites une connerie : imaginez que je reste six mois en taule ? C'est une incitation à me faire enfermer ! ». C'est un grand avocat genevois, aujourd'hui disparu, qui nous a concocté une ligne de défense. Il fallait que j'invoque un article de loi plus ou moins sorti d'un chapeau, un article méconnu du Code de procédure pénale genevois qui faisait référence à « l'information

déshonorante ». Celle qui portait atteinte à mon honneur, à savoir, balancer un client par ailleurs tout à fait respectable.

La magistrate a-t-elle avalé cette couleuvre ?

Elle était fille de banquier, très à droite, et disons que ce dossier la distrayait. Elle m'a d'abord demandé si je reconnaissais avoir acheté plus de 7 millions de titres, soit près de 15 % du capital de la Société générale. J'ai répondu affirmativement. Deuxième question : connaissez-vous Gustave Leven. Réponse, « oui, je le connais ». À la troisième question, j'ai invoqué l'article précité, affirmant que je ne pouvais pas répondre, car c'était attentatoire à mon honneur à l'égard de mes rapports d'affaires... Sa première réaction a été de me demander si je me moquais d'elle. Mais finalement, Carole Barbey m'a dit qu'elle allait réfléchir. De recours en recours, le dossier a été enterré. Ce qui était le but de la manœuvre.

Carole Barbey n'était peut-être pas la seule à vouloir ensevelir cette affaire, à commencer par certaines personnalités influentes en France ?

Cette juge genevoise ne manquait pas de perspicacité. « C'est facile de crier haro sur la justice suisse, mais, à ma connaissance, les magistrats anglais, luxembourgeois, néerlandais et de l'île de Guernesey n'ont pas non plus fait des heures supplémentaires sur les commissions rogatoires internationales. D'autant que nous avons des petites voix à Paris qui nous encourageaient fortement à ne pas faire trop de zèle », racontait-elle, amusée, à ses visiteurs.

Pour preuve, une des cinq commissions rogatoires est restée sous le coude de la chancellerie à Paris. Elle a mis deux ans avant d'arriver sur les bords du lac Léman. Nouveau gros micmac judiciaire au retour, entre la Suisse et la France. Un temps, quatre commissions rogatoires sur cinq s'étaient « volatilisées », selon les explications d'un magistrat de la place Vendôme. Ajoutez que la Chambre d'accusation de Genève a refusé en mars 1991 d'accorder l'entraide judiciaire à la France. Motif : la demande était incomplète et insuffisamment motivée⁴.

Quand Carole Barbey a rendu à l'un de mes avocats les pièces de la procédure, un petit mot manuscrit se terminait par « Amen ». Finalement, l'affaire aura mis presque deux septennats avant de

se retrouver devant un tribunal correctionnel à Paris, en novembre 2002, où, en bout de course, trois financiers s'en sont sortis avec de fortes amendes. Après tant d'années, l'opinion publique française regardait ailleurs.

Qu'avez-vous gagné personnellement dans l'opération ?

Jean-François et moi, nous avons perçu comme « récompense » 250 000 francs suisses (soit autour d'un million de francs français) pour trois mois de boulot à temps plein. Je crois qu'avec un peu plus d'expérience, nous aurions pu réclamer 10 millions aux « golden papys », qui, eux, se sont mis des paquets de millions dans les poches. Mais bon, nous avions 27 ans et nous étions si fiers que nous avons fait la fête pendant une semaine.

Pour l'anecdote, nous avons découvert un peu plus tard que d'autres petits malins, qui n'étaient même pas de la fête sur les Hauts de Cannes, avaient réalisé, eux aussi, d'intéressantes plus-values. Il n'y avait pas que le *frigo* de Gustave Leven [un frigo sert à parquer des titres, à les laisser refroidir et à les ressortir le moment venu], Samir Traboulsi, Robert Maxwell, Edmond Safra, et d'autres en possédaient également.

Votre récit diffère quelque peu de la version officielle ?

C'est exact. En revanche, un journaliste, que je n'ai jamais rencontré, s'est approché à 90 % de la vérité. Il s'agit d'Airy Routier, auteur de *La République des loups. Le pouvoir et l'argent*, paru en septembre 1989. J'ignore qui a pu le mettre au parfum. On m'a parlé d'une histoire de fesses avec l'épouse d'un des *raiders*.

Le raid sur la Société générale réunissait une faune très spéciale. Aux côtés de vrais industriels, on rencontre des financiers d'un genre un peu particulier comme Edmond Safra, Robert Maxwell, Samir Traboulsi, Tito Tettamanti, Georges Soros, Christian Pellerin, et même de franches fripouilles. Ce mélange des genres ne vous étonne-t-il pas ?

Pas vraiment. Dans le monde des affaires, il n'existe pas encore de délit de fréquentation. Quant au délit d'initié, il apparaît comme un brigandage bien mineur dans le monde des affaires, comparé au crime organisé, au trafic de drogue ou d'armes, à la traite d'êtres humains. Qui se place encore sur le

plan de la morale ? Le monde des affaires est celui de la guerre, où (presque) tous les coups sont permis, si on veut éviter de se faire bouffer. C'est un monde de l'arrogance, du cynisme, c'est un univers sans pitié. Pour l'anecdote, de très sérieuses études américaines démontrent que le délit d'initié est en fait utile pour la transparence des cours, dans la mesure où il *adoucit* la montée des prix en cas d'OPA.

À part monter des coups et amasser de l'argent, rien n'intéressait véritablement Gustave Leven, même pas les femmes. L'argent, il ne pensait qu'à ça. Sans gêne, il pouvait me réveiller à quatre heures du matin pour me demander d'obtenir des cours de bourse. Mais d'un autre côté, pour ceux qui penseraient à lui jeter la pierre, je rappellerai qu'il finançait en Israël, dans la discrétion la plus totale, 125 000 repas chauds par jour pour des élèves des écoles primaires, dont les parents étaient démunis.

Cette République des loups

Certes, Georges Pébereau est un esprit brillant, sorti de Polytechnique, entré à la Compagnie générale de l'électricité (CGE) en 1968 pour *pantoufler*, après un passage par des ministères. Mais ce n'est pas un vrai capitaliste, car, comme le souligne Airy Routier², il n'a « jamais risqué que l'argent des autres sous la protection de l'État ». Une CGE qui a le flair de recruter Robert Mitterrand, le frère de François, alors que la droite est au pouvoir. En 1981, Georges Pébereau a l'excellente idée de nouer des liens avec Alain Boubilil, alors conseiller de François Mitterrand à l'Élysée. Mais la mauvaise idée de vouloir se séparer d'Édouard Balladur, « discret président de deux filiales de la CGE ». Ce dernier ne l'oubliera pas et le débarque sans ménagement quand la droite revient au pouvoir en 1986. Deux ans plus tard, Alain Boubilil, devenu alors directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie et des Finances, est heureusement de nouveau là pour l'aider à prendre sa revanche.

Airy Routier révèle que ce sont bien Gustave Leven et Jean-Louis Descours qui suggèrent à Georges Pébereau, pour parvenir à ses fins, de créer sa propre société. Une proposition un peu folle pour un homme qui n'avait, jusqu'à présent, jamais mis un seul de ses deniers dans le *business*. Pour le convaincre, les deux « golden papys » sont prêts à glisser chacun au pot 30 millions de francs. Mais ils ne lui cachent pas leurs intentions : « Nous ne vous donnons pas d'argent, nous nous en donnons à nous-même ! ». Ainsi naît Marceau Investissements. À 55 ans, Georges Pébereau « découvre le vrai capitalisme ». Gustave Leven lui amène ensuite François Dalle, un proche de François Mitterrand et des Bettencourt, la famille la plus riche de France. Détail qui a son intérêt, l'entreprise Marceau Investissements est *gérée* par une autre société, Trianon Finance, qui est contrôlée par Georges Pébereau, Gustave Leven et Jean-Louis Descours. Au passage, Trianon Finance ponctionne 1,4 % des capitaux gérés par Marceau Investissements. D'abord installée avenue Marceau, d'où son nom, Marceau Investissements déménage ensuite rue de la Baume, « dans un immeuble du huitième arrondissement de Paris, contigu à celui du siège de Perrier ».

La République des loups confirme que Leven et Descours penchent ouvertement du côté de Raymond Barre. Le patron des chaussures André, animateur de l'association patronale Entreprise et Progrès, est même le plus solide soutien financier de l'ancien candidat à l'élection présidentielle. Ce qui peut expliquer que le prudent Raymond Barre accepte de cautionner cette opération, du moins au début. Airy Routier ajoute que selon certaines sources « l'idée de prendre la Société générale pour cible a été soufflée à Georges Pébereau par ses alliés Gustave Leven et Jean-Louis Descours, qui auraient possédé près d'un million de ses titres avant le krach. Perte sèche : près de 100 millions de francs. En bons capitalistes, ils auraient souhaité récupérer leur mise, mais surtout effacer l'affront ».

Au total, les plus-values illicites autour de ce raid raté auraient dépassé les 400 millions de francs français.

CHAPITRE V

Un certain « Chicchi » Pacini Battaglia

Le nom de Samir Traboulsi apparaît aussi dans l'affaire Péchiney, où il écope d'un an de prison, et dans le dossier Elf, où il empoche une commission de 16 millions de dollars dans une négociation avec le Nigeria. Comment expliquez-vous que des politiques et des industriels se mouillent avec ce personnage surnommé le « vizir des plaisirs », en raison de sa réputation de pourvoyeur de filles pour les princes du Golfe.

Au risque de vous choquer, j'aime bien Samir Traboulsi. C'était indirectement un client de ma banque et il m'a toujours fait beaucoup rire. C'était surtout un grand ami de Gustave Leven. Il l'avait connu par l'intermédiaire du marchand d'armes Adnan Kashoggi, l'ancien patron de Samir Traboulsi, qui possédait une grande propriété à Cannes, à côté de celle de Gustave Leven. La presse traite Traboulsi de « sulfureux Libanais », d'« intermédiaire douteux ». En revanche, l'ancien banquier suisse Pierre Mirabaud échappe aux critiques. Il a même accédé à la présidence de l'Association suisse des banquiers (ASB) en 2003, élu à l'unanimité. Pourtant, si vous épluchez le dossier de la Commission des opérations boursières (COB) sur le raid de la Société générale, vous découvrirez que Pierre Mirabaud a été l'un des pivots de l'opération en Suisse.

En juillet 1990, quand son nom est sorti dans *Le Figaro* en France et dans *L'Hebdo* en Suisse, Pierre Mirabaud n'a pas nié avoir été mêlé au raid sur la Société générale⁶. Mais relisez les articles qui lui ont été consacrés ces dernières années en Suisse : tous louent son humour, sa faconde, sa franchise. *La Tribune de Genève* parle de « personnage moderne, bien dans son temps et dans sa peau. L'homme est bâti de concret, nourri de pragmatisme. Du sérieux dans l'attitude, de l'excellence pour Genève » ! On retient que c'est un grand amateur d'art moderne⁷. En revanche, sachiez-vous que Samir Traboulsi avait reçu la médaille de chevalier des Arts et des

Lettres remise par Jack Lang, alors ministre de la Culture, en récompense des prêts de ses collections privées à des musées ?

Mais se compromettre avec des voyous, n'est-ce pas prendre des risques insensés ?

Mais de qui me parlez-vous ? Il faut prendre en compte deux éléments essentiels. D'une part, les voyous sont des gens très utiles. Ils sont habituellement gentils, serviables et souvent très agréables à vivre, du moins quand ils ne vous font pas de coups tordus. Vous ne vous ennuyez jamais avec eux. Ils ont des carnets d'adresses incroyables. Ils vous obtiennent une table au dernier moment dans un restaurant réputé et ils n'ont pas leur pareil pour détruire une preuve compromettante. Les voyous sont des mines de renseignements dans tous les domaines. Et puis, si vous êtes amis avec eux, c'est l'assurance qu'ils ne vous tireront pas dessus (au sens figuré bien sûr).

D'autre part, ces capitaines d'industrie, ces hommes politiques, ces ténors du barreau, qui ne se sont pas (encore) fait prendre malgré tous leurs coups tordus, ils ont le sentiment d'être devenus intouchables, que rien ne peut plus leur arriver. Ils ne se rendent même plus compte des risques qu'ils prennent.

Tous ces industriels, vous les mettez dans le même sac ?

Surtout pas. Excusez-moi de citer une fois encore Gustave Leven : selon lui, les patrons excellent dans l'un ou l'autre des domaines suivants, mais jamais dans plus d'un seul : marketing, finance et industrie. On peut être un génie dans l'un des domaines et absolument nul ailleurs. Gustave Leven possédait un talent extraordinaire pour le marketing. Il a fait de Perrier le leader mondial des eaux minérales et de source, avec des slogans comme « L'eau qui fait pschitt ! », « Le champagne des eaux de table », « Perrier, c'est fou ! ». Il était aussi un grand industriel : les processus de production de ses eaux minérales étaient incroyablement modernes avant l'heure. Enfin, inutile de le répéter, c'était un génie des marchés financiers. A contrario, et par exemple, Jean-Louis Descours était un industriel de tout premier plan, mais il ne touchait pas sa bille en finance. J'ai conservé ce filtre. Il ne faut pas se tromper en s'engageant dans des secteurs dans lesquels on n'est pas doué !

Je fais une distinction fondamentale entre les entrepreneurs dans l'âme, qui créent des richesses, font de la valeur ajoutée, embauchent et forment des employés, et les managers professionnels, les traders, qui ne mettent pas un centime dans les entreprises qu'ils dirigent et qui ne pensent qu'à les sucer. Le public s' imagine que les patrons des multinationales sont toujours de grands managers. En fait, ce sont parfois des nuls, qui font n'importe quoi. Leur seul objectif reste de s'en mettre plein les poches. Rappelez-vous les dégâts provoqués par Marcel Ospel. Il a failli mettre l'UBS, la plus grande banque suisse, au tapis.

Gustave Leven a négocié pendant des années le rachat de Perrier par Nestlé, ce qui a dû lui rapporter autour de trois milliards. Son sentiment sur le haut management de Nestlé ? « Ce sont de parfaits cons. » Mais comme ces multinationales ne sont pas sérieusement contrôlées, on ne s'en rend pas compte.

Vous classez-vous dans la noble catégorie des entrepreneurs, pour avoir d'abord créé une société financière, Fusterie Financière SA, à 27 ans, puis pour avoir tenté de transformer cette structure en banque en 1996, à l'âge de 35 ans ?

N'exagérons rien ! Mais j'aime le terrain et les contacts humains. C'est ce qui m'a poussé à entreprendre beaucoup de choses en dehors de la banque, dans des domaines fort différents, comme l'hôtellerie, l'aéronautique, ou encore les arts graphiques. Mon engagement dans la restauration à Aix-en-Provence et à Paris, puis dans un cercle de jeux, relevait du même genre de défi.

Pour revenir à notre société financière, effectivement, nous avons cherché à obtenir une licence bancaire. Ou plus exactement un mini-statut de banque. Nous avons adressé une demande d'autorisation auprès de la Commission fédérale des banques (CFB, désormais FINMA). Cela aurait pu marcher, mais nous ne disposions que de 180 m², il en fallait 500, et des guichets. La CFB ne s'arrêtait qu'au beau paquet que vous pouviez lui présenter. Ils n'allaient jamais au fond des choses. Nous leur avons fourni de très jolis CV. Malgré tout, grâce à nos techniques pointues, Fusterie Financière SA dégageait un résultat net de 1,7 million de francs en 1996 !

Finalement, vous préférez, à 36 ans, racheter une banque déjà existante, la Karfinco. Comment peut-on acquérir une banque, si jeune, quand on ne possède pas de fortune personnelle ?

La Banque de Patrimoines Privés Genève (BPG) s'est d'abord appelée la Karfinco. Elle a été créée à Genève en décembre 1980 par un personnage haut en couleur, l'Italien Pier Francesco Pacini Battaglia, dit Chicchi pour les intimes. Un homme follement sympathique, courageux, drôle et intelligent de surcroît. À cette époque, il était l'Italien qui possédait le plus beau carnet d'adresses de la péninsule, à la croisée des mondes politique, industriel et financier. C'était un homme irremplaçable, qui mettait de l'huile dans les rouages. L'Italie décollait économiquement et les grands groupes et leurs dirigeants ne savaient plus où placer leur black. Pacini a eu l'idée de créer en Suisse une petite structure, d'abord une société financière, puis une banque de dépôts et de gestion de fortune pour accueillir tout cet argent non déclaré.

Une forte croissance génère-t-elle forcément beaucoup d'argent non déclaré ? Ou est-ce un phénomène propre à l'Italie ?

À cette époque, la loi fiscale italienne ne permettait pas aux sociétés commerciales de déduire de leurs profits les commissions

payées pour l'acquisition de contrats à l'étranger. Or, il existe dans le monde des affaires une règle non dite, mais quasi universelle : sans bakchichs aux intermédiaires et autres *facilitateurs*, pas de contrats. C'est aussi simple que cela. Tous les grands groupes italiens se sont retrouvés dans l'obligation de créer des caisses noires.

Vous allez rire, mais pour un homme d'affaires normal, c'est plutôt une corvée de générer du black. Il a peur d'être dénoncé ou trahi par ses propres collaborateurs. Il craint le fisc, éventuellement la justice. Et surtout, il redoute plus que tout que celui qui gère sa caisse noire lui pique l'argent, ce qui arrive fréquemment.

Avec son carnet d'adresses, Chicchi Pacini Battaglia ne devait pas avoir trop de difficultés pour faire tourner sa banque à Genève. Pourquoi a-t-il chuté ?

Lui et ses associés, ainsi que bon nombre de leurs clients, ont été impliqués, pour ne pas dire englués, dans Mani pulite (mains propres). Il

s'agissait d'une vaste opération judiciaire lancée en 1992 par le juge Antonio Di Pietro contre la corruption dans le monde politique italien. Une opération qui a tout particulièrement touché la Démocratie chrétienne et le Parti socialiste italien.

Il faut se souvenir que Bettino Craxi, ancien président du Conseil, condamné à vingt-sept ans de prison, a été contraint de démissionner de son poste de secrétaire du Parti socialiste italien. Il a préféré s'enfuir en Tunisie en 1994, où il est mort quelques années plus tard d'une crise cardiaque. C'est aussi l'époque où l'homme d'affaires Silvio Berlusconi, le *Cavaliere*, entrait en politique, à la tête de son parti Forza Italia, recevant un mystérieux financement d'un milliard de lires⁴. La Commission fédérale des banques (CFB), qui veille au respect des dispositions légales, a souhaité que la Karfinco – qui avait été rebaptisée dans l'intervalle Banque de Patrimoines Privés Genève (BPG) – trouve de nouveaux actionnaires. Par chance, le bâtonnier Bruno de Preux était l'avocat de cette banque. Il était aussi le mien et c'était un ami. J'ai pu rapidement prendre connaissance du dossier.

L'opération Mani pulite

L'enquête judiciaire démarre le 17 février 1992 lorsque le magistrat Antonio di Pietro surprend Mario Chiesa, dirigeant du Parti socialiste italien (PSI), au moment où il empoche un pot-

de-vin de sept millions de lires que lui apporte un entrepreneur de Milan. Bettino Craxi, le leader du PSI commence par prétendre que Mario Chiesa n'est qu'un « filou isolé ». Ce dernier, lâché, avoue que pour pratiquement tous les appels d'offres, il faut verser aux bonnes œuvres de la Démocratie chrétienne (DC) et du PSI, les deux formations politiques dominantes de l'après-guerre. Résultat, ces deux partis chutent aux élections d'avril, puis perdent la moitié de leur électorat à celles de décembre 1992. Ils ne vont plus jamais se relever. Au total Mani pulite va entraîner 3 000 arrestations et plus de 1 200 condamnations. L'année suivante, Bettino Craxi est contraint

de démissionner du secrétariat national du PSI. Les enquêtes montrent que l'argent détourné ne servait pas uniquement à alimenter le

train de vie du parti. Le dirigeant socialiste, ancien président du Conseil, s'était notamment acheté un appartement à New York. Condamné définitivement, il préfère s'enfuir en Tunisie.

Le bilan de l'opération Mains propres est malgré tout assez contrasté, car elle a permis l'arrivée au pouvoir en 1994 de Silvio Berlusconi, un grand ami de Bettino Craxi (et son témoin de mariage en 1990). La fille de ce dernier, Stefania, a d'ailleurs été députée du parti de Silvio Berlusconi et sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères dans le quatrième gouvernement de celui-ci. Dans une interview accordée en 2012 à l'AFP, Antonio di Pietro déclarait que « ce n'est pas Mani pulite qui a échoué, c'est la classe politique qui, une fois révélée l'existence de ce cancer social, au lieu de s'en prendre à lui, s'en est prise aux magistrats. [...] Ni les politiciens ni les entrepreneurs n'ont voulu corriger le système. »

4. Ian Hamel, « Affaire franco-suisse. Les lièvres courent toujours », *L'Hebdo*, 28 mars 1991.

5. Airy Routier, *La République des loups. Le Pouvoir et les Affaires*, Calmann-Lévy 1994

6. Bernard Rappaz, « Scandale politico-financier français. La filière suisse », *L'Hebdo*, 5 juillet 1990.

7. Édouard Bolleter, « Pierre Mirabaud, un Genevois roi des banques suisses », *La Tribune de Genève*, 20 septembre 2003.

8. Elio Veltri, Marco Travaglio, *L'odeur de l'argent. Les origines et les dessous de la fortune de Silvio Berlusconi*, Fayard, 2001, p. 150

CHAPITRE VI

Comment racheter une banque sans un sou

Ce n'était pas évident de vouloir reprendre un établissement à la réputation aussi douteuse. Un arrêt du Tribunal fédéral suisse du 4 février 2000, dans l'affaire Mani pulite évoque encore la

Banque de Patrimoines privés qui « aurait été utilisée pour recueillir le produit de ces agissements [sous-entendu du recyclage d'argent] » et « une partie des montants détournés a été reversée sur des comptes déjà identifiés [...] d'autres montants auraient été répartis sur une série de comptes bancaires ouverts auprès de la Banque de Patrimoines privés ».

Effectivement, les grandes banques de la place et les banquiers privés ne souhaitaient pas que leurs noms soient associés à une structure liée à l'opération judiciaire Mani pulite. Pour eux, c'était sale. Il ne fallait surtout pas y toucher. Si vous allez sur Google, on fait effectivement tout de suite le lien. Pour preuve, quand j'ai eu mes ennuis judiciaires dans l'affaire du Cercle Concorde en France, certains journalistes peu scrupuleux se sont permis d'associer mon nom à celui de la mafia.

En 1997, mon analyse était différente : si les autorités pénales cantonales et fédérales et la Commission fédérale des banques avaient estimé que les organes de cet établissement apportaient leur concours à la gestion d'argent sale, elles l'auraient fermé. Mais comme elles cherchaient, bien au contraire, d'autres repreneurs pour la faire vivre et prospérer, j'en ai déduit que cette banque n'était pas dépourvue d'avenir. Les fonds de la clientèle italienne, forcément inspectés très attentivement, avaient été bloqués dans leur majorité par le Ministère public de la Confédération (MPC), alors dirigé par Madame Carla Del Ponte, italophone, sur la base de commissions rogatoires internationales émanant des parquets de Milan et de La Spezia.

C'était un double avantage pour le repreneur : les clients étaient captifs commercialement pour des années et le blocage pénal de leurs fonds interdisait tout acte de blanchiment éventuel de la part des nouveaux

dirigeants. La suite m'a donné raison : année après année, les autorités pénales ont petit à petit libéré la quasi-totalité des comptes bloqués. Quant à Pacini Battaglia, après quelque temps passé derrière les barreaux en Italie, il s'en est finalement sorti presque indemne. De son côté, la BPG, plus blanc que blanc, était devenue la banque la plus propre du monde.

Plus blanc que blanc ? On peut en douter quand on connaît le profil des fondateurs de la Karfinco. Qui, selon vous, mettait ses économies non déclarées dans cet établissement genevois ?

Des mauvaises langues avançaient qu'il aurait pu y avoir des personnes liées au Parti socialiste italien et à la Démocratie chrétienne, des ministres, un ancien président du Conseil, des industriels, peut-être même des blanchisseurs professionnels... En réalité, au moment où j'ai acheté la banque, les caisses n'étaient plus tellement garnies. Il ne restait guère plus de 300 millions de francs suisses, pratiquement tous bloqués. C'était une toute petite banque. Mais elle avait à mes yeux des atouts considérables : des fonds propres importants, de beaux locaux, un personnel très qualifié et surtout un magnifique fonds de commerce sous la forme des relations qu'elle entretenait avec de nombreux avocats de la place, défenseurs des clients italiens et potentiellement sérieux apporteurs d'affaires.

L'opinion publique est persuadée que des personnes liées à des scandales politiques ou financiers ne placent que de l'argent sale. Or, des voyous peuvent aussi posséder de l'argent propre. À l'inverse, des personnalités étiquetées « honnêtes de chez honnêtes » – peut-être parce qu'elles n'ont jamais été prises – peuvent placer de l'argent sale.

Pouvez-vous nous donner des exemples ?

J'ai souvent été témoin des deux cas de figure. Ainsi cet assassin présumé au Congo (j'étais sans illusion), qui avait hérité de la fortune accumulée de façon tout à fait légale par sa mère en Suisse. A contrario, ce procureur français au pôle financier de Paris, qui percevait dans une banque genevoise le produit de quelques *conseils* juridiques prodigués en province.

Mais que demande-t-on finalement aux banquiers ? De respecter la loi, pas de s'ériger en juges ou même de connaître la couleur de l'argent détenu dans leurs coffres. Cette loi est claire, en Suisse comme en France et dans la plupart des pays du G8 : il ne peut y avoir de blanchiment de la part du

banquier que si l'argent provient d'un crime ou d'un délit commis en amont, et que le potentiel blanchisseur est conscient que les fonds en question en sont le produit, et qu'il contribue néanmoins activement à leur recyclage dans des circuits économiques officiels. Les cas de banquiers condamnés pour blanchiment d'argent sont donc très rares. Par nature, ceux-ci préfèrent conserver en compte les fonds qui leur sont confiés et dont ils vivent bien.

J'ai accueilli dans ma banque des personnalités bien sous tous rapports. J'étais donc irréprochable, pourtant je savais que leur argent était criminel.

Combien avez-vous payé cette banque aux caisses presque vides ?

40 millions de francs suisses, montant que j'ai intégralement emprunté à la Société de banque suisse (SBS), qui a un peu plus tard fusionné avec l'Union de banques suisses pour devenir le groupe UBS SA. À cette époque, je ne devais pas peser plus de 1,5 million de francs. Je n'ai donc pas mis un sou pour acquérir cet établissement. Comme la banque possédait 64 millions de fonds propres, j'ai rapidement réalisé une réduction de capital. Ce qui m'a permis de rembourser aussitôt 20 millions sur les 40 empruntés. Ensuite, j'ai accueilli de nouveaux actionnaires qui ont apporté 10 millions de francs suisses, notamment le Français Didier Tibessart, que la presse locale avait étiqueté en mai 1997 comme « actionnaire qualifié de discret ». Il restait dix millions de dette que moi et mon associé, Jean-François, avons remboursés grâce aux dividendes engendrés par la Banque de Patrimoines Privés Genève pendant les dix ans qui ont suivi la reprise. J'ai soldé cet emprunt alors que j'étais en prison aux Baumettes à Marseille en 2008.

Pourquoi, après avoir réalisé une réduction de capital de 40 à 20 millions, faites-vous entrer trois nouveaux actionnaires, en décembre 1998, qui mettent deux millions au pot, une personne domiciliée à Monaco, une société immatriculée à Dublin et une autre dans l'île de Man ?

Ce n'est nullement un secret. Pour deux d'entre eux, il s'agissait de gestionnaires de fortune, des anciens de la banque Worms. Ils m'ont permis d'acquérir la filiale de cette banque à Nassau, aux Bahamas, qui possédait des clients français intéressants.

L'histoire mouvementée de la Karfinco

Habituellement, les faux nez et autres sociétés paravent ne laissent guère de traces au registre du commerce. Ce n'est pas le cas de la Karfinco, puis de la BPG, dont l'aventure, de 1980 à 2009,

occupe quatre gros classeurs au deuxième étage du 4 de la rue du Puits-Saint-Pierre, dans la vieille ville de Genève. À sa création, le 15 décembre 1980, le but de la Karfinco est d'« assurer toutes fonctions de gérance de fortunes, notamment fournir des conseils et des services en matière d'investissements et de placements, et de recevoir des fonds en vue de leur placement pour le compte de la clientèle en toutes valeurs mobilières, immobilières ou investissements sans faire appel au public ». Il s'agit d'une société financière, comme il en existe des milliers dans la cité de Calvin, annonçant comme mise de départ un million de francs suisses.

Ensuite, la Karfinco ne va jamais cesser de procéder à des augmentations de capital, d'un à cinq millions en juin 1981. Puis de cinq à dix en avril 1982. De dix à douze en janvier 1984, puis de douze à quinze en mai 1985. Pendant tout ce temps, Pier Francesco Pacini Battaglia ne cesse de changer de fonction. Le 16 décembre 1981, il annonce même qu'il démissionne « avec effet immédiat pour des raisons personnelles », avant de revenir le 15 mai 1985. L'industriel n'est plus alors domicilié en Italie, mais à Neuchâtel, en Suisse. En fait, il n'a jamais cessé de tirer les ficelles d'une Karfinco qui se transforme en banque Karfinco le 15 juillet 1987.

À qui appartient-elle ? 13 500 des 15 000 actions sont détenues par Karfinco Holdings BV, dont on ne sait rien, et 750 par Pacini Battaglia lui-même. Fin 1988, le capital grimpe de 15 à 30 millions de francs suisses. Les souscripteurs ? Des sociétés domiciliées à Panama, comme Mora Overseas Inc, qui achète le 25 novembre mille actions « B » au porteur, valant chacune 1 000 francs suisses. « Les actions souscrites sont immédiatement libérées en espèces à concurrence de leur valeur nominale plus un agio de vingt pour cent, soit une somme totale de mille deux cents francs par action ».

Si certains souscripteurs se dissimulent derrière des panaméennes baptisées Doren Overseas ou Hemlock Business, toutes domiciliées chez le même avocat, Luis A. Shirley, on retrouve des personnes connues, comme le Suisse Pierre-Alain Blum, d'Ebel Finance. C'est ce même Pierre-Alain Blum qui, à la même époque, contre toute logique, rachète pour 260 millions de francs français à Bernard Tapie la société Look de Nevers, spécialisée dans les fixations de ski, alors en très mauvais état. Outre des Suisses, un résident monégasque et un Égyptien mettent leurs économies dans cette banque qui s'appliquait, selon la justice, à blanchir l'argent de la corruption en Italie...

Enfin, nouvelle augmentation de capital en mars 1991, de 30 à 40 millions de francs suisses, qui provoque une nouvelle arrivée de sociétés domiciliées à Panama City. La Banque Karfinco propose des actions « A », qui sont nominatives et des actions « B », au porteur. Par définition, l'actionnaire reste anonyme. Les actions au porteur permettent à leurs détenteurs de faire valoir leurs droits y afférents sans pour autant être connus.

Mais le déclenchement de l'opération Mani pulite contraint plusieurs administrateurs de cette petite banque genevoise à la démission. À commencer par Pier Francesco Pacini Battaglia, alors domicilié à Crans-sur-Sierre (canton du Valais), le 22 février 1993. Il reste néanmoins le grand manitou de l'établissement. Quelques mois plus tard, le 12 octobre 1993, le président du conseil d'administration, Hubert Baschnagel, écrit qu'il a beaucoup réfléchi avant de prendre la décision de partir avec effet immédiat, « car j'ai passé de très beaux moments au sein de votre conseil d'administration, mais, vu les circonstances hors de ma portée, je ne pouvais pas agir autrement », explique-t-il.

La Banque Karfinco devient d'abord la Banque Privée Genève en septembre 1993, puis la Banque de Patrimoines Privés Genève en mars 1994. Elle se présente comme une banque de dépôt et de gestion de fortune « exerçant son activité principalement en Suisse, ainsi qu'aux États-Unis et en Europe occidentale ». Finalement, il faut attendre le 17 mars 1997 pour que l'équipe soit contrainte de quitter le navire, laissant la place à François Rouge, Jean-François Furrer, et à l'avocat genevois Bénédict Fontanet.

CHAPITRE VII

La fraude fiscale ne s'arrêtera jamais

Comment les comptes bloqués de la Karfinco ont-ils pu être débloqués ?

Je pense que le Ministère public de la Confédération, comme d'ailleurs le Ministère public genevois, souhaitaient trouver une solution pour se débarrasser de ce paquet encombrant. J'ai été convoqué à Berne. Carla del Ponte, la procureure générale, voulait recueillir mes impressions. Mon avocat, ancien procureur et ancien juge d'instruction, m'avait bien briefé : il ne fallait rien dire, surtout quand elle se trompait. Ce qui lui arrivait assez souvent. Elle avait des notions assez vagues de droit et ne comprenait pas grand-chose à la finance. Mais je garde un bon souvenir d'elle, car c'était une très bonne vivante.

Effectivement, elle a débloqué la plupart des comptes. Notamment celui d'un socialiste italien, proche de Bettino Craxi, et par ailleurs grand copain de Jacques Chirac. Il avait planqué dix millions de marks dans une société panaméenne dont la raison sociale avait une consonance très proche de celle d'une société qui avait été impliquée dans l'affaire Pétchiney. J'ignore pourquoi, mais Carla del Ponte a cru que cette panaméenne appartenait à Samir Traboulsi. « Traboulsi ? Mais il n'a rien à voir avec Mani pulite ! », s'est-elle écriée. Elle a aussitôt débloqué le compte. Par la suite, je n'ai jamais eu d'ennuis avec Carla del Ponte. Je suis devenu président du conseil d'administration de la BPG, et Jean-François Furrer, directeur général.

Tout n'est pas devenu clean pour autant lorsque vous avez pris les commandes, puisqu'aujourd'hui, près de deux décennies après les faits, vous vous retrouvez inculpé (mis en prévention) pour « faux dans les titres » par la justice genevoise.

Cela n'a rien à voir. En devenant propriétaire de la Banque de Patrimoines Privés Genève, j'ai voulu en faire profiter mes parrains qui m'avaient soutenu jusqu'alors. Gustave Leven a décliné l'offre, en revanche, Jean-Louis Descours demandait un tiers du capital de la banque. Mais comme son argent était au black, il a pris un prête-nom, dont l'identité a d'ailleurs été dévoilée dans *Le Journal de Genève* dès le 1^{er} mai 1997. Son nom a de

nouveau été cité par le magazine suisse *L'Hebdo* en février 2008, lorsque j'étais emprisonné aux Baumettes à Marseille. Il s'agit de Didier Tibessart, un Français, boucher de formation, qui résidait à l'époque à Genève, ayant fait fortune comme franchisé d'Intermarché dans l'Hexagone⁹.

Bien évidemment, après mon séjour en prison, nombre de mes anciens amis ont tenté d'abuser de la situation, quand il s'est agi de vendre la banque en 2009. Didier Tibessart, qui possédait officiellement 32,5 % du capital-actions, a ainsi perçu autour de 17 millions de francs suisses. Non seulement il ne m'a pas remis les sommes qu'il devait me verser, mais il a surtout abusé de la personne qui avait véritablement mis des fonds dans la banque. De plus, Didier Tibessart, qui vit maintenant en Belgique, a ridiculement porté plainte contre moi pour « contrainte, chantage et extorsion », comme par hasard, quatre ans après la vente de la banque, et précisément au moment où la somme précitée devait m'être payée.

J'ai à mon tour déposé une plainte contre lui pour « dénonciation calomnieuse et tentative d'extorsion ».

Nous sommes tous les deux inculpés de « faux dans les titres », pour avoir fait de fausses déclarations à la Commission fédérale

des banques concernant les véritables ayants droit économiques de la BPG. Mais je n'ai guère de craintes, car, en tant que président de la banque, je n'avais pas l'obligation d'annoncer à la Commission fédérale des banques, puis à l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers, si les détenteurs qualifiés d'actions les détenaient à titre fiduciaire ou non. Selon ma lecture de la loi, je n'en avais non seulement pas l'obligation, mais surtout, pas le droit.

En revanche, Didier Tibessart a bien servi de prête-nom. Certes, le portage de titres n'est pas interdit. Mais il a fait des déclarations mensongères en prétendant qu'il était détenteur pour son propre compte de 130 000 actions de la banque correspondant à 32,5 % de son capital-actions. Alors qu'il détenait ces actions à titre fiduciaire pour des tiers dont il protégeait l'anonymat¹⁰.

Ce n'était pas très malin de vous bouffer le nez. Car ce n'est pas la justice genevoise qui est allée jusqu'à vous, c'est vous qui vous êtes livrés en déposant des plaintes l'un contre l'autre. D'autant que Jean-Bernard

Schmid, le procureur en charge du dossier, est un magistrat particulièrement pugnace.

C'est une question de principe. C'est moi qui ai fait prospérer cette banque pendant plus de dix ans. Je n'accepte pas d'être roulé dans la farine par des individus qui tentent de profiter de ma condamnation dans l'affaire du Cercle Concorde, et imaginent que je suis à terre. Didier Tibessart a peut-être gagné beaucoup d'argent à une époque, mais il n'est resté qu'un petit boucher. Je ne me gêne pas pour le dire : si vous lisez le procès-verbal d'audience du 4 décembre 2014, vous noterez que Jean-Bernard Schmid, le procureur, « refuse de noter les termes scatologiques utilisés par François Rouge » pour décrire Didier Tibessart.

Revenons à 1997. Vous vous retrouvez donc à la tête d'une petite banque qui n'existe que pour aider de riches contribuables étrangers à frauder le fisc.

Cette définition est tout de même un peu réductrice. Je contrôlais 21,6 % du capital, et 38,8 % des voix. C'est-à-dire exactement autant que mon associé Jean-François Furrer, le directeur général. La BPG m'a permis d'ajouter à notre propre clientèle essentiellement française des personnes fortunées de la Péninsule. Les actifs de Fusterie Financière SA ont été intégrés dans la BPG. Je reconnais que, sur les six cents clients de la banque, il ne devait pas y en avoir plus de trois qui étaient en règle avec le fisc de leurs pays ! À la limite, nous ne savions pas ce qu'était un compte déclaré. Mais à cette époque, je ne faisais pas autre chose que les autres banquiers. Quand on prétend aujourd'hui que les banques suisses n'accueillent plus d'évadés fiscaux, ça me fait doucement sourire.

Voulez-vous dire que les personnes fortunées fraudaient, fraudent encore et frauderont toujours, et que le travail des banquiers consiste à les accompagner ?

Il existe une règle non écrite en économie politique : quand le fisc prélève plus d'un tiers de ce que les gens gagnent, ceux-ci se rebiffent et cherchent à dissimuler leurs revenus et leurs avoirs. Alors, oui, comme banquier suisse, j'ai été l'esclave de la fraude fiscale. Peut-être pensez-vous qu'il s'agit d'un rapport dégueulasse entre l'homme et l'argent, surtout liquide, mais c'est comme ça.

Savez-vous qu'il est plus facile de corrompre quelqu'un en lui versant 300 000 francs suisses en billets de banque dans une enveloppe, plutôt que de lui virer 500 000 francs sur un compte dans un paradis fiscal ? J'ai pu le constater chaque fois que j'ai eu à corrompre quelqu'un. Le fric en liquide et au black possède un côté magique. J'ai même lu que pour certains, le culte de l'argent relèverait de la métaphysique...

Vous avez une vision très pessimiste de l'homme.

Mes vingt-cinq ans dans la finance et la banque me poussent à penser qu'il est difficile d'affirmer qu'un homme est honnête, tant qu'il ne lui a pas été donné l'occasion d'être malhonnête impunément. Chaque fois que j'ai cherché à acheter quelqu'un, ça a marché. Je ne me souviens pas d'avoir rencontré un seul échec quand il s'est agi de graisser la patte. Mais je peux aussi vous dire qu'après chaque opération de corruption réussie, quand vous rentrez chez vous, vous êtes triste, enfin, c'était mon cas.

Par ailleurs, si vous interrogez un Français moyen, il vous dira spontanément que les fraudeurs en Suisse sont des Français, des Italiens, des Grecs, des gens du Sud. Ils n'imaginent pas le nombre de Suédois ou d'Allemands qui planquent leur argent sur les bords du lac Léman ou celui de Zurich. Les habitants du nord de l'Europe ont pourtant la réputation d'être « clean ».

Pratiquement tous les pays de la planète prétendent aujourd'hui lutter contre la fraude fiscale.

La lutte qu'on dit mener actuellement contre les paradis fiscaux n'y changera rien, les personnes un peu fortunées continueront de tenter de frauder le fisc. Ce sera peut-être plus compliqué, mais l'évasion fiscale ne disparaîtra jamais. Je reste convaincu que les vrais spécialistes à l'OCDE ou ailleurs le savent. Alors, de temps à autre, ils pointent du doigt un pays, ils l'enfoncent, mais ça ne sert qu'à amuser la galerie. En 2007, Pictet, la principale banque privée genevoise, comptait une dizaine d'employés à Singapour. Aujourd'hui, ils sont des centaines. Les Suisses représentent l'une des communautés bancaires les plus importantes de la cité-État, après les Britanniques et les Américains. Singapour gère aujourd'hui plus de 1 000 milliards d'euros. Il faut suivre les tuyaux. Quant aux Américains, ils donnent des leçons d'honnêteté au monde entier, tout en laissant le

Delaware ou l'Arizona développer des structures juridiques qui permettent de blanchir l'argent (fiscalement parlant) avec encore davantage d'efficacité que ne le permettait la Suisse à la belle époque.

Les banquiers suisses n'ont-ils pas l'obligation aujourd'hui de demander à leurs clients s'ils sont en règle avec le fisc de leur pays ?

Il paraît ! En France, quand vous ouvrez un compte dans une banque, personne ne vous réclame votre déclaration d'impôt. Je peux vous citer l'Ombudsman des banques suisses : les droits et obligations des parties dans une relation bancaire bilatérale sont soumis à la liberté contractuelle. Le conseil fiscal à la clientèle n'entre pas dans les obligations d'une banque qui détient un compte ou un dépôt pour un client, à l'exception des cas dans lesquels une banque se serait engagée spécifiquement à cet égard.

Plus sérieusement, vous n'allez pas me faire croire qu'un Français qui vient mettre son argent en Suisse ne sait pas qu'il doit remplir ses obligations envers les autorités fiscales françaises ? C'est un grand garçon. Je ne vois pas pourquoi un banquier suisse aurait, lui, l'obligation de le lui rappeler.

La démarche n'est pas tout à fait la même si vous ouvrez la porte d'un établissement bancaire à Clermont-Ferrand ou à Genève ou encore à Vaduz au Liechtenstein. Dans le premier des cas, il s'agit principalement d'y déposer son salaire.

L'offre de services bancaires courants, qu'il s'agisse de comptes, de dépôts, de trafic des paiements, de l'exécution d'ordres de bourse, de conseil en placements et gestion de fortune, à des clients domiciliés à l'étranger n'est absolument pas contraire au devoir de diligence résultant du droit suisse. Il n'y a pas fondamentalement de différence entre l'ouverture d'un compte en France et en Suisse. Une fois encore, si un client entre chez moi pour frauder le fisc, c'est d'abord sa responsabilité, non ? Je n'ai pas besoin de lui dire de le faire (ou plutôt de ne pas le faire). D'ailleurs, un banquier suisse a – théoriquement – interdiction de prêter assistance active à la soustraction fiscale. Bien évidemment, il conviendrait de définir ce que peut être une « assistance active ».

9. Paul Coudret, « La Banque de Patrimoines Privés Genève retrouve une sérénité musclée », *Le Journal de Genève*, 1^{er} mai 1997. Roland Rossier, « La vie hallucinante du banquier Rouge », *L'Hebdo*, 7 février 2008.

10. Ian Hamel, « Deux ex-actionnaires inculpés d'usage de faux », *L'Agefi*, 17 février 2015.

CHAPITRE VIII

Banquier, un job pas si compliqué

Si je suis votre raisonnement, ce n'était pas très difficile d'être banquier en Suisse. Il n'y avait pas besoin d'aller chercher les clients, ils venaient d'eux-mêmes.

C'est parfaitement exact. En tout cas à une certaine époque. En Suisse, nous pouvions d'abord compter sur un avantage très appréciable, notre fameux secret bancaire. Son élément central est l'article 47 de la Loi fédérale sur les banques de 1934, qui punit de prison celui qui aurait révélé un secret appris dans une banque. Et surtout, le secret bancaire suisse profitait à juste titre d'une réputation d'inviolabilité que ne possédaient pas d'autres places financières. Cet atout majeur a fait croire aux banquiers suisses qu'ils étaient fantastiques en matière de gestion de fortune. Il n'y a rien de plus faux. Ils sont souvent médiocres, car ils n'avaient pas à se battre, ni même à se démenier pour attirer de nouveaux clients. Ces derniers arrivaient d'eux-mêmes. Ils gagnaient beaucoup d'argent sans fournir beaucoup d'efforts.

Je ne leur concède que deux qualités : ils savent agir dans la plus grande discrétion. Quand ils sortent des frontières, les banquiers suisses se gardent bien d'emporter des documents pouvant les identifier, d'écrire des noms dans leurs agendas. Ils n'adressent pas non plus de courriers à leurs clients à l'étranger. Au téléphone, ils ne donnent pas de noms, ils ne parlent jamais d'argent. Prenez l'affaire Cahuzac : les révélations sur ses avoirs en Suisse (puis à Singapour) ne sont imputables qu'à ses propres erreurs (il a évoqué son compte lors d'un message téléphonique avec un interlocuteur en France), pas à celles de sa banque genevoise. L'autre qualité des banquiers suisses reste l'honnêteté. Ils ne volent pas leurs clients, du moins pas trop.

Vous dites que les banquiers suisses ne sont pas compétents. Pourquoi ont-ils joui d'une telle notoriété pendant autant d'années ? La Suisse conserve toujours le premier rang mondial de centre financier pour la gestion des fortunes offshore.

Pour commencer, la Suisse est idéalement située géographiquement, au centre de l'Europe. Les infrastructures fonctionnent parfaitement, les rues sont propres, les Suisses sont polis, discrets, méticuleux, ils ne font pas attendre leurs clients. Pour des Français, habituellement peu doués pour les langues étrangères, c'est toujours mieux de s'entretenir avec des financiers qui maîtrisent parfaitement la langue de Molière. Ajoutez que le pays est convenablement géré, à part les récentes conneries de la Banque nationale suisse, et donc très bien classé au niveau international en ce qui concerne les indicateurs macroéconomiques (balance des paiements, finances publiques, taux de chômage).

Il faut se souvenir que, jusque dans les années 1980, l'inflation galopante qui frappait les voisins de la Confédération a fortement aidé à remplir les coffres des banques suisses. Les Européens étaient confrontés à 10 et même 15 % d'inflation : Celle-ci provoquait d'incessantes dévaluations du franc français, de la lire italienne, de la peseta espagnole. Il était préférable de mettre leurs économies chez nous, où elles étaient converties en francs suisses. Comme l'inflation est toujours restée très basse dans la Confédération, et la monnaie stable, leurs bas de laine fructifiaient de 5 à 10 % par an, sans que les banquiers aient besoin de lever le petit doigt.

Autre avantage : les droits de succession, beaucoup plus bas en Suisse qu'en France, sinon inexistant dans de nombreux cantons. La Confédération était devenue le passage obligé pour transmettre un héritage. C'est si vrai que certaines personnes ne découvraient parfois qu'au moment de la disparition d'un parent l'existence d'une cagnotte sur les bords du lac Léman. Elles renonçaient habituellement à la déclarer en raison de la trop grande gourmandise du fisc français, capable de réclamer jusqu'à 80 % de leur héritage planqué chez nous.

La Suisse avait aussi la cote auprès des multinationales et des grandes entreprises

Exact. Pour les mêmes raisons évoquées pour les particuliers : proximité géographique, liaisons aériennes fréquentes, excellent réseau routier, télécommunications irréprochables, sécurité des personnes et des biens. Un autre élément est à prendre en considération : les contrats internationaux génèrent forcément commissions et rétrocommissions qu'il faut dissimuler de préférence en Suisse, où elles étaient protégées par le secret bancaire.

Les hommes d'affaires avaient confiance dans la Confédération. Elle passait pour un petit pays indépendant qui possédait un art consommé de maîtriser les risques. Ce qui n'est plus le cas maintenant.

Cette question va peut-être vous paraître bête, mais est-ce intéressant de gérer de l'argent non déclaré ?

Oui, bien sûr. La proportion des commissions et des frais de gestion oscille habituellement autour de 0,80 % des actifs gérés par une banque. La gestion de dix millions de francs rapporte donc 80 000 francs chaque année. Mais quand un client a mis son argent au black et qu'il habite dans un pays étranger, où il ne peut suivre au jour le jour les opérations réalisées par son banquier, il accepte sans difficulté de payer des commissions et des frais plus importants, de 1 à 1,5 %, voire davantage. En quelque sorte, c'est une prime aux importantes mesures de discrétion prises par l'établissement financier. Mais en dessous de 500 000 francs suisses un compte ne rapporte rien. Au contraire, il coûte de l'argent à la banque. C'est ce qui explique que les banques suisses jettent aujourd'hui sans ménagement leurs petits clients. Du jour au lendemain, ils ferment leurs comptes ou exigent qu'ils se déclarent au fisc de leurs pays.

Comment réussit-on à se faire connaître quand on n'est qu'un « microbe bancaire » pour reprendre l'expression que vous employiez quand vous étiez banquier ? D'autant que certains de vos concurrents bénéficiaient d'une renommée mondiale acquise pendant des décennies. Peut-on rivaliser avec un banquier de la cinquième ou sixième génération ?

Avec Jean-François Furrer, nous avons continué à agir comme nous le faisions dans notre société financière : nous étions d'abord actifs dans le *family office*, aussi appelé « conciergerie de luxe », qui consiste à gérer les aspects non financiers de la vie de familles fortunées. Il peut s'agir de louer des avions à nos noms, comme de faire de la présence dans des soirées qui ne comptent pas assez d'hommes, ou de transporter de l'argent pour payer les femmes de ménage ou les jardiniers. Avec la banque, il fallait offrir ce que j'appelais un « service près du corps ». Tout doit être impeccable, du caissier à la dame qui accompagne les clients aux coffres. Notre personnel maîtrisait plusieurs langues. J'étais le principal recruteur de la banque et

j'essayais que chacun de mes collaborateurs possède des compétences largement supérieures aux fonctions qu'il occupait.

Un chauffeur (en l'occurrence le mien, un homme de grande valeur) venait prendre le client à l'aéroport et le conduisait à la banque, discrètement dans le parking situé au sous-sol. Ce dernier repartait de l'établissement avec un beau cadeau (généralement une œuvre de l'artiste suisse Roger Pfund).

Il est essentiel d'apprendre à un employé qu'il ne faut pas mettre des chaussettes blanches avec un costume gris : c'est loin d'être un simple détail. Il faut constamment se montrer déférent avec quelqu'un qui vous confie son argent. Et surtout ne pas jouer les « potes » avec les riches, ça ne leur plaît pas du tout. En clair, en raison de notre petite taille, nous pouvions offrir à notre clientèle un service hyper personnalisé. Résultat, en 1999, la BPG affichait déjà des actifs sous gestion proches du milliard de francs suisses.

Fort bien, mais ce n'est pas uniquement pour recevoir des boîtes de chocolat et pour être accompagné par une jeune femme élégante et souriante dans la salle des coffres que les clients venaient chez vous ?

Bien évidemment, mais ça aide beaucoup. Il faut savoir que les riches ont tellement peur de se faire rouler qu'ils n'accordent leur confiance que très difficilement. Je vous en donne un exemple : Jean-Louis Descours, à la fois gros client de la banque, et principal actionnaire via un prête-nom, nous invitait parfois dans sa propriété du Luberon, en compagnie d'une quinzaine ou d'une vingtaine de personnes fortunées, souvent de grosses pointures. Eh bien, contrairement à ce que l'on croit, un client fait fuir un autre client. Un fraudeur du fisc est peureux et il a tendance à se méfier de tout le monde, même de ses amis. Aucun des invités ne voulait mettre son argent dans la BPG, sachant que Jean-Louis Descours en était probablement client.

Très concrètement, je passais ma vie à démarcher des clients. J'étais le plus gros dragueur de toute la banque, il faut le dire, avec l'aide active d'un avocat de la place, qui était aussi mon ami. Je travaillais quatre-vingts à cent heures par semaine. Pour réussir, il faut se constituer un important réseau d'apporteurs d'affaires, notamment d'avocats, de notaires, de fiduciaires. Et se montrer un peu moins « frileux » que les autres banquiers, en prenant davantage de risques « contrôlés » qu'eux, et en faisant abstraction d'une certaine morale.

Cette clientèle vous demandait-elle de franchir la ligne jaune ?

À cette époque, les banquiers suisses n'étaient pas le bras armé des fiscs étrangers. Nous n'avions pas à soumettre nos clients à un questionnaire détaillé pour comprendre la légitimité fiscale de leurs fonds. La Confédération faisait une distinction entre évasion fiscale et fraude fiscale. Je pouvais donc faire sereinement mon travail de gestionnaire de fortune, sans état d'âme. La justice suisse refusait d'assister les pays étrangers dans la poursuite d'infractions fiscales ou de recouvrement des impôts.

Mais vous voulez sans doute savoir s'il m'arrivait d'apporter du black, notamment en France ? La réponse est oui, bien évidemment. Mais si j'ai transporté de multiples fois un million de francs français de Suisse en France, en revanche, je n'ai jamais fait le trajet inverse, à savoir amener un million de francs français de France en Suisse, contrairement aux clichés véhiculés si souvent.

Vous êtes-vous déjà fait prendre à la douane ?

Une seule fois avec 300 000 francs français que je devais déposer à Cannes. J'ai expliqué que j'allais jouer au casino de Monaco. L'argent a été saisi. Et il s'en est suivi une procédure douanière qui a duré deux ans, avant de pouvoir récupérer l'argent.

Pouvez-vous expliquer aux béotiens que nous sommes la différence entre évasion fiscale et fraude fiscale ?

Contrairement à une autre légende, le secret bancaire ne protégeait pas de tout. Il ne pouvait pas être invoqué devant un juge dans une enquête pénale par exemple. Dans l'affaire Elf, où beaucoup de commissions et de rétrocommissions passaient par la Suisse, les magistrats genevois ont pu bloquer tous les comptes qu'ils voulaient. En revanche, le secret bancaire était opposable, notamment en ce qui concerne la soustraction fiscale. Car la Suisse faisait une subtile distinction entre la soustraction fiscale et la fraude fiscale. La soustraction, c'est une omission, même volontaire, de déclarer un patrimoine ou un revenu au fisc. C'était considéré comme un simple délit administratif. La fraude – ou l'escroquerie fiscale – implique, en revanche, l'utilisation de faux documents ou de fausses indications.

Afin de suivre le fil de l'extinction progressive du secret bancaire, il faut retenir que Berne a accepté en 2004 de coopérer avec les pays de l'Union

européenne en cas de fraude fiscale. Et en 2009, elle a aboli la distinction entre soustraction – ou évasion fiscale – et fraude fiscale (coïncidence plutôt amusante : les déclarations en ce sens du ministre suisse des Finances ont été faites le jour où j’ai vendu la banque). Cette abolition a contraint Jérôme Cahuzac à délocaliser son compte de Suisse à Singapour.

À l’étranger, la Suisse est souvent qualifiée de « paradis fiscal ». C’est faux. On y paye beaucoup d’impôts. En revanche, c’était un « paradis de l’évasion fiscale ». Ça ne l’est plus.

CHAPITRE IX

Les Bahamas, paradis terrestre et paradis fiscal

Au moment du rachat de la BPG, sentiez-vous déjà que la Suisse allait perdre ses plus beaux attraits ? Est-ce cela qui vous a poussé à créer une filiale aux Bahamas ?

Je m'étais déjà rendu aux Bahamas en 1989, le pays était alors sous-développé. Dans ma modeste structure de gestion de fortune, je gérais déjà quelques comptes à Nassau. Certains clients français ou italiens « sensibles » exigeaient déjà – des précurseurs ! – que leurs avoirs soient détenus en dehors de l'Europe. Par ailleurs, les précédents propriétaires de la BPG possédaient une petite entité aux Bahamas. Dès 1998, j'ai racheté à Nassau l'ancienne filiale de la banque Worms, qui était bourrée de clients français. C'est ce qui m'intéressait. En 2000, j'ai fusionné les deux entités. Un cadre brillant et associé minoritaire de la banque, responsable du département Finance, s'est installé là-bas avec sa famille pour organiser le mariage. Il a fallu s'agrandir, changer de locaux.

Il était très important de montrer aux yeux de nos clients, comme à ceux des autorités bancaires bahamiennes et suisses, qu'il ne s'agissait pas d'une simple boîte aux lettres sous les cocotiers, mais d'une véritable banque, parfaitement dirigée et organisée. Mais relisez ce que je disais déjà en 1999 dans la presse suisse : cette implantation dans la Caraïbe satisfait « aux exigences croissantes d'une clientèle européenne qui ne veut plus venir ouvrir des comptes à Genève en raison de l'évolution de l'environnement légal »¹¹.

En d'autres termes, le secret bancaire suisse commençait à prendre l'eau de toutes parts.

N'était-ce pas de la poudre aux yeux ? Pourquoi faire croire qu'il y aurait une véritable place financière aux Bahamas ?

Mais parce qu'il y en avait une ! Il est vrai que cette ancienne colonie britannique, indépendante depuis 1973, a longtemps vécu de la culture de la

canne à sucre, de la pêche aux conches et du ramassage des éponges. Mais à partir des années quatre-vingt, les Bahamas ont diversifié leurs sources de revenus, s'appuyant sur trois piliers, le tourisme, les jeux et la finance. On trouvait facilement sur place du personnel possédant de bonnes connaissances comptables et juridiques, acquises dans des universités américaines ou canadiennes. En revanche, les Bahamas étaient encore aux balbutiements de la gestion de fortune telle que nous la concevons à Genève. Il fallait donc que la filiale locale de la BPG soit dirigée par un Suisse. En l'occurrence, un excellent Suisse allemand originaire du canton des Grisons.

Mais mon intention a toujours été de développer et gérer à Nassau une vraie banque, pas un faux nez. Il est facile de le vérifier en relisant les PV des séances du conseil d'administration de la BPG. Rapidement, la moitié des avoirs des clients du groupe a été gérée, et vraiment gérée, dans cet archipel de la Caraïbe. Une vingtaine de personnes étaient employées par la filiale, dont trois de nationalité suisse. Nous occupions près de 1 000 mètres carrés dans un immeuble historique de Nassau, propriété de la banque locale.

Quels avantages retiriez-vous de vraiment gérer des avoirs dans la Caraïbe ?

L'étanchéité en matière d'entraide administrative entre les autorités de supervision des banques. En clair, l'existence même d'un secret bancaire efficace. Il existait une différence considérable selon que les transactions financières étaient passées à Genève ou qu'elles l'étaient à Nassau. Dans la seconde hypothèse, la maison mère en Suisse n'avait pas à répondre aux questions de la Commission fédérale des banques, qui, par exemple, pouvait enquêter sur un délit d'initié à la demande de l'Autorité française des marchés financiers. Les organes de la banque bahamienne étaient *protégés* par une législation locale qui réprimait la violation du secret bancaire par une relativement longue peine d'emprisonnement.

Savez-vous que mon propre directeur général aux Bahamas ne me répondait pas quand je lui demandais le nom d'un client ? Ce dernier pouvait ainsi se sentir parfaitement en sécurité. Ensuite, il était indispensable pour nous, banquiers, d'avoir une véritable existence opérationnelle, afin de pouvoir rapatrier les profits réalisés à l'étranger en

payant un minimum d'impôts en Suisse, grâce aux déductions consenties aux holdings.

Pourquoi avoir choisi les Bahamas ?

C'est d'abord la clientèle qui souhaitait la protection d'un vrai secret bancaire, car elle n'avait plus vraiment confiance dans celui de la Suisse. Les Français, les Italiens, les Espagnols ne se sentaient pas à l'abri dans la Confédération. Ils estimaient, à juste titre, que la justice suisse répondait trop facilement à toutes les entraides judiciaires demandées depuis l'étranger. En revanche, du moins à cette époque, on pouvait faire confiance au gouvernement des Bahamas. Il n'était pas question pour lui de s'embarrasser avec des commissions rogatoires internationales provenant de pays européens, dont les législations fiscales étaient à ses yeux si proches de l'extorsion. Ce gouvernement considérait que l'entraide pénale n'était qu'un prétexte pour percer le secret bancaire à des fins de taxation. Aux Bahamas, il n'y a pas d'impôts, ni sur la fortune, ni sur le revenu, ni sur le bénéfice ou le capital des sociétés, ni sur les successions.

Quant à la réglementation bancaire, elle n'est devenue vraiment sérieuse qu'au début des années 2000. Pendant très longtemps, le banquier n'était même pas obligé de noter formellement le nom de l'ayant droit économique dans les documents d'ouverture de compte ! Il suffisait par exemple de dire que le client « était bien connu du conseil d'administration de la maison mère en Suisse ». Difficile de trouver à l'époque une législation bancaire aussi flexible.

De surcroît, les Bahamas étaient un état très à cheval sur son indépendance, sauf peut-être à l'égard du « protecteur » américain (dont les agents spécialisés dans la lutte contre le narcotrafic se comptent par centaines dans l'archipel). Un grand banquier privé genevois avait en son temps commis l'erreur de choisir les Bermudes pour installer sa filiale. Or, il s'agit d'une colonie britannique, contrainte de répondre à certaines pressions de la part de Londres et de l'Union européenne.

Malgré tout, dans la Caraïbe, il n'y a que l'embarras du choix quant aux paradis fiscaux, entre les îles Caïmans, Antigua, Aruba, Nevis, Barbade, pour reprendre le Guide Chambost des paradis fiscaux ?

Un paradis fiscal n'est pas forcément un paradis bancaire. L'inverse étant également vrai. La Suisse était un paradis bancaire, mais elle n'a jamais été un paradis fiscal, sauf pour les riches étrangers venant s'y établir. Un citoyen suisse disposant d'importants revenus est taxé plus fortement à Genève qu'en France. Un paradis bancaire ne mérite son étiquette que lorsqu'il est concrètement possible d'y exercer le métier de gestionnaire de fortune. Cela implique bien sûr une législation adéquate, mais aussi des moyens de communication efficaces, du personnel bancaire qualifié, des avocats d'affaires et des experts-comptables compétents, la sécurité des biens et des personnes, une administration qui fonctionne et des infrastructures hôtelières et de loisirs.

Êtes-vous allé aux îles Caïmans ? Dans la capitale, Georgetown, on s'ennuie à mourir. De très loin, l'archipel des Bahamas, avec ses 700 îles, est beaucoup plus agréable à vivre. On peut travailler et se distraire. De plus, Nassau présente un gros avantage, celui d'être à une demi-heure d'avion de la Floride. Le banquier peut en une matinée se rendre à l'aéroport de Miami, y rencontrer des clients, et revenir avant le déjeuner. Ce qui évite à la clientèle de collectionner des tampons des Bahamas sur son passeport, et d'éveiller les soupçons des douanes, puis du fisc. Ayant eu l'occasion dix ans auparavant de visiter les Bahamas, j'ai pu constater les très gros progrès réalisés par les autorités dans le domaine bancaire et celui des infrastructures.

De la Suisse aux Bahamas

En 1999, le bruit courait que les banquiers suisses ouvraient des filiales aux Bahamas pour y évacuer leurs clients à risques. Pour pouvoir confirmer ces informations, encore fallait-il obtenir l'autorisation de la part des établissements bancaires d'aller fourrer son nez dans leurs arrières-cours dans la Caraïbe. Les portes se fermaient les unes après les autres. François Rouge m'a ouvert la sienne sans difficulté à cette époque. C'est à cette occasion que j'ai fait la connaissance de ce financier genevois atypique, sympathique et un rien cynique. « C'est la Suisse d'il y a 30 ans. On y respecte toujours la sphère privée. Un type qui trahit le secret bancaire va en prison. À côté de cela, le pays compte de très bons avocats, du personnel formé aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Il n'y a pas d'impôts sur la fortune, sur les salaires, sur les bénéfices, sur les successions », m'expliquait-il, me donnant sans difficulté accès à ses deux filiales de l'époque (la fusion n'a eu lieu qu'en 2000). Avant le déplacement, je m'étais longuement entretenu avec Alain Dubois, le patron du département Finance de la BPG, alors âgé de 35 ans. Il était sur le point de s'installer aux Bahamas avec femme et enfants pour organiser la fusion des deux entités. Ayant obtenu le feu vert d'une banque, j'avais alors recontacté d'autres établissements. Sachant que je me rendrais finalement aux Bahamas, ils avaient accepté à leur tour, sans gaieté de cœur excessive, de me recevoir à Nassau.

À cette époque, 34 banques suisses faisaient flotter le drapeau à croix blanche dans cet archipel anglophone, indépendant depuis 1973. De ce reportage dans le magazine *Le Point*, j'avais retenu les propos de l'avocat Michael Lennox Paton. Il me confiait qu'il n'était pas dans le vocabulaire local « d'aider des pays étrangers à recueillir des preuves », ajoutant « ne comptez pas sur nous pour faire

de la pêche aux informations ». Quant à son confrère Arthur Seligman, de nationalité irlandaise, il m'avait expliqué dans le détail comment créer une International Business Compagny (IBC). Constituée en 24 heures, avec un capital minimal de 5 000 dollars, cette société par actions, dont on ne connaît ni les noms des actionnaires, ni ceux des administrateurs, pouvait à cette époque, en toute légalité, utiliser des prête-noms locaux et tenir ses assemblées générales par téléphone. Mieux encore, les dossiers de la société n'avaient même pas à être conservés dans le pays¹². Il se créait alors 10 000 IBC par an, qui bénéficiaient d'une exemption fiscale totale pendant vingt ans.

Un PV du conseil d'administration de la BPG du 13 décembre 2001 semble confirmer que la Banque centrale des Bahamas commençait à se montrer moins laxiste. À la suite d'un contrôle effectué par ses inspecteurs, un rapport de visite « relève un certain nombre de déficiences dans l'adéquation des procédures et de la documentation de nos filiales et sous-filiales aux nouvelles exigences légales bahamiennes ». On apprend ensuite que, dans ce contexte, François Rouge et Jean-François Furrer, le directeur général de la banque, « se rendront à Nassau pour deux semaines en février 2002 ».

11. Paul Coudret, « La banque de patrimoines privés doit brider sa croissance », *Le Temps*, 1^{er} mai 1999.

12. Ian Hamel, « Paradis fiscal. De la Suisse aux Bahamas », *Le Point*, 1^{er} octobre 1999

CHAPITRE X

Rencontre avec les anciens d'Elf

Depuis, ce paradis fiscal et bancaire, si proche des États-Unis, n'est-il pas lui aussi dans l'œil du cyclone ?

Vous pensez aux ouragans qui frappent les Bahamas chaque année, d'août à octobre ? Plus sérieusement, il est évident que, sous la pression internationale, l'archipel cherche à se mettre en conformité avec les critères internationaux afin d'échapper aux listes noires ou grises. Les Bahamas ont donc modifié leur législation bancaire, en copiant à la fois le droit suisse, à au moins 80 %, puis en saupoudrant le tout d'un peu de législation américaine et britannique.

C'est clair, à son tour, ce pays accorde désormais presque systématiquement l'entraide judiciaire, et répond aux commissions rogatoires internationales. Trois affaires, dont deux concernaient la BPG, ont démontré que Nassau n'était plus un coin si sûr pour les grandes fortunes. Il ne faut pas vingt-quatre heures pour qu'une affaire fasse le tour de la planète, et que la clientèle exposée remette très rapidement en cause ses avoirs détenus aux Bahamas.

C'est effectivement via les Bahamas que la presse a commencé à s'intéresser sérieusement à la BPG. Le quotidien « Le Temps » avait titré en avril 2005 : « Berne enquête sur l'argent africain d'une banque genevoise »¹³. Comment en êtes-vous arrivé à gérer l'argent du régime angolais ?

En 2001, Bruno de Preux, avocat d'Elf, m'a mis en contact avec André Tarallo, l'ancien Monsieur Afrique d'Elf, et surtout avec Jack Sigolet, un ancien dirigeant de la compagnie pétrolière à Genève, et ancien bras droit d'André Tarallo. Il y avait également Patrick Gantes, qui dirigeait, toujours à Genève, le Centre de recherches entreprises et sociétés. Le CRES employait à une époque Jean-Christophe Mitterrand, le fils du président. Depuis le scandale de l'affaire Elf, cette fine équipe s'était recyclée en travaillant pour les Angolais.

Ces derniers rencontraient quelques petits problèmes administratifs. Certaines banques, comme le Crédit Agricole Suisse, ne voulaient plus de

leur argent. À cette époque, la Confédération cherchait à nettoyer les écuries d'Augias pour redorer son blason, et commençait à traquer l'argent venant d'Afrique et des anciens pays de l'Est.

J'ai rencontré le ministre du Pétrole et son homologue des Finances, puis le président de la République d'Angola. Ce pays ne souhaitait plus conserver la totalité de ses « fonds spéciaux » en Suisse. Ses dirigeants craignaient à cette époque la proximité avec la France (et plus généralement l'Union européenne). Il faut se souvenir que la justice française reprochait à certaines personnalités domiciliées dans l'Hexagone d'avoir vendu des armes à l'Angola provenant de la Russie, sans avoir reçu l'autorisation de l'État français. C'est ce que la presse a appelé l'Angolagate.

J'ai donc accueilli les fonds angolais à Nassau, non sans avoir mené au préalable une investigation en profondeur concernant l'origine et la légitimité de ceux-ci. Je suis allé jusqu'à faire inviter officiellement les ministres angolais du Pétrole et des Finances dans la Caraïbe, où ils ont pu rencontrer le ministre des Finances bahamien et le gouverneur de la Banque centrale. Tout s'est fait dans la plus grande transparence : les Angolais expliquaient vouloir ouvrir des comptes bancaires à l'extérieur de leur pays (qui était encore en état de guerre) et en dehors de la sphère juridique européenne. Les ayants droit économiques de ces comptes étaient la république d'Angola et la Sonangol, une entreprise publique chargée de l'exploitation et de la production du pétrole et du gaz dans le pays.

Pourquoi, si tout est légal, la Commission fédérale des banques (CFB) en Suisse met-elle son nez dans les comptes angolais aux Bahamas en 2004 ?

La CFB a demandé à PricewaterhouseCoopers, notre réviseur (cabinet d'audit), de se rendre à Nassau afin d'enquêter sur l'origine des fonds et leurs ayants droit économiques. L'Autorité de surveillance suisse redoutait que ceux-ci soient des PEPs, des « Politically Exposed Persons », ou plus crûment des potentats, par opposition à l'État angolais lui-même. Le rapport rendu était globalement très favorable. Il confirmait que la banque et ses organes avaient méticuleusement respecté toutes les dispositions légales et réglementaires applicables. Toutefois, le rapport signale qu'il y avait sur ces comptes des prélèvements en espèces réguliers.

J'explique que ces sommes servaient à payer en liquide les salaires de certains diplomates en place dans des pays où ils ne pouvaient pas ouvrir de

comptes bancaires. Ces prélèvements en espèces étaient soumis à des attestations signées par le ministre des Affaires étrangères, le ministre des Finances et le gouverneur de la Banque centrale d'Angola. Nous avons produit ces attestations officielles dans le cadre des investigations menées. Puisque vous citez la presse suisse, celle-ci écrivait à l'époque que le gouvernement angolais nous avait confié entre cent et deux cents millions de francs suisses, déposés sur six comptes.

Je suppose que la Commission fédérale des banques (CFB) ne vous a pas cru. Retirer de l'argent en liquide, n'est-ce pas le meilleur moyen de piller les caisses de l'État ? La CFB écrit notamment que les institutions angolaises souffrent « de corruption endémique », et met même en doute le caractère démocratique du régime angolais.

Si c'était l'intention, l'Angola n'aurait pas eu besoin de faire appel à une banque. Il aurait suffi à ses dirigeants de se partager sur place les importantes sommes en espèces qui circulent dans les commerces du pétrole et des diamants. D'ailleurs, ces fonds sont restés en banque et intacts pendant près de huit ans. Vous raisonnez comme si l'Angola était à l'époque un pays en paix. Or, le pays subissait une guerre civile meurtrière. Il était essentiel pour le régime de Luanda de pouvoir placer des fonds spéciaux à l'abri. En décembre 2004, la CFB impose un plafond financier à la filiale bahamienne de la Banque de Patrimoines Privés concernant ses clients angolais. Elle limitait les transferts à 300 000 dollars par trimestre et interdisait les prélèvements en espèces.

C'est-à-dire que la Commission fédérale des banques exige qu'un pays étranger ne puisse pas sortir plus de 300 000 dollars par trimestre. Comment les Angolais ont-ils pris la sanction ?

À la demande des représentants du gouvernement angolais, nous avons recouru contre cette décision au Tribunal fédéral, la plus haute instance judiciaire en Suisse. Les Angolais considéraient, à juste titre, qu'il s'agissait d'une ingérence inacceptable dans la gestion privée des fonds d'un état indépendant et souverain. C'était également l'opinion de plusieurs experts suisses en droit bancaire. En effet, soit la relation est légitime, et le client peut effectuer des opérations bancaires normales, soit elle ne l'est pas. Dans ce cas, la Commission fédérale des banques devait exiger la fin de cette

relation. Par ailleurs, avant d'accabler ce pays africain, je voudrais rappeler que le multipartisme existait déjà à cette époque en Angola, et que les premières élections démocratiques remontaient à 1992.

Le Tribunal fédéral a malgré tout confirmé la décision de la Commission fédérale des banques.

C'est exact. Le Tribunal fédéral a considéré que notre banque ne pouvait pas être complètement certaine de l'identité des véritables destinataires des fonds angolais prélevés en espèces, en dépit des multiples attestations officielles que nous avons produites.

Le problème juridique n'était pourtant pas là. Nous avons été soutenus par une majorité de la doctrine qui a violemment critiqué cet arrêt, qui renforce la surveillance par les autorités suisses des filiales offshore des banques helvétiques. Mais à partir de ce moment-là, j'ai pris véritablement conscience que notre clientèle n'était plus en sécurité aux Bahamas, notamment parce que les autorités de ce pays, en particulier la banque centrale des Bahamas, n'avaient pas bronché alors qu'une décision « suisse » allait s'appliquer aux opérations menées à Nassau par une banque de droit bahamien. La BPG a donc immédiatement cessé de verser des sommes en espèces aux autorités angolaises.

Précédemment, l'intermédiaire et homme d'affaires Arcadi Gaydamak, accusé d'avoir organisé des ventes d'armes illégales à l'Angola, disposait apparemment de 8 à 9 millions de dollars sur un compte à l'UBS à Nassau. Dès qu'il a été poursuivi par la justice française, la grande banque suisse n'a pas tergiversé, elle a aussitôt bloqué les fonds aux Bahamas. Et l'archipel, qui tenait à sortir de la liste noire des pays jugés « non coopératifs », a acquiescé.

¹³. Sylvain Besson, « Berne enquête sur l'argent africain d'une banque genevoise », *Le Temps*, 29 avril 2005.

CHAPITRE XI

Je gérais avec fierté l'argent des Angolais

Même s'il ne parvient pas à démontrer que ces comptes aux Bahamas serviraient à des fins de blanchiment, le Tribunal fédéral insiste lui aussi sur la corruption endémique qui règne en Angola, et évoque « les risques juridiques et de réputation considérables pour la BPG, d'autant que vous êtes président du groupe en Suisse et de l'entité aux Bahamas »¹⁴.

Mais que d'hypocrisie ! D'autres banques, notamment de très grands établissements américains et asiatiques, ont rapidement pris le relais de ces opérations que nous ne pouvions plus effectuer. La Bank of America a immédiatement accepté de gérer l'argent des Angolais sans se poser de questions. Les émissaires circulaient tranquillement par les deux vols hebdomadaires entre Luanda et Houston au Texas.

Dès qu'il s'agissait d'argent venant d'Africains, la plupart des banques en Suisse se sont mises brusquement à se boucher le nez, sous prétexte que ce serait forcément sale. Personne ne voulait du fric des Angolais, car il y avait un risque de réputation potentiel. Moi, j'ai accepté de leur ouvrir des comptes et j'en étais fier. Je considère que je n'ai pas violé mes devoirs de diligence.

Si les Bahamas n'est plus un pays sûr, où conseilleriez-vous d'aller à des exilés fiscaux ?

Sans hésitation, à Singapour. Quoi que le comportement récent de l'État-Cité dans une affaire liée au Suisse Yves Bouvier, le « roi des ports francs de Genève », me fait penser qu'il commence aussi à déconner. Ce pays est désormais dans la zone grise. Pour en sortir, l'île risque de signer toutes les conventions que l'OCDE lui demandera de ratifier. Sur le papier, Singapour promettra de collaborer avec tous les fiscs de la planète. Mais dans les faits, les commissions rogatoires internationales et les entraides administratives pourraient continuer à se noyer comme par enchantement dans la paperasserie, et s'enliser dans les recours multiples. Finalement, la place

financière singapourienne pourrait ne pas véritablement toucher à la pratique de son secret bancaire pendant encore de belles années. Dans l'opération Mani pulite, des capitaux sont partis à Hong Kong et Singapour. Eh bien la justice italienne n'a jamais pu mettre la main dessus !

Le nom de la BPG n'a-t-il pas également été cité dans une autre affaire qui concernait toujours votre filiale aux Bahamas ?

Vous me parlez sans doute de l'affaire Abacha, l'ancien dictateur du Nigeria, soupçonné d'avoir détourné plus de deux milliards de dollars des caisses de l'État dans les années quatre-vingt-dix ? C'est de loin la plus extraordinaire. En 2005, un juge d'instruction genevois débarque à la BPG à Genève. Il m'indique que, selon les informations qui lui ont été communiquées par l'avocat de la République du Nigeria en Suisse, des sommes pillées dans les caisses de l'État par son ancien président, feu le général Sani Abacha, ou par ses proches, se trouveraient dans notre filiale de Nassau.

L'affaire avait déjà secoué le paysage bancaire suisse. Tous les établissements financiers avaient dû mener des enquêtes en profondeur. J'étais donc serein sur le fond, mais inquiet sur la forme, dans la mesure où la BPG n'avait vraiment pas besoin de ce genre de publicité, qui peut mettre à terre une petite banque tout simplement par le surcroît de travail qu'elle occasionne, plutôt que par le prétendu risque de réputation.

Il s'agissait de se montrer pragmatique. J'ai donc proposé au juge une première : lui ouvrir personnellement les portes de la filiale de Nassau, sous réserve de l'accord des autorités judiciaires des Bahamas et des clients concernés, afin qu'il puisse examiner sur place la documentation bancaire. C'est exactement ce qui s'est passé. Le juge suisse était même accompagné par des

experts de la brigade financière et par sa greffière. Il a pu constater que la banque et ses organes avaient accompli un travail remarquable dans la connaissance de leurs clients et l'origine de leurs fonds.

Nous n'avions pas failli à l'exercice de notre devoir de diligence en matière de réglementation bancaire et de lutte contre le blanchiment des capitaux. Depuis lors, à ma connaissance, tous les comptes qui avaient été bloqués ont été petit à petit libérés. Là encore, la surprise est venue de l'attitude des autorités des Bahamas : pleine et entière collaboration avec la

justice suisse, cette dernière agissant pourtant initialement sur la base de commissions rogatoires internationales émanant d'un pays (le Nigeria) qui n'est pas favorablement connu comme un état de droit.

Sani Abacha, arrivé au pouvoir en 1993 et mort en 1998, passe pour l'un des plus grands kleptomanes de la planète. On l'accuse d'avoir détourné autour de 2,4 milliards de dollars.

La BPG n'était sûrement pas son établissement préféré. Nous devions plutôt être en queue de peloton. En récupérant sept à huit comptes périphériques, des proches du dictateur nigérian ne nous avaient guère confié que cent millions de dollars. Dans cette opération, les Suisses ont été les premiers à bloquer des avoirs. En revanche, les Britanniques, les Français, les Américains ne se sont pas précipités.

La question peut sembler insolite, mais n'avez-vous jamais pensé ouvrir une filiale en France ?

Si, mais l'agrément m'a été refusé vers 2005-2006, sous prétexte que la BPG réalisait un chiffre d'affaires trop important aux Bahamas. En d'autres termes, on nous reprochait de puer de la gueule. Pourtant, mon projet était assez différent de l'activité menée généralement par les banques suisses établies en France : nous voulions offrir des services de gestion de fortune « à la Suisse » à une riche clientèle parisienne de façon tout à fait officielle. Il s'agissait de gérer des patrimoines français déclarés. Une fois encore, je dénonce toute cette hypocrisie. Pourquoi laissait-on à cette époque d'autres banques suisses, cent fois, sinon mille fois plus importantes que la BPG, s'implanter dans l'Hexagone, alors que les autorités françaises ne pouvaient pas ignorer que ces établissements financiers n'étaient que principalement des têtes de pont pour ramener du black en Suisse ? Je vous rappelle la caution record de 1,1 milliard d'euros imposée à une très grande banque suisse, poursuivie pour blanchiment aggravé et fraude fiscale par la justice tricolore.

L'Angolagate et l'argent des Angolais

En pleine guerre civile, deux « hommes d'affaires » possédant des passeports tricolores, Pierre Falcone et Arcadi Gaydamak, vont faire pencher la balance du côté du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) en lui fournissant à partir de 1993 en quantité de l'armement provenant des pays de l'Est. Mais comme tout a été décidé depuis la France sans le feu vert du gouvernement (mais avec la bénédiction tout de même du ministre de l'Intérieur Charles Pasqua), la justice y met son nez. C'est ce que l'on appellera l'*Angolagate*, mettant en cause

les deux marchands d'armes, qui auraient empoché dans l'opération 290 millions d'euros, et toute une faune d'intermédiaires, de Jean-Christophe Mitterrand, le fils du président, au romancier Paul-Loup Sulizer et à l'incontournable Jacques Attali, conseiller de tous les présidents de la République.

Comme le raconte l'*Histoire secrète de la corruption sous la V^e République*, la justice va se montrer très sévère en première instance, condamnant Falcone et Gaydamak à six ans de prison. Mais en appel en 2011, elle devient nettement plus clément. Pierre Falcone n'écope que de deux ans et demi de prison ferme pour « abus de biens sociaux », et Arcadi Gaydamak de trois ans, qu'il n'effectuera de toute façon pas, ne remettant plus les pieds en France¹⁵. On comprend mieux pourquoi Paris n'était pas en odeur de sainteté à Luanda, et pourquoi le président José Eduardo Dos Santos a préféré confier les économies de l'État à la BPG aux Bahamas.

Jean-Christophe Mitterrand, qui a touché 2,6 millions de dollars dans cette opération, s'est, un temps, recyclé au Centre de recherches entreprises et sociétés (CRES) de Genève, dirigé par Patrick Gantes, un ancien d'Elf. La nature de son travail n'a jamais été véritablement cernée, dans la mesure où l'ancien responsable de la cellule africaine de l'Élysée ne laissait pas de traces écrites de ses réflexions. Pierre Falcone et le président angolais ont également rencontré quelques petits soucis en Suisse. Le premier a été inculpé un temps de « blanchiment », tandis que le chef d'état a vu 56 millions de dollars, qui auraient pu lui appartenir, être confisqués par la justice helvétique à la Discount Bank & Trust à Genève¹⁶.

¹⁴. Myret Zaki, « Un arrêt du Tribunal fédéral durcit l'application de la loi anti-blanchiment », *Le Temps*, 8 mai 2006.

¹⁵. Sous la direction de Yvonnick Denoël et Jean Garrigues, *Histoire secrète de la corruption sous la V^e République*, Nouveau Monde éditions, p. 215 à 223.

¹⁶. Sylvain Besson, « La fortune du président angolais José Eduardo Dos Santos était gérée depuis la Suisse », *Le Temps*, 30 août 2003.

CHAPITRE XII

Tondre la laine sans entamer le cuir

Dans « Confessions d'un banquier pourri », l'auteur anonyme raconte la blague suivante : comment avoir une petite fortune ? Réponse : en avoir une grande et la confier à un banquier suisse ! ¹⁷.

Je connais cette blague. Elle est peut-être drôle, mais elle ne correspond guère à la réalité. Pour qu'un banquier gagne de l'argent, il faut que ses clients en gagnent le plus possible et que, surtout, ils restent chez lui. Je ne dis pas que certains financiers suisses n'ont pas ruiné ceux qui avaient mis leurs économies chez eux, mais c'est loin d'être la majorité, et ce n'est pas mon cas. Pendant des années, les Français ont subi une inflation de 10 %. Sur ces 10 % gagnés sans se fatiguer, on prenait 3 % et on reversait 7 % au client, qui nous prenait pour des génies !

Le but de la manœuvre consiste à s'agiter beaucoup pour ramasser un maximum de commissions. Il faut contacter les clients fortunés tous les deux jours et leur recommander une quantité de produits financiers. C'est ça notre machine à sous. Pour reprendre l'expression d'un de mes confrères genevois : il faut tondre la laine, car elle repousse, mais en évitant de toucher le cuir. Pour qu'un client reste, il faut qu'on s'occupe bien de lui, qu'on soit discret, et qu'il retrouve son fric.

Contestez-vous que les banquiers vendent n'importe quoi à leurs clients, des produits toxiques, des créances avariées, comme le raconte Marc Roche, l'ancien correspondant du Monde à la City, dans Les banksters. Voyage chez mes amis capitalistes¹⁸?

Je ne le conteste pas, mais je dis que les banquiers privés suisses ne se comportent pas de cette façon. J'étais actionnaire à 21,6 % de la BPG. Quel aurait été mon intérêt à ce que ma clientèle quitte mon établissement parce qu'elle se serait faite rouler dans la farine ? Il en va tout autrement des managers qui se moquent bien des sociétés qu'ils dirigent, car ils n'ont pas mis un centime dans leur capital, et qui ne sont là que pour piquer du fric. Pour cela, ils sont capables de virer la moitié du personnel ou de prétendre que telle ou telle fusion est un incroyable atout stratégique. Ce genre de

bouquin ne cherche que le sensationnel et ne maîtrise pas sérieusement le monde de la finance.

Dans les premières pages des *Confessions d'un banquier pourri*, on apprend que l'auteur se rend sur les bords du lac Léman pour rencontrer Konrad Hummler, qu'il présente comme « l'un des plus puissants financiers de Genève ». Apparemment, ce « banquier pourri » ne sait même pas que Konrad Hummler est originaire de Saint-Gall, en Suisse alémanique, à l'autre bout de la Confédération, et qu'il dirigeait la banque Wegelin, aujourd'hui disparue, fondée en 1741 à Saint-Gall. Le livre n'est pas plus inspiré lorsqu'il affirme que Raiffeisen est une banque autrichienne « qui commençait à donner des signes de faiblesse ». Raiffeisen est le troisième groupe suisse et il se porte très bien.

Quant au héros de ce livre, il se vante d'avoir pu piquer 317 millions d'euros à sa banque et de les avoir virés, incognito, en Andorre. J'aimerais bien qu'il m'indique comment il a procédé. C'est peut-être drôle à raconter dans une bande dessinée ou dans un film de catégorie B, mais ce n'est pas sérieux.

En revanche, Marc Roche, lui, a raison dans son livre *Les Banksters*. On croit dans le monde de la finance ne rencontrer que des personnes rationnelles, on tombe sur des opérateurs n'agissant que par cupidité, au comportement moutonnier, et capables, sans s'en rendre compte, de faire sauter la banque.

Mais revenons à votre clientèle. Lors d'une assemblée générale de la BPG, il est signalé que 25 % des comptes ouverts représentent près de 90 % des avoirs totaux de la clientèle. Et que sur les 678 relations répertoriées, un demi-millier représente à peine 10 % des dépôts.

Pour vraiment gagner de l'argent, un petit établissement comme la BPG devait s'appuyer sur peu de clients, mais sur des clients fortunés. Cela dit, j'étais le premier à ne pas respecter cette règle et à accepter de petits fraudeurs, qui venaient m'apporter 300 000 euros. Il y avait même une infirmière qui ne devait pas dissimuler au fisc plus de 60 000 euros. Toutes ces personnes ne me rapportaient rien, mais je les prenais quand même, parce qu'elles m'étaient plutôt sympathiques.

Quelles étaient les nationalités de votre clientèle ?

À plus de 50 % des Français, ensuite des Italiens, des Espagnols, des Scandinaves et quelques Suisses. Ajoutez les Africains dont on a parlé précédemment. C'était une clientèle que je qualifierais de traditionnelle. En revanche, je n'avais pas de Russes et autres oligarques de l'Asie centrale ou de l'ex-Europe de l'Est, ni d'émirs du Moyen-Orient.

Quand on évoque des fraudeurs dans l'Hexagone, le contribuable moyen imagine des ténors du barreau, des notaires opulents, des industriels. Cela correspond-il à la réalité ?

En partie, mais certaines professions échappent aux radars du fisc. J'ai connu des maraîchers, des distributeurs de produits de la mer, notamment de langoustes, qui réussissaient à gagner au black jusqu'à 100 000 euros par an. C'est toute cette économie souterraine que la France ne comptabilise pas, alors que l'Italie estime les revenus du travail non déclaré à plus de 10 % de son PIB.

À vous écouter, vous n'avez que de paisibles petits fraudeurs, qui ne font que cacher leurs économies...

Pas tout à fait, je comptais aussi des personnages hauts en couleur, comme cet homme que je nommerai Julian, gouverneur civil en Biscaye puis directeur général de la Sécurité de l'État en Espagne. Il avait été accusé d'avoir détourné de l'argent destiné à lutter contre les indépendantistes basques de l'ETA. Son argent avait été bloqué en Suisse.

Je ne sais plus par quel miracle, peut-être grâce au talent de son avocat, le séquestre de ses fonds avait été levé. Les grandes banques de la place n'en voulaient pas, considérant sans doute que le type, malgré tout, puait de la gueule. Moi, j'ai dit oui, estimant au contraire que cet argent était devenu très propre, précisément parce qu'il avait été libéré à la suite d'une enquête pénale. Je n'avais pas de préjugé. Je considérais que ce n'était pas à moi de connaître l'origine de ces millions. J'étais légaliste, mais moins frileux que mes confrères. La morale n'entrait pas en ligne de compte.

Vous n'aviez pas de craintes pour l'image de la BPG ?

Contrairement à une autre idée préconçue, les affaires relatées dans la presse ne font pas perdre un seul client aux banques. J'ai pu le constater après mon arrestation en France et mon incarcération aux Baumettes à

Marseille : personne n'a quitté le bateau. Plus récemment, la Banque Reyl à Genève a fait l'objet d'un matraquage après la découverte du compte de Jérôme Cahuzac, alors ministre du Budget. Pendant des semaines en 2013, Pierre Condamine-Gerbier, un des anciens employés de l'établissement, s'est exprimé partout, y compris à l'Assemblée nationale et au Sénat. Eh bien, Reyl ne s'est jamais aussi bien portée. Les clients ont apprécié l'attitude de la direction, qui n'a pas balancé ses clients, préférant être mise en examen.

Vous prétendez que vos ennuis judiciaires n'ont pas effarouché les clients. La BPG a pourtant commencé à perdre de l'argent en 2008 après votre arrestation. Elle a finalement été vendue en 2009.

Tant que j'étais aux manettes, la BPG a toujours gagné de l'argent. Car c'est moi, avec un ami avocat dont nous avons déjà parlé, qui ramenions pratiquement tous les nouveaux clients. Dès que je me suis retrouvé en prison, la direction a aussitôt coupé les ponts avec moi, n'hésitant pas une seconde à me salir, pensant qu'elle allait ainsi se dédouaner aux yeux de l'opinion publique, et qui sait, de la justice pénale.

Dès le premier conseil d'administration en mon absence, en décembre 2007, les responsables de la BPG se sont tous augmentés de 20 à 30 % et se sont répartis mon salaire, qui n'a plus été versé ! Le problème, c'est qu'ils ne savaient pas faire de business, de chiffre d'affaires. Question stratégie, je n'en parle même pas. Alors que nos bénéfices atteignaient 5-6 millions de francs suisses par an, ils se sont mis à faire des pertes. Résultat, nous avons été contraints de brader la banque dans des conditions déplorables. Nous en reparlerons plus longuement.

Vous n'hésitez pas à prendre parfois de gros risques. Lorsque la BPG ouvre une succursale à Zurich, vous embauchez Martin A. Murbach, l'ancien CEO de la Finter Bank Zurich. Or, cet établissement, selon des mauvaises langues, serait lié à la mafia. Sa spécialité : venir à la rescousse de personnages un peu sulfureux comme Jean-Dominique Fraton, l'ancien « Napoléon des tapis verts » de la Côte d'Azur, ou Bernard Tapie, ancien patron de l'OM. C'est aussi par son agence de Chiasso que transitaient les « recettes » d'un trafic d'héroïne entre l'Italie et la Suisse.

J'avais recruté Martin Murbach pour son expérience. Et soyons francs, il m'était sympathique. Il avait travaillé à Londres, Milan, New York,

Francfort et Paris, également pour des établissements comme la Citibank et la Royal Trust Bank, avant d'être recruté par la Finter Bank de 1990 à 2006. A-t-il été mis en cause personnellement ? À ma connaissance, non. Je lui avais donné comme mission de draguer de nouveaux clients pour la BPG à Zurich. Il ne s'en est pas trop mal sorti. C'est d'ailleurs lui qui m'a succédé pour présider notre banque à Nassau. C'était juste avant mon incarcération.

17. Crésus, *Confessions d'un banquier pourri*, Fayard, 2009

18. Marc Roche, *Les banksters. Voyage chez mes amis capitalistes*, Albin Michel, 2014.

CHAPITRE XIII

Allez cacher votre pognon en Chine

Mais revenons à l'époque « glorieuse » de la BPG. Pouvez-vous nous citer au moins une personne honorablement connue dans votre clientèle, qui ne cherchait pas à tordre son inspecteur des impôts ?

Tous mes clients étaient honorables ! Et je vous rappelle que je reste toujours tenu au respect du secret bancaire, car, contrairement à ce que l'on entend parfois, il est toujours en vigueur dans ce pays. Mais je pense à ce riche industriel français dont le groupe est le leader mondial des vêtements pour enfants. Il m'a confié de l'argent qui était tout ce qu'il y a de plus déclaré. En effet, il était installé à Genève, et il l'est toujours. Sa fortune doit être estimée entre 500 et 600 millions de francs suisses.

Il était client de l'une des plus grandes banques privées de la ville. Mais celle-ci lui a refusé une ligne de crédit de 100 millions d'euros, alors qu'il mettait en nantissement les actions de son groupe, qui devait peser à l'époque un demi-milliard. Cet homme s'est adressé à moi et j'ai eu 24 heures pour lui donner une réponse. Certains considéraient que je prenais un risque inouï en raison de la petite taille de la BPG. J'ai accepté et j'ai eu raison. C'était aussi l'un de nos atouts : être plus proactif que nos concurrents.

Et François Dalle, le patron de L'Oréal, à la fois l'un des plus vieux amis de François Mitterrand et vieux complice de Gustave Leven dans le dénoyautage de la Société générale, l'avez-vous connu à Genève ?

Oui, un peu. C'était un personnage bourru, mais très intéressant. Il habitait Cologny, la commune chic du canton de Genève. Il avait une grosse fortune et surtout, une très belle femme.

Que vous demandaient ces personnes fortunées qui cachaient leurs économies au fisc français ?

Régulièrement de leur apporter du black pour payer leurs locations de vacances, les réparations de leur bateau, leurs jardiniers et leurs femmes de ménage, les bijoux de leurs femmes ou de leurs maîtresses. Pour beaucoup

de Français, c'était le summum de posséder un compte en Suisse. Ça les excitait. Certains fantasment sur ces tas de billets qui gonflent leurs poches et qui ne sont pas déclarés.

Je suppose que les comptes numérotés les faisaient encore davantage saliver ?

Honnêtement, je n'ai pas connu cette époque. Je n'ai jamais bénéficié de cette facilité prodigieuse ! Plus sérieusement, de quoi s'agit-il ? Pour plus de discrétion, au lieu de mettre un nom sur un compte, on choisissait un numéro, un code, ou un nom de fleur, de crustacé, de poisson. Dans l'affaire Elf, Alfred Sirven possédait par exemple un compte baptisé « Langouste ». Et alors ? Dans chaque banque au moins deux personnes connaissent le client : le gestionnaire du compte et un membre de la direction générale. Mais cela change quoi si la justice suisse accepte d'exécuter une commission rogatoire internationale ? Rien du tout. Dans les procédures pénales, le banquier ne peut plus opposer le secret bancaire, il est obligé de s'exécuter. Le compte à numéro permettait simplement d'éviter que trop d'employés de l'établissement financier connaissent le nom du client.

C'est vrai que, jusque dans les années soixante-dix, le client n'était même pas obligé de fournir son identité à sa banque. Il pouvait passer par un avocat, qui se retranchait derrière le secret professionnel pour garder le silence. Mais cette époque bénie a pris fin en juin 1977, quand les banques suisses ont conclu la première convention de diligence qui les a contraintes de connaître l'identité réelle d'un titulaire de compte.

Mais alors, quelle est la meilleure solution pour que l'on ne retrouve pas votre argent ?

Il faut avoir un ami très très riche à qui vous faites pleinement confiance, de préférence un ami d'enfance. Ce n'est pas une blague. Vous mettez vos petits millions sur les comptes du roi du chocolat ou du caoutchouc : on ne les retrouvera jamais, car officiellement ils ne vous appartiennent pas.

Il s'agit d'un conseil que l'on peut prodiguer à un client, pas à tous. Mais aux autres, que leur proposez-vous, d'aller au Panama ?

Le Panama est idéal pour créer des sociétés, qui ne vous coûtent que 600 dollars par an. Là-bas, les intermédiaires, qui n'assument aucune

responsabilité, vous signent ce que vous voulez. Dans ce pays, le détenteur peut toujours s'abriter derrière un avocat lié par le secret professionnel. En revanche, ce pays n'a pas de bonnes banques, elles ne sont guère fiables.

Le challenge pour les établissements financiers helvétiques consiste actuellement à dénicher un pays à peu près stable qui n'est pas dans la ligne de mire de l'OCDE et du G8. Personnellement, je conseille de se tourner vers Hong Kong et Singapour. Et mieux encore, à condition d'avoir ses entrées, vers la Chine continentale. Si vous avez votre pognon à la Bank of China à Beijing, vous êtes tranquille pour au moins dix ans.

Toutefois, il existe d'autres tuyaux. J'ai appris récemment qu'une banque privée genevoise expédiait ses clients français au Canada, via ses bureaux à Montréal. Eh oui, le Canada se fiche éperdument de savoir si ces personnes sont en règle avec le fisc tricolore !

Que vous inspire l'opération SwissLeaks, lancée notamment par « Le Monde » en février dernier, qui concerne les fraudeurs possédant des comptes à la banque HSBC à Genève ?

Quand je lis qu'HSBC à Genève ne comptait que 3 000 Français, je réponds aussitôt que cela ne peut pas être exact. Cette banque avait la réputation d'être assez tolérante en matière de « due diligence ». Elle partageait avec moi pas mal de clients français. Réfléchissez, sur 100 000 clients recensés, il est impensable d'imaginer qu'HSBC ne comptait que 3 % de Français. Il serait plus raisonnable d'avancer un pourcentage compris entre 15 et 20 %. En raison de la proximité géographique, de la tradition (les banquiers genevois sont souvent originaires de France, leurs ancêtres ont dû fuir l'Hexagone au temps des guerres de religion), et de la langue, tous les établissements financiers des bords du lac Léman comptent une très forte proportion de Français.

Plus étrange encore, SwissLeaks lâche les noms de quelques vedettes du show-biz ou du sport, comme Gad Elmaleh, Philippe Lavil et Christophe Dugarry, mais ne révèle l'identité d'aucun politicien français. Quand on connaît les pratiques de la classe politique, c'est tout simplement impossible. Pour preuve, HSBC abritait les comptes des acteurs de l'affaire Elf, comme André Tarallo, Alfred Sirven et André Guelfi.

Cette banque universelle, qui présente l'avantage de posséder des bureaux dans le monde entier, accueille depuis très longtemps les fortunes de chefs

d'état, comme celle de sa majesté Mohammed VI du Maroc, ou de leurs proches, comme Rami Makhlouf, le cousin du président syrien Bachar el-Assad, ou Frantz Merceron, ancien ministre des Finances haïtien. Les noms d'hommes politiques français ont été soigneusement retirés, avant que les listes ne soient offertes aux journalistes...

Après les révélations de SwissLeaks, la presse est (presque) unanime pour affirmer que, dans le monde bancaire, rien ne sera plus comme avant.

Ce genre de rengaine ne cessera jamais de me faire rire. Comme je l'ai déjà dit maintes fois, dès qu'il y a beaucoup de l'argent, il

y a presque obligatoirement de la fraude. Bien évidemment, je ne connais pas la stratégie d'un géant comme HSBC, je ne dirigeais qu'un microbe bancaire. Mais j'ai retenu un chiffre donné par le quotidien genevois *Le Temps* : « 98 % de clients français non déclarés ». Ce pourcentage rejoint celui de la BPG, qui devait être de 99 % ! Je pose une question bête : comment, du jour au lendemain, un établissement financier suisse peut-il s'en sortir, s'il décide de ne plus accepter que des clients clean de chez clean d'un point de vue fiscal ?

CHAPITRE XIV

Je suis bombardé administrateur de Thomson en Suisse

Alors que vous êtes incarcéré aux Baumettes, le magazine « L'Hebdo » de Lausanne vous consacre en février 2008 un dossier de cinq pages intitulé « La vie hallucinante du banquier Rouge »¹⁹. On y apprend que vous ne vous contentiez pas de diriger une banque. Parallèlement vous montiez une multitude d'affaires. D'où vous vient cette boulimie ?

Vous voulez parler de Thomson-CSF, l'ancêtre de Thales ? Indirectement, cette aventure a un lien avec la sortie des égouts de l'opération concernant la Société générale. Je m'explique : certaines personnes impliquées craignaient des poursuites judiciaires en Suisse, dans la mesure où des millions de titres avaient été achetés en douce depuis Genève. Samir Traboulsi m'a conseillé de rencontrer Josef-Maria Merk, un type susceptible de régler beaucoup de choses.

Ce personnage m'a d'abord reçu dans sa superbe villa proche de Lugano, dans le canton du Tessin, m'expliquant qu'avant de pouvoir intervenir dans un dossier, il devait palper 100 000 francs suisses. Deuxième rencontre dans une habitation tout aussi superbe à Berne. Josef-Maria Merk se présentait comme le principal intermédiaire de Thomson en Suisse, et le digne héritier d'Étienne Leandri, qui venait de mourir.

Avec Étienne Leandri, nous nous trouvons une fois encore à la frontière du grand banditisme, de la politique et du monde des affaires. Ce Corse, que l'on a accusé d'avoir collaboré pendant la dernière guerre, et qui aurait trempé dans le trafic de drogue et de cigarettes, était très lié à l'ancien ministre Charles Pasqua. Il servait effectivement d'intermédiaire pour les plus grandes entreprises françaises.

Je n'ai pas connu Étienne Leandri, le « vieux monsieur », disparu en 1995, au moment où je fais la connaissance de Josef-Maria Merk, dit Puppi. Très vite, nous avons sympathisé et il m'a rapidement présenté partout comme son fils adoptif. Il avait tout de l'escroc, roulant en Mercedes blanche, ne

descendant que dans les palaces, et laissant 1 000 francs de pourboire à l'employé qui lui apportait son thé. Et, bien entendu, une belle femme de trente ans plus jeune que lui, Liliane, surnommée Lilo.

Mais effectivement, il était bien administrateur de Thomson-CSF et il rinçait les hommes politiques qui, en retour, lui apportaient leur soutien. Je me souviens qu'il a mis beaucoup d'huile dans les rouages pour que l'armée de l'air suisse adopte le système de défense aérienne Florako, vendu par Thales. Le problème, c'est qu'il m'a demandé d'avancer l'argent. Un million de francs pour un parti de la droite modérée, cent mille francs pour le responsable d'un aéroport, etc. Rapidement, la facture a grimpé à trois millions de francs. À cette époque, c'était pour moi une très grosse somme. Et surtout, c'était le fric de ma société financière. Mais d'un autre côté, Merk m'a fait rencontrer les patrons de Thomson-CSF, et beaucoup d'autres personnalités intéressantes. On m'a carrément proposé d'entrer au conseil d'administration de Thomson-CSF Holding Suisse SA. Je devenais en quelque sorte l'héritier dans la Confédération de Puppi. J'étais un type incontournable, d'autant que j'apparaissais également à cette époque comme administrateur de Derendinger et Cie SA, une société suisse spécialisée dans les pièces aéronautiques et qui travaillait notamment pour les Américains.

Après votre arrestation, Marc Bonnant, votre avocat, évoquait dans la presse vos relations avec Patrick Devedjian, alors secrétaire général de l'UMP. Dans « Marseille l'Hebdo », il déclarait précisément : « Il le connaît bien, ils ont travaillé ensemble sur divers dossiers par le passé ». Ces liens avaient-ils un rapport avec Thomson ?

Absolument. C'est par l'intermédiaire de Josef-Maria Merk que j'ai fait la connaissance d'hommes politiques, comme Christoph Blocher, le patron de l'Union démocratique du centre (UDC), le parti le plus puissant de Suisse, et du député Patrick Devedjian, ancien ministre, en France. Nous nous sommes vus à plusieurs reprises et nous avons sympathisé.

Malgré tout, ce cheminement avec le grand groupe français n'a pas été un long fleuve tranquille ?

J'ai toujours connu un teint cireux à Josef-Maria Merk. Il avait un cancer. Quand je vais le voir en 1998 pour lui demander fermement de me rembourser, je le trouve pratiquement sur son lit de mort. Il va s'éteindre

quelques jours plus tard. Que faire ? J'appelle Lilo, sa veuve, qui m'assure qu'elle n'a pas d'argent. Je prends alors contact avec Patrick Devedjian, qui m'obtient très vite un rendez-vous avec Jean-Paul Perrier, le directeur des opérations internationales de Thomson.

Êtes-vous sauvé ?

Pas du tout. Jean-Paul Perrier me raconte que, dix jours avant sa mort, Thomson a versé 40 millions de francs français à Josef-Maria Merk. Quant à sa veuve, elle s'est évaporée dans la nature avec le fric. La multinationale française se contente de compatir à mes malheurs.

Alors, qu'avez-vous fait ?

J'ai demandé conseil à mon beau-père Michel de Gorski, ancien avocat, qui m'a rédigé le projet d'une plainte pénale. Mais avant de la déposer, je la soumetts à Philippe Neyroud, l'avocat de Thomson à Genève. Finalement, j'ai obtenu des rendez-vous assez houleux avec des représentants de Thomson, qui ont fini par me lâcher, très fâchés, trois millions de francs suisses. Mais depuis, je pense qu'ils me maudissent, même si j'ai encore eu, très récemment, des contacts avec Thales.

Mais ces intermédiaires, n'est-ce pas du bidon ?

Pas exactement, c'est un mélange de vrai et de pas vrai. Quand une multinationale soumissionne, elle a en général une chance sur trois ou quatre d'emporter le marché. Est-ce grâce aux intermédiaires ? C'est toujours très difficile de le savoir. Dans quelle mesure le directeur d'un aéroport joue-t-il en votre faveur en répétant dans les réunions que vous vendez du bon matériel ? Qu'un parti politique parle favorablement de vous au Parlement ? Il faut savoir que ces commissions, même si elles se montent à plusieurs millions, ne représentent qu'une goutte d'eau pour la multinationale qui enlève finalement le contrat.

Samir Traboulsi, qui était un grand intermédiaire, m'a appris que le plus important pour lui était d'obtenir le document signé où était bien spécifiée sa ligne de commissionnement. Avec cette lettre, vous êtes pratiquement sûr d'être rincé. Dans cette lettre, bien évidemment, on ne mentionne pas Florako, mais, au hasard, Puma, et au lieu de l'Arabie Saoudite, on évoque le Botswana.

Qu'est-ce que c'est que cette histoire Derendinger ?

C'était une entreprise très saine. Pierre Derendinger, un ingénieur, avait monté une société à Plan-les-Ouates, dans le canton de Genève, spécialisée dans les pièces complexes pour les géants de l'aéronautique. Il travaillait pour toutes les grandes multinationales du secteur, McDonnell-Douglas, Boeing, Northrop, General Electric, Airbus. Ce fleuron de la mécanique de précision fabriquait notamment des pièces pour l'avion de combat américain le F/A-18, choisi par la Suisse. Mais dans le secteur de la sous-traitance, il est très difficile de s'en sortir. En effet, il faut être à la fois irréprochable sur la qualité et les délais de livraison, mais ce sont les fournisseurs qui fixent les prix. Face à ces géants, il est difficile de négocier. L'usine de Plan-les-Ouates réalisait un chiffre d'affaires de vingt millions de francs et employait une cinquantaine de salariés.

Mon client français Didier Tibessart voulait à tout prix investir en Suisse. Je lui avais conseillé de mettre des billes dans Derendinger. Mais comme c'est un piètre gestionnaire, il ne cessait de perdre de l'argent. J'ai moi aussi dû injecter des fonds. Mais il fallait au moins dix millions de francs pour renflouer cette PME. J'ai convaincu les Angolais de verser au pot. En général, ils étaient d'accord avec tout ce que je leur proposais, à condition que ça leur rapporte 5 %. Finalement, nous avons réussi en 2001 à revendre Derendinger à Ruag Holding AG, un groupe industriel actif dans l'armement, dont l'actionnaire unique est la Confédération suisse. Il était important pour Ruag que le savoir-faire reste en Suisse.

Vous avez cité votre beau-père, Michel de Gorski, un brillant avocat monté très haut mais tombé ensuite très bas : il a été rayé du barreau et il a fini en prison, impliqué dans la sombre histoire dite de « la princesse russe », une vieille dame très riche qu'il aurait escroquée. N'est-ce pas une tache supplémentaire dans votre CV ?

J'espère que non ! Michel de Gorski connaissait très bien à la fois mon père et ma mère. En 1987, voulant divorcer de ma première femme, une Niçoise, je lui ai demandé conseil. Nous avons sympathisé. Il voulait que nous montions des affaires ensemble. Heureusement, je n'ai pas tenté l'expérience. Du moins, je n'ai pas eu le temps. Car patatras, il part en prison. Il ressort, puis il y retourne. Enfin libéré vers 1994-1995, Michel de Gorski s'est retrouvé pratiquement à la rue avec ses cinq enfants. Je l'ai accueilli chez moi, et je suis tombé amoureux de sa fille Éléonore. Nous

nous sommes mariés et nous avons eu trois enfants. Nous sommes aujourd'hui séparés, après une relation de dix-huit ans.

Ceux qui ont connu Michel de Gorski n'en disent pas forcément du bien.

C'était un homme très intelligent et surtout un vrai érudit. Il m'impressionnait. Je le qualifierais de stratège juridique. Un créatif avec une extraordinaire capacité d'anticipation. C'est lui, par exemple, qui m'a permis de récupérer les trois millions que m'avait « empruntés » Josef-Maria Merk. Je vous rappelle quand même que l'affaire de la Princesse russe, et surtout, l'affaire Financial Trust, ont fini en eau de boudin, et que tous les créanciers ont été intégralement désintéressés. Michel a été le premier avocat emprisonné (39 mois de détention préventive quand même !) au titre de la « chasse aux sorcières en matière de criminalité économique » qui a prévalu à Genève pendant si longtemps. Les choses se sont un peu améliorées depuis que nous avons eu des procureurs généraux qui considèrent que toutes les autres formes de criminalité méritent aussi leur attention !

Mon beau-père est surtout un gros cavaleur au caractère égoïste ! Mais je me suis toujours bien amusé avec lui.

CHAPITRE XV

À la tête de six palaces et de six cents employés

Quelle idée avez-vous eu de vous lancer ensuite dans l'hôtellerie ?

Je marche trop souvent à l'instinct. À l'origine, je me suis pris d'affection pour Victor Armleder, le propriétaire de l'hôtel Richemond, alors harcelé par des créanciers. Il s'agit d'un palace cinq étoiles à proximité de la Rade à Genève. Le Richemond, qui s'est d'abord appelé Le-Riche-Mont, a été ouvert par Adolphe-Rodolphe Armleder en 1875. Après la Deuxième Guerre mondiale, c'était son petit-fils Jean Armleder qui était aux manettes. Cette institution a accueilli par exemple Colette, Clark Gable, Elton John, Luciano Pavarotti. Alors, en 1999, jeune ambitieux et prétentieux, j'ai voulu jouer les chevaliers blancs. Mais les murs du palace étaient grevés par soixante millions de francs suisses de dettes détenues par le Comptoir hypothécaire et industriel (CHI). C'est à cette occasion que Paul Lantieri est intervenu pour la première fois, affirmant qu'il pouvait arranger les choses.

Ensuite, Victor Armeleder m'a convaincu qu'il fallait créer le premier groupe d'hôtels de luxe de Suisse, et revendre ensuite l'ensemble à un grand opérateur international. J'ai pris ça pour une idée de génie.

Cela ne vous suffisait pas d'être banquier, vous vous rêviez en patron d'un groupe hôtelier ?

Pas du tout, mais vous pouvez le présenter comme cela. Je voulais surtout gagner de l'argent ! J'ai créé une société holding et j'ai levé très rapidement 115 millions de francs suisses, avec notamment les familles Descours, Blaes, Verspieren, ainsi que Marc Ladreit de Lacharrière, à la tête aujourd'hui d'un empire tout terrain et qui pèse 1,5 milliard d'euros. Nous avons ainsi acquis une demi-douzaine d'établissements de grand luxe. Outre le Richemond à Genève, le Royal-Savoy à Lausanne, le Schweizerhof à Berne, les Trois Rois à Bâle – le plus ancien établissement d'Europe – le Sheraton Atlantis à Zurich, et le complexe du Bürgenstock sur les hauteurs du lac des Quatre-Cantons.

Ces hôtels faisaient souvent partie d'une tradition familiale, ils appartenaient au patrimoine suisse. Alors que la BPG ne comptait qu'une cinquantaine de salariés, à la tête de la société Richemond Hotels Holding (RHH), domiciliée au Luxembourg, devenue ensuite Rosebud, je me suis retrouvé à manager six cents personnes !

Et vous en gardez un bon souvenir ?

Tout à fait. Je ne suis pas un affairiste, mais j'aime faire des affaires. Je suis un entrepreneur, j'aime prendre des risques, élaborer des stratégies. Je me suis finalement retrouvé dans une opération qui me prenait la moitié de mon temps. Mais ça a rapporté des millions de francs à ma banque pendant six à sept ans. Je voulais montrer que je n'étais pas seulement un gestionnaire de fortune mais aussi un entrepreneur, capable de faire de l'ingénierie financière, d'imaginer des stratégies industrielles. Je pensais que cela positionnerait la BPG avec une connotation positive pour sa clientèle, composée notamment de nombreux industriels. Mais sur ce point, c'était une erreur.

Je ne vous comprends pas ?

Les clients de nos banques, spécialisées dans la gestion de fortune au black, ne demandent qu'une chose : que l'on ne parle surtout pas de nous. Que l'on ne fasse pas de publicité. Que nous soyons transparents, presque inconnus. Pour un fraudeur du fisc, un bon banquier est un banquier qui ne donne pas de conférence de presse, dont la photo n'apparaît pas à la télévision ou dans les journaux.

Qu'est devenu votre empire hôtelier ?

C'était finalement une fausse très bonne idée, dans la mesure où les grands investisseurs hôteliers considéraient que nous représentions une présence trop massive pour un si petit pays. Mais cette erreur n'a pas eu de conséquences négatives, puisque nous avons pu revendre un à un tous les établissements en réalisant chaque fois une jolie plus-value. Heureusement, nous étions en pleine bulle immobilière et les Qataris débarquaient. Un exemple, le Bürgenstock, que j'avais acheté 17 millions de francs suisses en 2000, a été revendu 242 millions en 2007.

Les Trois Rois, achetés 20 millions, revendus 65. Le Richemond, de 45 à 103 millions.

Nous aurions pu gagner autour de 200 millions de francs, sans la gestion calamiteuse de Victor Armeleder, qui nous en a fait perdre les trois-quarts. Mais paix à son âme. J'aurais pu personnellement empocher soixante millions. J'ai dû me contenter d'une « bricole ».

N'est-ce pas au Richemond que vous avez fait la rencontre de l'avocat Jacques Vergès, que l'on retrouve ensuite dans l'affaire du Cercle Concorde ?

C'était effectivement un client du Richemond. Nous avons sympathisé, mais il n'a jamais été mon avocat. Il adorait le fric et il voulait monter des coups avec moi. Mais honnêtement, le business qu'il m'a proposé s'est toujours avéré plutôt foireux. À commencer par la revente d'un Boeing 747 de Swissair à Air Gabon. Partis tous les deux dans mon avion, nous nous sommes posés à Tamanrasset pour nous réapprovisionner en carburant. À peine Jacques Vergès était-il sorti de l'appareil, que des centaines d'Algériens se sont pressés autour de lui, l'acclamant. C'était incroyable. Certes, Jacques Vergès s'est battu en faveur de l'indépendance, mais ça faisait pourtant des décennies qu'il avait quitté le pays.

En revanche, nous avons attendu vainement un rendez-vous avec le président Omar Bongo. Nous étions seuls, avec le pilote, dans la résidence Maïté, à nous ennuyer autour d'une piscine vide. À un moment donné, je me suis retrouvé encerclé par des dizaines d'iguanes géants. Riccardo Mortara, le pilote, m'a hurlé que c'était de petits crocodiles, et je me suis réfugié debout sur le bar. Quant au rendez-vous, nous avons finalement été reçus par le directeur d'Air Gabon qui, visiblement, n'était au courant de rien. Plus ennuyeux, il n'avait absolument pas besoin d'un nouvel avion.

Une autre fois, Jacques Vergès m'a recommandé un Béninois, un vrai escroc africain, élégant, parfumé. Lui, il transformait des morceaux de papiers noirs en billets de cent dollars américains. Il m'a fait la démonstration dans la banque à Genève. C'était étonnant, ça a marché. Encore plus extraordinaire, les numéros des billets se suivaient. Je me suis donc rendu à Cotonou pour confondre l'escroc et découvrir ce hangar rempli de tonnes de papiers noirs qui n'attendaient qu'un produit miracle pour se transformer en liasses de billets de banque. Bien évidemment, tout

était bidon. J'ai appelé Jacques Vergès pour lui demander de ne plus m'envoyer d'escrocs de dernière catégorie. Cette plaisanterie m'a tout de même coûté 80 000 dollars de fioul, mais le voyage était amusant.

Vous n'allez pas me faire croire que vous êtes suffisamment naïf pour croire aux tours de magie qui permettent de multiplier les billets à volonté ?

Non, mais je suis curieux et j'aime faire croire à ma crédulité. Je me suis fait expliquer ensuite par des policiers comment cet escroc agissait. En fait, les vrais billets sont enroulés à l'intérieur du papier noir. Il n'y a pas de produit miracle, c'est seulement de l'eau qui dissout le papier et les billets se déroulent d'eux-mêmes. Ça vous étonne peut-être, mais j'aime bien écouter les escrocs et découvrir leurs mobiles. Comment essayent-ils de me voler ? Souvent, le mobile est lamentable. Ce sont de pauvres types qui ne cherchent qu'à gagner 400 euros, deux bonnes bouffes ou une nuit d'hôtel... Il y a une constance chez tous les escrocs : ils se disent toujours très proches d'un homme politique connu, et ils le sont parfois. Gustave Leven m'avait donné ce conseil : « Quand quelqu'un jure qu'il est honnête, la meilleure chose à faire, c'est de partir en courant ».

Depuis ma condamnation, c'est dingue le nombre d'escrocs qui tentent de prendre contact avec moi et qui me proposent des coups fumants.

Comment expliquez-vous que Jacques Vergès soit mort ruiné, comme l'a révélé L'Obs²⁰ ? Ses deux enfants ont renoncé à l'héritage. N'avait-il pas une clientèle fortunée et des honoraires conséquents ?

Jacques Vergès adorait le fric, mais il flambait comme un dingue. Et surtout il aimait les femmes. Elles peuvent coûter très cher quand on prend de l'âge.

Vous utilisiez comme pilote Riccardo Mortara. N'était-il pas précédemment celui d'Alfred Sirven, l'ancien bras droit de Loïk le Floch-Prigent, l'ancien P.-D.G. d'Elf ? Décidément, vous aimez les personnages sulfureux.

Riccardo Mortara est un Italien originaire de Turin, vivant en Suisse depuis des décennies. Dans ma carrière, j'ai côtoyé des centaines de personnages qui franchissent allègrement toutes les lignes rouges. Mais à lui, il faudrait décerner une médaille ! Si j'avais l'imprudence de lui confier

un instant mon chien, je ne serais pas sûr de le retrouver avec toutes ses pattes. Malgré tout, je l'adore. J'ai rarement rencontré un type capable de me faire autant rire. Il est complètement cinglé, avec une morale très élastique. Il a 68 ans, il est petit, bedonnant mais se tape toutes les beautés qu'il croise, parce qu'il les fait hurler de rire. Comme pilote, Riccardo Mortara a battu en mars 2010 le record du tour du monde avec escale dans la catégorie des avions de 9 000 à 12 000 kilos, à bord d'un Rockwell Sabreliner 65. 36 900 kilomètres, en 57 heures et 54 minutes.

Mais il est aussi – et surtout – un homme d'affaires. Je ne vous dis pas le genre d'affaires, toutes plus obscures les unes que les autres. Imaginez un André Guelfi aux petits pieds. Quand Michel de Gorski, mon beau-père, est sorti de prison, je l'ai hébergé avec ses enfants chez moi, et Riccardo Mortara l'a embauché comme conseiller juridique.

Mais comme vous êtes insatiable, vous avez aussi cherché à ouvrir un restaurant à Genève.

J'avais l'intention de créer au pont de la Machine un restaurant branché comme celui de La Rotonde à Aix-en-Provence, que nous venions d'ouvrir Paul Lantieri et moi. Peut-on imaginer un meilleur endroit que ce pont piéton construit à l'emplacement où le fleuve se reforme en sortant du lac Léman ? J'avais d'ailleurs invité le maire de Genève de l'époque à Aix, pour qu'il puisse juger de notre réalisation. Il était revenu très séduit. Avec Alec Reymond, l'ancien bâtonnier et ami à la fidélité irréprochable, nous avons créé la société du Pont de la Machine SA, doté d'un capital de 500 000 francs. Nous avons même obtenu une promesse de bail.

Seulement voilà, Nicolas Hayek, le patron de Swatch, voulait à tout prix ce site pour créer la Cité du temps. Ce devait être une sorte de phare pour le premier groupe horloger mondial. J'ai négocié avec le bras droit d'Hayek et je lui ai laissé la place pour un million de francs. Résultat, une plus-value de 100 % en six mois. Mais je n'ai pas renoncé à ouvrir un restaurant à Genève...

CHAPITRE XVI

Un concert des Rolling Stones au Groenland

Vous est-il aussi arrivé de tomber sur des escrocs un peu plus coriaces qu'un Béninois prétendant transformer du papier noir en dollars ?

En 2000, Michel de Gorski et Riccardo Mortara me présentent à Malibu, en Californie, un intermédiaire, Jo Guglielmo. Il a fait fortune dans l'immobilier et il cherche à placer un prêt à accorder à une société cotée en bourse aux États-Unis, assorti d'options sur le capital permettant une rentabilité énorme. Cette société, c'est Med Diversified, active dans les soins à domicile. Je suis convaincu que ce prêt, rémunérateur en commissions pour la BPG, peut également intéresser mes bons clients. Je pense notamment aux Descours et à la République d'Angola. Je prête donc 70 millions de dollars pour le compte de cinq clients.

Et alors, tout ne roule pas comme vous l'espériez ?

Le prêt était passé par ma filiale aux Bahamas. Le directeur général à Nassau m'avertit en 2001 qu'il a en main un document venant de Med Diversified contenant une annexe au contrat de prêt sur les garanties offertes. Or, ce document comporte ma signature, ou plutôt une imitation de ma signature ! Je découvre que les garanties en termes de nantissement pour ce prêt sont différentes sur le document de Med Diversified, sous ma prétendue signature, du texte que j'avais signé. Il s'agit d'un faux dans les titres flagrant. Mais, cette fois, l'escroquerie porte sur 70 millions de dollars. Et l'auteur n'est pas un petit voyou, mais le CEO d'une société cotée en Bourse à New York. Pour moi, c'est un choc colossal.

Vous ne vous doutiez pas que les grands chefs d'entreprise pouvaient aussi être des gangsters ?

Pas de cette façon tout de même, en falsifiant ma signature. J'ai aussitôt compris que j'allais être confronté à un très long combat. Ce type de contentieux peut durer très longtemps et coûter très cher, surtout aux États-

Unis. Et le risque économique était énorme : 70 millions de dollars. J'ai décidé de me préparer comme un boxeur. Entre mars et juin 2002, j'ai fait dix heures de sport par semaine et perdu quinze kilos. En juin 2002, je pars à Los Angeles, où est basée Med Diversified, pour constituer un staff de quinze avocats. Des spécialistes du droit pénal, du droit civil, des faillites. Des avocats qui vont me coûter 17 millions

de dollars d'honoraires entre 2002 et 2007. C'était cher, mais cela en valait la peine. Non seulement nous avons récupéré tout le capital, mais aussi les intérêts, un remboursement des frais de justice et des honoraires d'avocats. Quant à nos adversaires, ils ont ramassé deux cents ans de prison cumulés.

En quoi consistait cette gigantesque arnaque ?

Cette fraude venait de la National Century Financial Enterprise (NCFE), une société qui finançait la croissance de Med Diversified. Officiellement, NCFE faisait de l'affacturage des sommes dues par la sécurité sociale américaine pour payer en avance les sociétés prestataires de service sur la base des factures dues par les clients. Pour bien me faire comprendre, l'affacturage est habituellement fondé sur la cession des créances clients à un établissement, ce qui permet à l'entreprise de faire face à ses besoins de trésorerie. Si vous voulez, ce financement vient se substituer aux crédits bancaires classiques.

Et ensuite ?

C'était une escroquerie pyramidale. Ces escrocs revendaient à des fonds de pension et à des grandes banques des créances de particuliers qui n'existaient pas. Dans l'opération, le Crédit Suisse a perdu 180 millions de dollars. Med Diversified a été mise en faillite en 2002 et nous avons été payés sur la masse en faillite.

À un moment donné, ma filiale aux Bahamas, dont j'étais le président, s'est retrouvée propriétaire d'une quinzaine d'hôpitaux américains employant 15 000 personnes. Il a fallu les vendre.

Quels souvenirs conservez-vous de cette affaire qui vous a occupé l'esprit pendant cinq ans ?

J'en tire la conclusion qu'il ne faut jamais avoir à traiter avec des Américains. Ce sont souvent des gangsters. Heureusement, j'avais pris les

meilleurs avocats. Ils nous ont fait répéter pendant des heures avant d'affronter les magistrats. Il fallait modifier nos propos, notre sourire, le positionnement des mains.

Le plus compliqué a été de briefier Riccardo Mortara. Totalement incontrôlable, il a raconté pendant un long moment au procureur la remontée des saumons dans les cours d'eau. À la fin, disait-il, les poissons, très affaiblis, étaient facilement attrapés d'un coup de patte par les grizzlis, qui les dévoraient aussitôt. « Eh bien moi, Monsieur le Procureur, je suis un grizzli, pas un saumon », a-t-il conclu avec son accent italien inimitable. Mes avocats et moi, nous étions verts. N'allait-on pas se retrouver derrière les barreaux ?

Finally, toutes ces histoires sont déprimantes. N'avez-vous jamais aspiré à fréquenter d'autres milieux, d'autres mondes ?

Mais si. Mon ami Roger Pfund, un graphiste, peintre et designer suisse génial, avait été mandaté pour organiser un événement au Groenland afin de recueillir des fonds pour la Fondation suisse de déminage (FSD), une ONG qui, comme son nom l'indique, forme des démineurs et détruit les stocks de mines et munitions non explosées. Grâce à Roger Pfund, je fais la connaissance de l'avocat Henri Leu, le président, et Hansjörg Eberle, le directeur de la FSD, qui me parlent de leur projet. Le Groenland était un symbole parfait, c'était la seule terre qui n'avait pas été souillée par des mines antipersonnelles. Nous tombons d'accord pour organiser un concert des Rolling Stones sur ces terres glacées.

Nous nous proposons de vendre cent billets à 100 000 dollars chacun.

Un peu fou non ?

Oui, mais réalisable. Les Rolling Stones ont donné leur accord, en fixant la facture de leur concert à quatre millions de dollars. Nous nous sommes envolés pour le Groenland, pilotés par Mortara. Il a réussi à se poser sur une piste de 600 mètres de long debout sur les freins, où aucun jet avant lui n'avait osé atterrir. Ilulissat est une petite bourgade sur la côte ouest du Groenland. Cette région abrite le fameux fjord où se jettent les icebergs les plus imposants du monde.

Contrairement à Narsassuaq, tout au sud, Ilulissat avait la

possibilité de loger les Rolling Stones et les spectateurs, dans des conditions, certes, un peu spartiates. Nous avons goûté de la baleine et du foie de phoque avec les élus locaux. J'ai pris à ma charge le déplacement. Nous sommes revenus persuadés que ce concert complètement fou pouvait avoir lieu.

Malgré tout, ce concert n'a pas eu lieu...

Quand il a fallu fixer une date pour accueillir la centaine de VIP, nous nous sommes rendus compte qu'il était impossible de garantir un jour en raison de la météo, totalement imprévisible. Un jour sur deux, la piste de Ilulissat est impraticable. Contrairement aux jeunes branchés, les VIP susceptibles de payer 100 000 dollars pour un concert ont habituellement un emploi du temps excessivement serré. Ils ne peuvent pas patienter plusieurs jours sur la banquise. Mais je suis resté très ami avec les responsables de la Fondation suisse de déminage. Ils m'ont coopté comme membre de leur conseil.

Pour les dix ans de la FSD en 2007, j'ai organisé une grande manifestation sous chapiteau à Genève, à laquelle participaient d'ailleurs les Lantieri et l'acteur Jean Reno. La même année, j'ai également financé un déplacement au Laos dans une région que l'ONG avait déminée.

CHAPITRE XVII

Miss Suisse démine au Tadjikistan

J'ai également le souvenir de deux déplacements avec la presse au Tadjikistan et au Liban à la fin de l'année 2007. Ces voyages coïncidaient d'ailleurs avec votre arrestation en France. Pour marquer les esprits, la FSD avait invité Christina Rigozzi, Miss Suisse 2006, à Douchanbé. Cette blonde étudiante, originaire du Tessin, s'exprimait aussi bien en italien qu'en français, en allemand et en anglais.

Une mine doit revenir à peine à deux dollars. Pour la détruire, en revanche, il faut dépenser 200 dollars, voire 2 000 dollars. Le Tadjikistan, qui a connu une guerre civile très meurtrière de 1992 à 1997, après la chute de l'Union soviétique, est semé de mines. Elles tuent des civils, des enfants qui se rendent dans les champs ou ramassent du bois dans la forêt. La FSD a fait un travail remarquable dans ce petit pays encadré par l'Afghanistan, la Chine, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan. Je suis très attaché à ce peuple et j'y retourne souvent, d'autant que j'y ai des intérêts dans une mine d'or, non loin de la frontière afghane. Nous en reparlerons.

Pour son image, la FSD n'a pas dû apprécier votre arrestation ?

C'est moi qui leur ai présenté ma démission quand j'étais derrière les barreaux. Les dirigeants l'ont refusée, voilà des types bien ! J'ai de nouveau envoyé ma démission à ma sortie de prison. Cette fois, ils l'ont acceptée et c'était tant mieux. Non seulement je ne voulais pas leur imposer une tache réputationnelle, mais je n'avais plus les mêmes moyens financiers pour les soutenir. Ce sont des gens qui m'ont toujours soutenu. Regardez ce qu'a dit Henri Leu, le président, au lendemain de mon arrestation dans le magazine *L'Hebdo* : « François Rouge se rend toujours disponible [...] Je l'aime sur le plan humain, je lui ai écrit un mot de soutien ».

Apparemment, un banquier suisse peut aussi avoir un cœur qui bat, puisque vous êtes actionnaire de l'Atelier Roger Pfund Communication

visuelle. Je suppose que vous n'avez pas fait cet investissement pour qu'il vous rapporte de l'argent.

S'il me rapportait de l'argent, je ne dirais pas non ! Mais effectivement, cet investissement est lié à l'une des plus extraordinaires rencontres que j'ai pu faire dans ma vie. Roger Pfund est tout simplement un type génial. Un très grand artiste, connu mondialement, et qui a su rester très simple. Il est à la fois

peintre, graphiste, designer, musicien de jazz. Il sait tout faire, des billets de banque pour la République d'Argentine, des affiches, des aménagements intérieurs, des maquettes de livres, des fresques murales.

À quelle occasion l'avez-vous rencontré ?

Dans un bistro à Carouge, une ville séparée de Genève par la rivière Arve. C'était en 1997. Roger Pfund avait été chargé de la communication visuelle et du design du Musée international de la Croix-Rouge. Et moi, je venais de racheter la BPG. Le musée avait besoin d'un sponsor. J'ai accepté de sortir mon portefeuille. Et comme j'adorais ce qu'il faisait, je lui ai confié l'élaboration des rapports annuels de la banque ! Nous avons carrément révolutionné le genre. Ces rapports sont habituellement très emmerdants. Roger y a mis de la couleur, en développant chaque année un thème : les escaliers de Genève, puis les portes, les fenêtres, les sols, les ciels. Yvette Clerc, son épouse d'alors, militait à gauche. Elle inspirait des textes presque révolutionnaires. Je plaisante à peine. Disons que les rapports annuels de la BPG tenaient presque un discours progressiste. Yvette est, par la suite, devenue ma meilleure amie. Elle m'a écrit tous les jours en prison. Elle m'a défendu bec et ongles. Elle venait me voir chaque semaine au parloir des Baumettes.

Des textes révolutionnaires ou du moins humoristiques, j'ai retenu : « Le président en voit de toutes les couleurs, et dont le patronyme en est une ». Chez les banquiers calvinistes, ce genre de « plaisanteries » devait en choquer plus d'un.

Certainement. Mais le plus important pour nous était d'abord de nous faire plaisir, de nous éclater. Très vite, il a fallu que je vienne à la rescousse de l'Atelier Roger Pfund qui risquait de couler. Pour le sauver, la banque a

injecté 350 000 francs, soit la moitié du capital. Il n'a pas été politiquement facile de faire admettre ce choix à l'intérieur de la BPG.

L'Atelier risquait de passer pour la danseuse du président. Cet investissement était essentiellement affectif. Ensuite, la banque est toujours restée un actionnaire passif de l'Atelier Roger Pfund. Nous n'avons jamais mis notre nez dans ses affaires. Mais pour justifier cet investissement, il nous fallait des gages : la Banque de Patrimoines Privés a été exclusivement décorée par les œuvres de Roger Pfund. J'ai descendu à la cave les tableaux italiens et hollandais qu'avait posés Pacini, l'ancien propriétaire de la Karfinco.

Que s'est-il passé après votre séjour en prison ?

Il a fallu s'arranger pour que l'Atelier quitte le giron de la BPG. En effet, je savais que les nouveaux dirigeants n'avaient rien

à faire de cette société. Ils risquaient de tout saboter. Aujourd'hui, je suis actionnaire pour moitié de l'Atelier Roger Pfund qui emploie quatorze personnes et réalise 60 % de son chiffre d'affaires en concevant des billets de banque. Le 1^{er} mars dernier, il a conçu le 50 pesos de la République d'Argentine, dont la sortie a provoqué quelques remous, car il représente l'archipel des Malouines, qui appartient à la couronne britannique, mais que revendique Buenos Aires. C'était déjà Roger Pfund qui avait imaginé dans les années 1980-1990 la dernière série française de billets de banque, avec notamment Saint-Exupéry (50 francs), Cézanne (100 francs), Gustave Eiffel (200 francs) et Pierre et Marie Curie (500 francs).

Roger Pfund, un touche-à-tout de génie

Né à Berne en 1943 d'un père suisse alémanique et d'une mère bourguignonne, Roger Pfund, qui possède la double nationalité, a ainsi pu imaginer des billets de banque dans les deux pays. Il n'a que vingt-trois ans lorsque la Banque nationale suisse l'invite à concourir pour créer une nouvelle série de billets. « Je venais de m'installer à Genève, après un apprentissage de graphiste à Berne. Je travaillais seul et j'ai été très étonné d'être confronté à de grands professionnels qui employaient des dizaines de salariés », raconte-t-il dans ses bureaux installés rue des Vieux-Grenadiers, derrière le Musée d'art moderne et contemporain de Genève. Roger Pfund révèle que, pendant longtemps, la Suisse, dans le plus grand secret, possédait une monnaie de réserve. Le pays avait été échaudé durant la Seconde Guerre mondiale en découvrant qu'Hitler avait donné l'ordre de fabriquer de la fausse monnaie suisse. « Imaginez que des fraudeurs géniaux parviennent à imiter parfaitement les billets suisses et inondent le marché. La Banque nationale suisse, pour éviter une catastrophe économique, pouvait prendre la décision de retirer les billets en circulation et de les remplacer par cette monnaie de réserve ».

Autres anecdotes, la Banque de France avait d'abord pensé honorer les frères Lumière. « Mais Auguste Lumière n'avait pas eu une conduite exemplaire pendant la guerre. Il s'était très impliqué en faveur de la collaboration. On s'en est aperçu au dernier moment. Il a été décidé de détruire

30 millions de billets », rappelle-t-il en souriant. Ensuite, le nom d'Henri Matisse a été proposé pour le billet de 100 francs, mais sa famille n'y était pas favorable. Finalement, c'est Paul Cézanne qui a été choisi.

Mais il serait injuste de limiter l'œuvre de cet artiste franco-suisse au design de billets de banque. Roger Pfund est un invraisemblable touche-à-tout. En 1958, il se produisait en semi-professionnel dans un trio de jazz, avant de se tourner vers la peinture, puis le graphisme. C'est un « émetteur aux fils multiples », lit-on dans l'ouvrage *Le multiple et le singulier*, qui lui a été consacré en 2013. « Le graphisme est un langage intégré dans la vie, dans la rue. Qu'il s'agisse de la Croix-Rouge, d'une affiche de théâtre ou d'une étiquette de vin, c'est une façon de communiquer. L'un ne va pas sans l'autre. C'est ce qui me plaît et me passionne », explique l'artiste aux longs cheveux et à la barbe blanche.

CHAPITRE XVIII

« J'ai vu débarquer un géant »

Et si vous nous parliez des Corses maintenant ? Ce n'est théoriquement pas tout à fait votre milieu.

Samir Traboulsi savait que je me rendais souvent dans le Sud de la France. C'était en 1998. Il m'a demandé un service, celui de remettre une grosse somme d'argent à quelqu'un qui viendrait me voir un week-end. J'ai vu débarquer un géant. C'était Paul Lantieri, qui mesure près de deux mètres. Il a empoché 750 000 francs. On a rapidement sympathisé. D'autant que Samir Traboulsi m'avait dit : « Il est débrouille et il a un vaste tissu relationnel ».

Savez-vous pourquoi il encaissait cette grosse somme ?

Habituellement, on ne pose pas ce genre de question. J'ai simplement cru comprendre que Paul Lantieri avait arrangé un « problème » pour Samir, sauf erreur, une histoire de photos osées que d'aucuns auraient pu utiliser. Les voyous sont des gens très malins. Ils savent tout, ils osent tout. À commencer par oser faire chanter les riches et les puissants.

Cela ne vous gênait pas un peu de fréquenter un voyou ?

Paul Lantieri ne se présentait pas comme un voyou au sens propre, et il ne l'était pas, mais comme quelqu'un qui pouvait en fréquenter, ce qui est assez habituel chez les Corses. Il s'agit souvent d'amis d'enfance que l'on continue de croiser à l'âge adulte. Pour moi, Paul Lantieri était un homme d'affaires, spécialisé dans la restauration et les milieux de la nuit. Il avait un carnet d'adresses impressionnant, allant d'hommes politiques importants à des stars du show-biz. J'ai pu voir le gratin qui se bousculait le soir de l'inauguration du Cercle Concorde. À commencer par Caroline de Monaco.

Mon métier intéressait tout particulièrement Paul Lantieri. Il m'a joué la scène du pauvre contribuable français, un entrepreneur tout à fait honorable, au casier judiciaire vierge, persécuté par le fisc en raison même de ses origines corses et de ses prétendus

succès commerciaux. Pour faire simple, ce n'était pas un truand, mais un fraudeur français classique. Je n'avais donc pas de crainte. Sa morale était

assez élastique. Je dirais que c'est un type prêt à tout pour faire du fric. Lors du procès du

Cercle Concorde en 2013, la presse locale a décrit Paul Lantieri comme un restaurateur aixois et un hôtelier bonifacien « à la confluence de la jet-set et du grand banditisme ». Une définition assez juste.

Malgré tout, son nom apparaît dans le rapport sur la criminalité organisée en Corse rédigé par le procureur général Bernard

Legras en 2000. On y évoque cinq charges de nitrate-fuel de cent kilos chacune.

Vous voulez parler de l'Amnesia à Bonifacio, une boîte de nuit détruite par explosifs en avril 2000 ? Effectivement, elle lui appartenait, ainsi qu'à son frère et à Jean-François Panzani. On les a soupçonnés d'escroquerie à l'assurance. Honnêtement, je ne crois absolument pas qu'ils y aient mis le feu. Je penche bien davantage pour un règlement de comptes de la part d'une bande de jaloux venant de Porto-Vecchio et possédant un établissement de nuit concurrent. D'ailleurs, Paul Lantieri n'a jamais perçu un sou de l'assurance. Je vous rappelle que Paul Lantieri est le cousin de Jean-Baptiste Lantieri, à l'époque maire et conseiller général de Bonifacio.

En 2003, les policiers vous ont mis en garde contre Paul Lantieri, affirmant que vous étiez associé « à un très gros voyou ». Vous ne les avez pas crus ?

Je leur ai demandé une preuve concrète. Ils n'ont pas pu m'en donner une seule. Aujourd'hui, il est facile de me reprocher mes imprudences. Je réponds que si l'on veut vivre en paix, s'approcher du risque zéro, on choisit ses relations et on n'entreprend rien. J'ai un autre mode de fonctionnement, car je considère que les gens frileux mènent une vie bien triste.

D'où lui venait ce carnet d'adresses flamboyant ?

Les Lantieri faisaient la pluie et le beau temps dans la région de Bonifacio et de Sperone. Comme toute la jet-set se doit de posséder une villa en Corse, elle frappait à leurs portes quand il s'agissait de hâter l'obtention d'un permis de construire ou pour éviter de se faire racketter par les nationalistes. Les Lantieri étaient ensuite de bon conseil pour choisir un architecte ou un décorateur.

On allait encore chez eux pour bien manger, pour s'encanailler le soir, pour louer un bateau ou pour déguster des langoustes. Les Lantieri vous

dégageaient même une plage si vous vouliez bronzer à poil en toute tranquillité. J'avais loué une villa de rêve dans le coin en 2002. J'ai dû y passer avec ma famille les plus belles vacances de ma vie.

Avez-vous conservé des contacts avec les Lantieri depuis votre sortie de prison en août 2008 ? D'autant que Paul Lantieri n'était pas le seul impliqué dans l'affaire du Cercle Concorde, il y avait également son frère aîné, Antoine Lantieri. Contrairement à Paul, il n'était pas en fuite. Il a été détenu entre décembre 2007 et janvier 2008.

Aucun message, aucun contact, si ce n'est les négociations relatives à la cession de mes participations dans La Rotonde et une affaire immobilière en Corse. Certains pensent qu'ils auraient préféré qu'il m'arrive un accident après ma sortie de prison. Je n'irai pas jusque-là. Mais il est certain que je n'ai pas vendu les participations précitées dans de bonnes conditions.

Par ailleurs, j'ai lu dans la presse que le cousin de Paul, le maire de Bonifacio, Jean-Baptiste Lantieri, avait été condamné en appel pour « octroi d'avantages injustifiés » dans le cadre de l'attribution du marché des carburants du port de plaisance.

Comment s'est passée la rencontre suivante avec Paul Lantieri ?

Nous nous sommes retrouvés en Allemagne, sur le parking d'un restaurant en Forêt-Noire. À cette époque, la société Richemond Hotels Holding SA, propriétaire de six palaces en Suisse, et dans laquelle les Descours avaient d'importants intérêts, était confrontée à des créanciers particulièrement pugnaces, pour ne pas dire odieux. Paul Lantieri s'est fait raconter l'histoire, il a pris des notes et m'a assuré qu'il pouvait régler le problème. Sans entrer dans les détails, il a reçu le mandat de négocier avec la société Comptoir hypothécaire et industriel SA (CHI).

Les dettes tournaient autour de 60 millions de francs suisses. Un accord a finalement été trouvé pour limiter les créances à 45 millions. Les Descours ont accepté de verser à Paul Lantieri 2,5 millions de francs de commission. Il m'a alors demandé de placer cette somme sur un compte dans la filiale de la BPG aux Bahamas. Ensuite, avec cet argent, il a voulu racheter le restaurant La Rotonde à Aix-en-Provence pour en faire un établissement de prestige, me demandant de m'associer avec lui. J'ai accepté, car j'avais toujours beaucoup de plaisir à le rencontrer. Il me faisait énormément rigoler. Et puis, pourquoi pas un restaurant à Aix ?

Et c'est le début de vos ennuis. Vous mettez le doigt dans l'engrenage...

À cette époque, je devais travailler 100 heures par semaine. La banque marchait bien, mais c'était moi, avec le bâtonnier

Bruno de Preux, qui ramenions la presque totalité des nouveaux clients. En revanche, les cadres dirigeants de la BPG avaient tendance à se reposer sur leurs lauriers. Ils avaient attrapé la grosse tête. Ce n'était pas des marrants, et je commençais à m'ennuyer à mourir avec eux. Alors, oui, je m'amusais beaucoup plus avec Paul Lantieri. Il était rigolo, affectueux, intelligent, toujours optimiste, fourmillant d'idées, capable d'animer n'importe quelles soirées. Il débarquait toujours avec des cadeaux plein les bras.

Dès cette époque, je commençais à en avoir marre de la banque. Avec le recul, je vais vous faire rire : je commençais à en avoir assez d'être confronté de plus en plus souvent à de vrais voyous dans le monde des affaires. Mon objectif était de pouvoir vendre la BPG entre 100 et 120 millions de francs. Comme j'en possédais 21,6 %, je me voyais tiré d'affaires pour le restant de mes jours. Comparée à la gestion d'une banque et d'hôtels de luxe, la marche d'un restaurant, c'était de la plaisanterie.

Les 487 836 euros de Nick Venturi

Depuis, vous avez changé totalement d'avis concernant Paul Lantieri.

Effectivement, je me suis rendu compte qu'il m'avait probablement volé, mais en tout cas trahi, trompé, comme je l'ai raconté dans les publications suisses *Le Matin Dimanche* et *Le Temps* en août 2008 à ma sortie de prison ²¹. Je disais : « L'instruction semble démontrer qu'il s'agit, en ce qui me concerne, d'une trahison en amitié. Beaucoup de ses amis corses estiment qu'il aurait dû se constituer prisonnier ». Paul Lantieri ne cessait de me réclamer de l'argent, pour payer un fournisseur, un intermédiaire ou un membre bienfaiteur. Je me suis rendu compte ensuite que ces personnes ne recevaient peut-être pas l'argent que j'avais versé ou que l'on m'avait demandé de verser. Mais nous aurons largement l'occasion d'en reparler, d'autant que Paul Lantieri devrait sortir prochainement de prison. Ce que je crains le plus, c'est qu'il ait suffisamment de culot pour venir de voir, comme si rien de fâcheux ne s'était passé entre nous. Alors qu'à cause de lui, j'ai passé huit mois et demi aux Baumettes et que j'ai (presque) tout perdu.

N'êtes-vous pas un grand garçon, capable de ne pas lui ouvrir la porte ?

Si, bien sûr. Mais c'est un type redoutable. Un peu comme le sparadrap du capitaine Haddock dans Tintin, il vous le fait à l'affectif et vous ne pouvez plus vous en débarrasser. À Genève, Paul Lantieri venait directement dans mon bureau à la banque, accompagné de Sweetie, son schnauzer nain. Il ne cessait de me réclamer du fric, il me harcelait (au sens affectif), et je finissais toujours par lui céder. Je lui versais de l'argent. Comme je l'ai reconnu au tribunal : Paul Lantieri était un emmerdeur de première catégorie. Je me suis ainsi fait piquer près de 2,5 millions jusqu'à l'ouverture de la Rotonde en 2003. Ensuite, je n'ai jamais pu récupérer un seul centime de ce restaurant, qui marchait pourtant très bien. Certains m'ont indiqué qu'il y avait des partages d'espèces tous les mois. Je n'en ai jamais vu la couleur.

Pour acheter avec moi un terrain en Corse, Paul Lantieri me réclamait beaucoup d'argent sous la table pour de soi-disant intermédiaires. Pour une

fois, je n'ai rien versé, et l'affaire s'est faite quand même !

Dès l'origine du rachat de La Rotonde, n'y a-t-il pas une embrouille ? Un certain Laurent Blanc, déjà propriétaires de pizzerias, souhaitait racheter La Rotonde, une ancienne brasserie à l'abandon. Un compromis de vente est même signé le 17 janvier 2000. Laurent Blanc se propose de créer une pizzeria et un pub. Mais il est contacté par Paul Lantieri, particulièrement insistant, et il finit par lâcher l'affaire. Il déclare qu'il a compris qu'il valait mieux pour lui « se dégager ». En d'autres termes, a-t-il été menacé pour laisser la place aux Corses ?

Il y a bien eu l'ouverture d'une enquête préliminaire en 2000. Mais celle-ci n'a pas permis de démontrer qu'il y avait eu des

intimidations. La procédure aixoise a été clôturée par un non-lieu en mai 2004. Connaissant Paul Lantieri, je suis pratiquement certain qu'il n'a pas articulé lui-même des menaces. C'est plus subtil que ça. Ce Laurent Blanc a dû recevoir de nombreux appels téléphoniques. En fait, c'est surtout Maryse Joissains, la maire d'Aix-en-Provence, qui a fait pencher la balance en faveur de Paul Lantieri. Elle était invitée à Paris lors de l'inauguration du Cercle Concorde.

Lorsque j'ai été interrogé par la police en 2003, je ne me suis pas gêné pour leur dire ce que je pensais des « dénonciations » de Laurent Blanc : un dessous-de-table de 750 000 francs français lui avait été versé à sa demande, une requête, a priori, incompatible avec une prétendue extorsion !

Le restaurant La Rotonde est alors détenu par une société en Suisse où ni vous ni Paul Lantieri n'apparaissiez officiellement. Pourquoi ces cachotteries ?

Nous avons créé en mars 2000 la société Sextius SA, au capital de 100 000 francs suisses, dont l'unique administrateur était l'avocat genevois Bénédict Fontanet, par ailleurs vice-président de la BPG. Il agissait à titre fiduciaire, comme les deux autres avocats dont les noms apparaissent au registre du commerce du canton de Genève. Sextius a ouvert un compte à la BPG. Ce n'était donc pas un montage très compliqué. Le juge d'instruction Charles Duchaine a pu découvrir sans difficulté que je détenais personnellement 35 % de Sextius, et que je portais 30 % pour Paul Lantieri. Pour être précis, Sextius SA possédait la SARL Fontaine Rotonde Mirabeau, propriétaire du restaurant La Rotonde.

Plus tard, la justice suisse a pleinement collaboré avec la justice française, en exécutant une commission rogatoire internationale le 6 novembre 2007. Les locaux de la BPG et les bureaux de Bénédict Fontanet ont été perquisitionnés par la brigade financière genevoise, ainsi que mon domicile privé à Genève. Comme je l'ai dit précédemment, si on a des choses à cacher, il ne faut surtout plus les mettre en Suisse !

Par ailleurs, Fontaine Rotonde Mirabeau avait également une participation dans la société Les Artistes qui devait ouvrir un restaurant beaucoup plus tard, toujours à Aix-en-Provence, à quelques pas de La Rotonde.

Pourquoi le nom de Paul Lantieri n'apparaissait-il pas ? Pour acquérir La Rotonde, il utilise la commission que lui ont versée les Descours. Ce n'est pas de l'argent sale.

Effectivement. Mais Paul Lantieri faisait de la paranoïa fiscale. Il ne voulait surtout pas déclarer ses 2,5 millions de francs suisses de commission au fisc français. Il a perçu un million de francs en espèces, et 1,5 million ont été versés sur un compte baptisé « Pleasure » ouvert à la Private Investment Bank Limited à Nassau, filiale de la BPG. Il y avait également un autre compte en Suisse, appartenant à la société Celeros, propriété... de sa mère.

La Rotonde aurait pu être une très belle affaire sans la mégalomanie de Paul Lantieri, qui a dépensé sans compter pour aménager ce restaurant. C'était une spirale infernale. Il fallait sans cesse remettre de l'argent. La Rotonde a coûté finalement près de six millions de francs suisses. Ensuite, j'ai été mis devant le fait accompli concernant la création de la brasserie Les Artistes.

Lorsque l'affaire du Cercle Concorde éclate, certains médias parlent de « fonds aux origines obscures », laissant entendre que la mafia pourrait être derrière l'opération. C'est d'ailleurs ce que l'on peut lire dans l'ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel : « La société suisse Sextius sera constituée dans un seul objectif, celui de placer et de dissimuler des fonds d'origine criminelle ou délictueuse ».

C'est totalement faux. Dans l'esprit des policiers et des magistrats, le Cercle Concorde, c'était forcément l'affaire du siècle ! Ils sautaient comme des cabris. L'argent de Paul Lantieri était parfaitement licite, mais il avait le défaut de ne pas être déclaré. Il avait déjà eu des ennuis avec le fisc. Quant

à mon argent, la justice française a longtemps prétendu qu'il s'agissait de « versements en espèces d'origine inconnue et de douteux transports de fonds ». Foutaise complète.

Dans un courrier adressé le 27 juin 2008 à Charles Duchaine, Marc Bonnant, mon avocat, lui précise que « les documents comptables et bancaires qui vous ont été transmis dans le cadre de la procédure d'entraide, tout comme les schémas établis sur la base de ces derniers par le juge genevois Yves Aeschlimann avec l'aide d'experts financiers, permettent de retracer la circulation des fonds, d'un compte bancaire à l'autre ».

Tout ce qu'on a pu finalement nous reprocher dans la société Sextius, c'est que certains fournisseurs de La Rotonde avaient été payés en liquide. Ma principale erreur dans toute cette affaire est de n'avoir pas su dire non à Paul Lantieri. Je n'aurais jamais dû investir de telles sommes dans des restaurants à Aix-en-Provence et dans le Rich à Paris, attenant au Cercle Concorde.

Malgré tout, Sextius a aussi reçu de l'argent d'un personnage très controversé, puisqu'il s'agit de Dominique Venturi dit Nick Venturi, présenté comme l'un des parrains de la French Connection. Il verse le 20 mars 2000 très exactement 487 836 euros venant de la Deutsche Bank à Genève. Il possédait précédemment un compte dans la même banque à Monaco.

Je ne l'ai appris que bien plus tard, après mon arrestation. Paul Lantieri m'avait affirmé avoir versé 500 000 euros sur le compte Sextius, en se gardant bien de me dire qu'il s'était fait avancer l'argent par Dominique Venturi, que je ne connaissais pas. J'ignorais donc la provenance de cet argent. En 2000, je me foutais complètement des comptes de Sextius. Je n'avais pas encore investi un centime.

En fait, grâce à cet apport, Dominique Venturi est devenu partie prenante de La Rotonde à mon insu, avec la complicité de Paul Lantieri. Ensuite, chaque mois, son fils Jacques récupérait au black environ un tiers des bénéfices occultes du restaurant, comme l'a démontré l'enquête de police.

Mais si vous voulez me faire dire que j'étais totalement inconscient, je le dis. À ma décharge, je n'étais pas administrateur de Sextius et je ne recevais pas les relevés de compte. Le tribunal a reconnu que, concernant le versement de Dominique Venturi, « la conscience de François Rouge de participer à une opération de blanchiment n'est pas établie ». Ce que j'ai cru

comprendre depuis, c'est que Nick Venturi était un vieil ami du père de Paul Lantieri.

Nick Venturi, un parrain mort dans son lit

Né en juin 1923 dans Le Panier, un quartier populaire de Marseille, Dominique Venturi est considéré comme l'un des derniers parrains de la French Connection, et surtout l'un des rares à mourir de mort naturelle en avril 2008. Son frère Jean, mouillé dans les mêmes sombres affaires, aura également cette chance. Il s'est paisiblement éteint en décembre 2010 à l'âge de 89 ans. Nick Venturi a eu mille vies. C'est d'abord un vrai résistant, décoré de la croix de guerre. Il s'est battu aux côtés de Gaston Defferre, comme les frères Guérini. En août 1944, il aide le futur maire de Marseille à s'emparer du *Petit Provençal*, qui est aussitôt rebaptisé *Le Provençal*. Muni d'une carte de la SFIO, l'ancêtre du parti socialiste, Nick Venturi mène parallèlement des activités presque légales et d'autres qui ne le sont guère.

Après la contrebande de cigarettes, il lui est reproché de s'être lancé dans le trafic d'héroïne à destination des États-Unis et du Canada. Ce qui lui vaudra d'être épinglé dans un rapport du Sénat américain. Toutefois, présenté comme un parrain de la French Connection, il n'a jamais inculpé pour cela. Comme le rappelle *Main basse sur Marseille... et la Corse*, Nick Venturi est décrit comme l'importateur au Canada de « grandes quantités d'héroïne produites dans des laboratoires clandestins français et utilisant les services de son frère Jean qui réside au Canada »²².

Par ailleurs, ce Corse de Marseille fonde en 1953, année où Gaston Defferre remporte la mairie, la Coopérative d'entreprise générale du Midi (CEGM), qui enlève, par le plus grand des hasards, quelques marchés particulièrement juteux. Toutefois, en 1978, lorsque l'odeur des magouilles devient un peu trop forte, le maire de Marseille finit par lui tourner le dos. D'autant que Nick Venturi a eu la mauvaise idée de brader sa maison à un personnage sulfureux, René Lucet, directeur de la caisse de la sécurité sociale des Bouches-du-Rhône. Ce dernier se suicide le 4 mars 1982 de deux balles dans la tête, selon le rapport d'autopsie !

C'est d'abord son fils Jacques qui est jeté en prison dans l'affaire « des fausses factures de la mairie de Marseille ». Le père tente de jouer les gros bras en promettant de faire des révélations si son fiston ne quittait pas rapidement sa cellule. Résultat, il est à son tour incarcéré le 7 juillet 1982 aux Baumettes. Gaston Defferre, devenu ministre de l'Intérieur, ne s'est pas laissé impressionner par son ancien frère d'armes. Nick Venturi sera finalement condamné à quatre ans de prison pour une multitude de délits, dont « abus de biens sociaux », « corruption passive », « faux en écriture », « escroquerie à la TVA ». Son fils, moins chanceux, écope de cinq ans. Le 6 avril 2008, hommes politiques et voyous se bousculeront à son enterrement. Nick Venturi est mort dans son lit d'un accident vasculaire cérébral.

Dans l'affaire du Cercle Concorde, lorsque Dominique Venturi ouvre un compte à la Deutsche Bank à Monaco en juillet 1998, il prétend être domicilié à Casablanca et exercer la profession de « producteur de patates ». Il habitait bien à cette époque une superbe résidence avenue du Prado à Marseille. Concernant sa fortune, Nick Venturi l'évalue à trois millions de dollars. Qui aurait pu imaginer que ce tubercule comestible pouvait engranger de tels profits ? Mais en mars 2001, ouvrant un nouveau compte à la Deutsche Bank, il se présente cette fois comme retraité, ayant investi dans une boulangerie-pâtisserie industrielle à Aix-en-Provence...

Son petit-fils Jean-Christophe Rapetto est apparu dans le scandale SwissLeaks en février 2015, car il possédait un compte à la banque HSBC à Genève. Un compte alimenté le 21 août 2007 par un virement du compte Baraka, ouvert à la Rothschild Bank à Monaco par son grand-père Dominique Venturi. Et le 5 décembre 2007, il recevait 377 388 dollars, venant toujours du même compte et du même établissement financier²³.

²¹. Ian Hamel, « En huit mois, je n'ai vu mes enfants que trois fois », *Le Matin Dimanche*, 10 août 2008, Sylvain Besson, « J'ai été volé, trahi et trompé », *Le Temps*, 25 août 2008.

22. Jean-Michel Verne, *Main basse sur Marseille... et la Corse*, Nouveau Monde poche, 2014, p. 16.

23. Ian Hamel, « Le parrain de la French Connection gâtait son petit-fils via HSBC », lepoint.fr, 18 février 2015.

CHAPITRE XX

Un intense lobbying auprès de l'UMP

Malgré tout, c'est bien votre présence au Cercle Concorde qui a provoqué ce cataclysme. N'était-il pas risqué d'investir dans un cercle de jeux, sachant qu'ils n'ont pas bonne réputation ?

Êtes-vous vraiment sûr que c'était ma présence ? D'abord, pour ne pas tout mélanger, il faut bien préciser que Sextius SA était une société holding suisse, propriétaire de deux Sarl françaises qui exploitaient trois restaurants, La Rotonde, Les Artistes et Le Rich. Mais elle n'avait aucun lien juridique ou organique avec le Cercle Concorde. Ensuite, le Cercle Concorde n'avait, lui, aucune réputation, puisqu'il était resté fermé pendant près de vingt ans. Il serait plus juste de dire que ce sont les cercles de jeux en général qui n'ont pas bonne réputation. Pourtant, officiellement, ils sont très étroitement surveillés par des contrôles policiers quasi quotidiens de la part de la brigade des courses et jeux, et encadrés par une réglementation des plus strictes. Je n'avais aucune raison de penser que je m'exposais, si ce n'est pour des questions « morales ».

À l'origine, je ne souhaitais aucune implication dans le Cercle Concorde. J'avais d'excellentes raisons de penser que le restaurant Le Rich pourrait être une bonne affaire grâce à la clientèle friquée attirée par le Cercle Concorde, en particulier les Asiatiques qui jouent très gros. Je le répète, je me suis laissé entraîner stupidement, par amitié et fidélité, dans un monde auquel je ne connaissais rien. La société Concorde Cadet restauration, qui allait exploiter Le Rich, a été créée en octobre 2005.

Connaissez-vous les surnoms de la brigade des Courses et Jeux ? « Corse et jeux » ou encore « La Brigade des aveugles ». C'est connu que les Corses placent souvent à la tête des cercles de jeux d'anciens fonctionnaires de police fort peu regardants.

Rassurez-vous, je ne suis pas dupe. J'ai beaucoup appris depuis mon incarcération. La plupart des flics des jeux sont achetés. Je n'ai pas hésité à

faire citer à la barre à mon procès le fameux commissaire divisionnaire Jean Pierre Alezra, le chef du service central des Courses et Jeux. Juste après, en décembre 2013, il a été démis de ses fonctions par le ministre de l'Intérieur. Le commandant en charge de la surveillance du Cercle Concorde n'a jamais rien noté de répréhensible dans son fonctionnement, même lorsque des voyous ont pris possession des lieux prétendument les armes à la main. Et c'est ce même commandant qui a ensuite auditionné Serge Kasparian, le prête-nom qui a reçu l'autorisation d'ouvrir le Cercle Cadet à l'emplacement même du Cercle Concorde²⁴ ! Depuis, Serge Kasparian a été mis en examen et incarcéré, et le Cercle Cadet fermé fin 2014.

Quant à Honoré Renon, surnommé Nono, un ancien policier de ce service, originaire de Corse du Sud, à la retraite, il avait accepté de devenir président du conseil d'administration du Cercle Wagram juste « pour faire plaisir ». Un cercle qui, selon *Le Canard enchaîné*, servait de banque au grand banditisme corse. On dit que la Brise de mer récupérait 100 000 à 200 000 euros en liquide chaque mois !²⁵.

À l'exception de celui d'Enghien-les-Bains, les casinos sont interdits à cent kilomètres autour de Paris depuis 1920. C'est l'État français qui a confié, au lendemain de la dernière guerre, la gestion des cercles de jeux aux résistants corses pour les remercier de leur engagement contre l'occupant. Le saviez-vous ?

C'est ce que j'ai appris depuis. Des liens très solides se sont noués dans les maquis pendant la guerre. Si une partie des voyous collaborait avec les Allemands, l'autre partie les combattait. Cet engagement armé n'a rien d'étonnant : le milieu a l'habitude de banaliser la violence, de mépriser la mort. Ensuite, quand vous sauvez la vie de quelqu'un, celui-ci vous en est éternellement redevable, même si vous êtes un truand.

Par chance pour les Corses, beaucoup de résistants ont rapidement intégré les hautes sphères de la politique française. Ajoutez qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les Corses ont eu une autre occasion de s'illustrer, en assurant la protection et la sécurité des politiciens socialistes ou de droite qui combattaient le très puissant parti communiste. En récompense, les voyous ont hérité des cercles de jeux, qui s'ajoutaient à leurs autres occupations, comme la prostitution, les machines à sous, la drogue ou la contrebande de tabac.

Marcel Francisci, grand résistant, aurait fait la connaissance de l'ancien Premier ministre Jacques Chaban-Delmas dans le maquis. Cela l'a bien protégé pendant des années, alors qu'il était soupçonné par les Américains d'être le cerveau de la French Connection. Il dirigeait plusieurs cercles de jeux à Paris, dont le Cercle Haussmann. Il n'a jamais eu une seule condamnation, mais il a été assassiné en 1982 en sortant d'un parking avec sa Jaguar blanche ! J'ai même appris récemment que *Corse-Matin* avait pleuré un homme « qui porte le fardeau d'une vie de gentillesse, de main tendue »²⁶. Son frère Antoine Francisci a repris le cercle Haussmann, qui a été fermé en 2011. Quant au neveu, Marcel Francisci, patron de la fédération UMP de Corse du Sud, et grand ami de Nicolas Sarkozy, il présidait l'Aviation Club de France, qui a été fermé l'année dernière²⁷.

*Dans son livre « La guerre des parrains corses », Jacques Follorou, journaliste au « Monde », écrit que, si les Corses ont la haute main sur les cercles, c'est aussi en raison d'une règle non dite qui veut que les établissements de jeu ne puissent pas fonctionner sans protection de voyous*²⁸.

Ce journaliste n'a sans doute pas tort. Il suffit de s'intéresser à ce qui s'est passé ces dernières années dans les cercles, pas seulement au Cercle Concorde.

Mais en ce qui concerne le Cercle Concorde, le coup de pouce pour favoriser sa réouverture serait venu de qui ? En effet, les Renseignements généraux avaient donné une appréciation très défavorable en 2004. « Le Canard enchaîné » écrit que le feu vert a été donné « malgré les soupçons policiers – communiqués oralement et par écrit – sur la nature des actionnaires et sur la lutte opposant déjà deux familles corses pour le contrôle de l'établissement »²⁹. L'avis favorable du ministère de l'Intérieur a été donné le 19 juillet 2005. Une autorisation valable un an.

Le premier Cercle Concorde a fonctionné de 1978 à 1988. Installé avenue des Champs Élysées, il était dirigé par Edmond Raffali, originaire de Canavaggia. Il avait commencé comme croupier en 1957. À la réouverture du second cercle, les autorités ont préféré qu'Edmond Raffali quitte la présidence. Les raisons ? Il avait été mouillé dans l'affaire du Carrefour du développement. Edmond Raffali était un proche de l'ancien ministre Charles Pasqua. C'est même lui qui aurait remis un vrai-faux passeport à Yves Chaliier lors de sa fuite. On préférerait que, quoique relaxé dans cette

affaire, il fasse profil bas. Edmond Raffali a été remplacé en 2006 par un assureur, Jean-Pierre Mocheff. Mais rapidement, en août 2007, c'est Jean-François Raffali, le fils d'Edmond, qui a pris la place.

Pour répondre plus précisément à la question, il se disait qu'Edmond Raffali, décédé en mars 2008, faisait un intense lobbying depuis des années auprès des néogaullistes, du RPR puis de l'UMP, pour rouvrir son cercle.

Derrière l'histoire du vrai-faux passeport donné à Yves Chalié, ancien chef de cabinet du ministre socialiste de la Coopération, passeport qui lui a permis de s'enfuir au Brésil, se profilent effectivement des proches du Corse Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, élu des Hauts-de-Seine. Et quel est le ministre de l'Intérieur lorsque le Cercle Concorde obtient son autorisation par un arrêté du 19 juillet 2005 ? Nicolas Sarkozy, également élu des Hauts-de-Seine, très proche des Corses. A-t-il fallu donner aux bonnes œuvres de l'UMP pour permettre l'ouverture du Cercle Concorde ?

Je rappelle que l'ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel de Marseille évoque d'une part, une « tolérance administrative accablante ». D'autre part, concernant la répartition du produit d'exploitation du Cercle Concorde, le document parle d'un proche des Raffali, un certain « Monsieur Charles », qui pourrait être Charles Pasqua.

Dans cette affaire, plusieurs noms ont effectivement été cités, outre ceux de Nicolas Sarkozy et de Charles Pasqua, les journaux parlaient de l'ancien judoka David Douillet, présenté comme un « poids lourd du sport de haut niveau », de Bernard Laporte, présenté comme un « familier du cercle de jeux parisien Haussmann et des casinos », et de Patrick Devedjian, surnommé « l'Arménien » dans les écoutes téléphoniques. Sans que personne ne soit en mesure d'apporter la moindre preuve concernant ces accusations. Comme je l'ai déjà dit, je connaissais Patrick Devedjian pour l'avoir rencontré plusieurs années auparavant lorsque je travaillais pour le groupe Thomson CSF en Suisse.

Mais en ce qui concerne cet éventuel coup de pouce qui aurait permis la réouverture du Cercle Concorde, je ne peux pas répondre à cette question. S'il y a eu des « tractations », je n'y ai pas participé. En revanche, je suis sûr d'une chose, c'est que la réponse est forcément corse.

Pouvez-vous être plus précis ?

Non. La vérité, je ne la connais pas. En revanche, l'ouverture du Cercle Concorde est très vraisemblablement liée à des services qu'ont pu rendre

des Corses, ou qu'ils pourraient offrir plus tard. À ma sortie de prison en août 2008, la presse m'a déjà posé la question. J'ai répondu que la seule chose que je savais, « c'est que les cercles de jeux vont aux Corses depuis cinquante ans ».

Dans un autre dossier ayant trait au Cercle Wagram, lisez l'ordonnance de renvoi des juges Serge Tournaire et Hervé Robert : elle souligne l'apparition à plusieurs reprises dans le dossier de Bernard Squarcini, un Corse très proche de Nicolas Sarkozy, à l'époque directeur central du Renseignement intérieur. Bernard Squarcini, qui coiffait la sous-direction des courses et jeux, assistait au départ à la retraite du Corse Nono Renon, qui s'est ensuite recyclé à la présidence du conseil d'administration du Cercle Wagram³⁰. Les magistrats ont feint de découvrir des liens entre le milieu corse et le milieu policier, alors qu'ils existent depuis des décennies.

Je l'ai déjà évoqué : les voyous, en particulier corses, sont très utiles pour rendre des services inavouables à des personnalités haut placées, comme effacer des preuves, compromettre des adversaires politiques... Les voyous savent tout, comme le nom, le prénom et le domicile de votre maîtresse, le jour et l'heure où vous lui rendez visite. Si le grand banditisme corse existe et surtout perdure, c'est forcément qu'il entretient des relations, sinon des complicités, avec des élites politiques, des industriels, des financiers, et surtout des acteurs de la répression, des policiers, des juges, des douaniers. Pour neutraliser au maximum la répression, il faut corrompre les élites.

Ça sert à quoi de connaître le nom de la maîtresse d'une personnalité ?

Imaginez qu'un juge d'instruction accuse dans son bureau au tribunal une personne mise en examen de ne pas dire la vérité. Si l'inculpé, du tac au tac, répond au magistrat : « vous aussi vous mentez, vous ne dites pas à votre femme Françoise que vous avez une maîtresse, qui se prénomme Monique », vous pouvez être certain que le pauvre juge va rapidement être désarçonné. Il sait qu'un voyou ose tout. De la même façon qu'il a demandé à l'un de ses copains de filer pendant deux semaines le magistrat, il peut aussi s'arranger pour que l'épouse trompée apprenne la vérité, en lui faisant passer anonymement des photos compromettantes de son cher mari volage.

Lors du procès en 2013, Paul Lantieri a évoqué un entretien avec une personne du ministère de l'Intérieur qui lui aurait dit que cette autorisation était « une chance inouïe », car il n'en accorde plus. Vous a-t-il parlé de cette dame importante au ministère de l'Intérieur³¹ ?

Non. Mais le ministère de l'Intérieur a continué à accorder des autorisations. La preuve, il en a donné une au Cercle Cadet, qui s'est ouvert sur l'emplacement même du Cercle Concorde, rapidement après sa fermeture. Nous en reparlerons.

24. Xavier Monnier, « Le maquis du cercle Cadet », Bakchich.info, 26 novembre 2014.

25. Didier Hassoux, « Le Cercle Wagram engraisait une batterie de poulets », *Le Canard enchaîné*, 18 septembre 2013.

26. Pascal Ceaux et Eric Pelletier, « Ces cercles où rien ne va plus », *L'Express*, 4 mars 2015

27. Vincent Monnier et Olivier Toscer, « L'Aviation a les jetons », *L'Obs*, 24 décembre 2014.

28. Jacques Follorou, *La guerre des parrains corse*, J'ai Lu, 2014, p. 174.

29. Jean-François Julliard, « La curieuse myopie de l'Intérieur sur le cercle de jeux Concorde », *Le Canard enchaîné*, 2 janvier 2008.

30. Ariane Chemin, « Cercle Wagram : un ex-flic des RG mis en examen », *Le Monde*, 13 mars 2012.

31. David Coquille, « Direct : le procès du Cercle Concorde », *La Marseillaise*, 13 juin 2013.

CHAPITRE XXI

La tuerie des Marronniers

C'est surtout l'assassinat de Farid Berrhama, dit le rôtiisseur, un voyou de l'étang de Berre, le 4 avril 2006, qui va, indirectement, après un long processus, provoquer la fin du Cercle Concorde et votre arrestation.

Peut-être. Farid Berrhama s'est fait cribler de balles dans le bar des Marronniers, dans le quartier Saint-Just, dans le 13^e arrondissement de Marseille, alors qu'il regardait un match de foot avec deux de ses proches, par une dizaine d'hommes portant des cagoules. Il n'a, dit-on, même pas eu le temps de se défendre. Le problème, c'est qu'une balle a ricoché et un tiers a été touché au genou gauche. Le soir même, Paul Lantieri est contacté (alors qu'il se trouve à Paris) pour faire admettre à la clinique Clairval à Marseille le blessé. Celui-ci se présente aux urgences sous le faux nom de Patrick Simeoni, prétendant avoir eu un accident de moto. Paul Lantieri a contacté à la clinique Ange-François Vincentelli, un neurochirurgien d'origine corse. Le lendemain matin, le blessé a disparu. Les analyses du sang retrouvé dans le bar révèlent qu'il s'agit d'Ange-Toussaint Federici, dit ATF, officiellement un éleveur de brebis corse. Mais que les instances judiciaires soupçonnent d'être le chef des « bergers braqueurs de Venzolasca »³².

Pourquoi des Corses se débarrassent-ils de Farid Berrhama ?

Je vous rappelle tout d'abord que Ange-Toussaint Federici a certes été lourdement condamné en appel, mais il clame toujours son innocence. Beaucoup de journalistes ont présenté Farid Berrhama comme un vrai cinglé, un fêlé comme on dit dans le Midi, qui n'avait peur de rien, pas même des Corses. Il répétait même, m'a-t-on dit, qu'il les « enculait ». Les enquêtes ont démontré que cette tuerie avait comme arrière-plan le contrôle des machines à sous autour de l'étang de Berre. Certains ont pu marcher dans les plates-bandes des autres. Ce sont des affaires florissantes. Selon la presse, Farid Berrhama devait son surnom, le Rôtiisseur, à la technique qu'il avait mise au point, qui consistait à descendre ses ennemis, puis à faire

brûler leurs corps dans des coffres de voiture afin de faire disparaître les traces. Peut-être un autre mythe...

Ce n'était certainement pas un « tendre », mais on dit qu'il possédait un sens aigu de la famille. Farid Berrhama était considéré comme un « chef de tribu ». Il faisait vivre une vingtaine de neveux et de nièces qui défendent aujourd'hui sa mémoire dans les médias. L'une de ses nièces passe ses journées et ses nuits à adresser des mails d'insultes sur tous les sites internet qui lui passent sous la main à ceux qui osent émettre des opinions négatives sur feu Farid Berrhama.

Pour revenir à l'intervention de Paul Lantieri, que s'est-il passé ?

Non seulement du sang au bar des Marronniers, mais aussi des traces d'ADN identifiées à la clinique à Marseille prouvent qu'Ange-Toussaint Federici était bien présent lors de la tuerie. Il est arrêté le 12 janvier 2007 à Paris, alors qu'il est en compagnie de son lieutenant Jacques Buttafoghi, dont nous reparlerons plus tard, mort assassiné en novembre 2009 à Calenzana, en Haute-Corse. Paul Lantieri est lui aussi arrêté à Aix-en-Provence, mis en examen pour recel et association de malfaiteurs, mais laissé libre à l'issue de sa garde à vue par le juge de la détention et des libertés. En revanche, les policiers marseillais ne vont plus le lâcher. D'autant qu'il était déjà sur écoute depuis l'été 2006. Bien évidemment, en ciblant ses relations d'affaires, la police découvre rapidement mon existence.

Comment expliquez-vous qu'il ne soit pas incarcéré en janvier 2007, simplement placé sous contrôle judiciaire ? « Le Canard enchaîné » raconte qu'il « ressort libre, à la surprise des enquêteurs, et s'en retourne à ses activités artistiques »³³. Même interrogation à la fin de l'année 2007 : Paul Lantieri est le seul à échapper au coup de filet autour du Cercle Concorde, alors que tous les autres protagonistes sont arrêtés. Il va ensuite être introuvable pendant cinq ans et demi malgré un mandat d'arrêt international.

On peut imaginer qu'il possède certaines relations haut placées dans la police. Ensuite, il n'a jamais été recherché avec beaucoup de pugnacité. Certains indices me laissent penser qu'il a pu passer du temps au Maroc. Comme il ne parle aucune langue étrangère, il ne pouvait se « cacher » que dans un pays francophone.

Vous laissez entendre que Paul Lantieri aurait été renseigné par la police. C'est grave.

L'information n'est pas de moi. Elle a été publiée dans la presse. En novembre 2007, Paul Lantieri a été prévenu de l'opération policière. Ensuite, Gérard Guilpain, l'ancien patron de la PJ marseillaise apparaît dans les écoutes du dossier Concorde. Il appelle notamment Michel Dary, un proche de Paul Lantieri, le 1^{er} avril 2008 pour lui dire : « Les amis qui veulent des misères à qui tu sais [...] ont été interpellés aujourd'hui [...], moi je te dis, puisque je t'en avais parlé »³⁴. Curieusement, ces fuites policières n'ont donné lieu à aucune enquête interne.

Il est nettement plus chanceux qu'Ange-Toussaint Federici qui a écopé de 30 ans de réclusion.

Ange-Toussaint Federici a reconnu qu'il se trouvait bien au bar des Marronniers ce soir-là. Mais selon lui, c'était un pur hasard. Il était en train de boire un verre d'eau en attendant un ami, quand les tueurs ont ouvert le feu, l'atteignant au genou. En 2010, reconnu coupable de l'assassinat des trois hommes, il a été condamné à 28 ans par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône. En appel dans le Var, sa peine a été aggravée le 16 octobre 2012 : 30 ans de réclusion criminelle assortie d'une période de sûreté de 20 ans. Les multiples rétractations de témoins durant le procès ont peut-être aggravé son cas. Pour le ministère public, ces revirements étaient le résultat « des menaces et des intimidations ».

La justice française ne vous a jamais mis en cause dans la tuerie des Marronniers. Comment expliquez-vous que le documentaire Marseille, capitale du crime ?, diffusé sur la chaîne 13^{ème} Rue en décembre 2014, puisse citer votre nom ?

C'est tout simplement un scandale, car je n'ai jamais été contacté avant la diffusion de ce documentaire. Ni par le réalisateur Laurent Bergers ni par le présentateur Frédéric Diefenthal. Ils se permettent de citer mon nom, « un personnage tout propre : un banquier suisse, François Rouge », puis d'ajouter qu'il « existait une alliance entre un tenancier de bar corse, une bande de malfaiteurs corses et un banquier suisse ». Plus grave encore, ils diffusent mon portrait !

Or, à aucun moment ni la police ni la justice ne me reprochent ni de près ni de loin d'avoir un lien avec cette affaire. Ces inconscients se rendent-ils

compte que ce genre d'horreurs pourraient mettre ma vie en danger ? Heureusement, j'ai appris grâce à certains contacts à Marseille que les « Arabes » ne me considéraient pas comme responsable de la mort de Farid Berrhama, à juste titre ! (lire ci-dessous les extraits du documentaire concernant François Rouge).

En mettant sur écoute Paul Lantieri, que découvrent les policiers ?

Lorsque Paul Lantieri est appelé après la fusillade des Marronniers pour trouver une clinique pouvant accueillir un blessé corse, il dînait au domicile de François Gontier, propriétaire des murs abritant à la fois le Cercle Concorde et le restaurant Le Rich. Entendu en janvier 2007, Paul Lantieri explique qu'il est à la fois le gérant du Rich, filiale du restaurant La Rotonde, appartenant à Sextius, et qu'il a un mandat de maître d'ouvrage du Cercle Concorde, qui a ouvert ses portes le 11 juillet 2006. Le restaurant suit en novembre 2006. L'inauguration officielle du Cercle Concorde a lieu le 30 novembre 2006, en présence de très nombreuses personnalités du monde politique et du show-biz.

Farid Berrhama, la terreur de l'étang de Berre³⁵

Né le 20 mai 1966, le Rôtisseur a eu une vie aussi courte que mouvementée. Son père, un Algérien qui a donné naissance à neuf enfants, était mineur à Gardanne, citée minière située entre Marseille et Aix-en-Provence. Le journaliste Philippe Pujol raconte qu'il se savait plus ou moins condamné par un cancer de l'estomac, ce qui le poussait à prendre tous les risques et à menacer les plus grands voyous de Marseille. Lors d'un premier séjour en prison, il fait la connaissance d'Antoine Cossu, dit Tony l'Anguille, le beau-frère de Francis le Belge, qui, le jugeant complètement fou mais fort compétent, lui met le pied à l'étrier.

De petit braqueur, il se rêve dorénavant star du grand banditisme. Il n'a plus de limites, il veut tout, machines à sous clandestines autour de l'étang de Berre, mais aussi trafic de drogue avec la Colombie et le Mexique. Il se retrouve à nouveau en prison en Espagne en 2001, avant d'être extradé pour la France en 2004. En avril 2005, le tribunal correctionnel d'Aix-en-Provence le relaxe pourtant d'une condamnation de dix ans de prison pour « association de malfaiteurs dans une affaire de placements de machines à sous ». Malgré son surnom de Rôtisseur, et sa soi-disant technique macabre du « barbecue », il faut souligner que la police n'a jamais pu prouver les multiples meurtres qui lui sont attribués. *Libération* raconte que selon les écoutes téléphoniques, les éliminations physiques étaient appelées « bouillabaisse » ou « feux d'artifice », et les victimes, « dames » ou « fiancées ». Cela pouvait ainsi donner : « La dame a mangé les langoustes comme prévu ».

Le problème, c'est que Farid Berrhama « se fout des convenances. Il poursuit son règne de terreur. Et se trompe de cible », constate Lætitia Sarioglou, journaliste à *La Provence*³⁶. Le 23 mars 2006, Roch Colombani, un voyou corse, se prend 70 balles de kalachnikov. Selon la police, le cadavre n'est pratiquement plus reconnaissable. Pour les Corses, le responsable du meurtre ne peut être que le Rôtisseur. Pour ne pas le manquer, les Corses se sont mis à une dizaine pour l'abattre le 4 avril 2006, à coups de rafales de tirs de kalachnikov, de fusils à pompe et de pistolet semi-automatique, ainsi que deux de ses lieutenants, Radouane Baha, 27 ans, et Heddie Djendeli, 31 ans. Farid Berrhama n'avait que 39 ans. Il « appartenait à un milieu où l'on ne règle pas les conflits devant les juridictions », rappelle le journaliste Bruno Aubry dans *Parrains du siècle. Destins et déclin*³⁷.

Marseille, capitale du crime ?

Les propos exacts tenus dans ce documentaire sont les suivants :

« Les flics sont partis de cette tuerie, explique Xavier Monnier, journaliste et auteur, en voulant comprendre absolument pourquoi les Corses avaient voulu tuer Farid Berrhama, et qui, dans la mouvance, avait fait ce choix. La piste des tueurs passait par Marseille et – surtout – par Aix-en-Provence. Ce commando avait fait appel à un homme du nom de Paul Lantieri. Ce Paul Lantieri, on le trouve présent à la fois à Aix-en-Provence, à la brasserie La Rotonde, mais aussi au Cercle Concorde, à Paris, dont il est le directeur. À partir de ces éléments, les enquêteurs en sont convenus : « il se passe quelque chose de bizarre au Cercle Concorde ». Très vite, on a retrouvé des traces d'ADN sur la scène du crime des Marronniers – l'un des assaillants a pris une balle. L'ADN de ce blessé était connu des services de police, puisque c'était celui d'Ange-Toussaint Federici. Et en continuant d'enquêter, on a découvert que les Federici avaient eux aussi des intérêts dans le Cercle Concorde. Et il y a un troisième personnage qui est apparu. Un personnage tout propre : un banquier suisse, François Rouge. On s'est rendu compte que François Rouge connaissait Lantieri depuis longtemps, qu'il l'avait aidé à monter sa brasserie aixoise et, plus tard, le Cercle Concorde à Paris. Et à partir de ce moment-là, il y avait forcément quelque chose à creuser. Federici et Lantieri étaient connus des services de police, et ils avaient réussi – contre toute attente – à obtenir une autorisation pour ouvrir un cercle de jeux à Paris ! ».

En effet, en novembre 2006, le Cercle Concorde de la rue Cadet, à Paris, avait ouvert ses portes avec la bénédiction du ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy. Et il était inauguré en présence de Jean Reno et de la princesse Caroline de Monaco. Officiellement, c'est une association à but non lucratif. En fait, c'est une machine infernale pensée pour blanchir l'argent sale...

Toutefois, interrogé par l'auteur de ce livre d'entretiens en février 2015, Xavier Monnier a tenu à préciser que François Rouge n'avait rien à voir avec la tuerie des Marronniers et que le montage qui avait été fait de ses propos dans le documentaire diffusé sur la chaîne 13^{ème} Rue « est plus que sujet à caution ».

32. Yves Bordenave, « La tuerie du bar des Marronniers de Marseille », *Le Monde*, 3 novembre 2010.

33. Jean-François Julliard, « La curieuse myopie de l'Intérieur sur le cercle de jeux Concorde », *Le Canard enchaîné*, 2 janvier 2008.

34. Xavier Monnier, « Les fuites de flics au cercle font pschitt », Bakchich.info, 19 novembre 2010.

35. Concernant le parcours criminel de celui qu'on appelait aussi l'Indien, à cause de sa coiffure, lire également « Farid le Rôtisseur paie l'addition », Michel Henry, *Libération*, 6 avril 2006, et « Farid Berrhama, dit l'Indien », Roger Caviardi, Bakchich.info, 4 novembre 2007.

36. Laetitia Sarioglou, « Les parrains se rebellent et soldent les comptes », *La Provence*, 15 juillet 2007.

37. L'Express poche, 2013, p. 324.

Personne ne comprend rien au blanchiment

Apparemment, il y avait du très beau linge à l'inauguration du Cercle Concorde

Effectivement. C'est Paul Lantieri qui s'en est occupé. On se bousculait au 9 de la rue Cadet, au siège du cercle. C'était un événement jugé suffisamment people pour être couvert par *Le Figaro* : Jean Reno, Thierry Ardisson, Yvan Attal, Christophe Duggary, Guy Mariani, mais aussi des élus corses et d'Aix-en-Provence, notamment Maryse Joissains, maire de la ville, Alexandre

Medvedowsky, conseiller municipal. Sans oublier, bien évidemment, la princesse de Hanovre, autrement dit Caroline de Monaco, venue « par amitié pour Lantieri, l'un des dirigeants de l'établissement ». Je n'ai pas répertorié tous les invités, mais certains citent également les noms d'Enrico Macias, d'Olivier Martinez, de Bernard Kouchner et de sa femme, Christine Ockrent.

Preuve que le Cercle Concorde n'était pas pestiféré au moment de son inauguration. Il n'était donc pas forcément malhonnête d'investir dans un cercle de jeux autorisé avec la bénédiction du ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy. J'ai la liste des invités, mais je peux vous confier qu'elle n'est pas complète. Moi-même, comme certains de mes amis, nous n'y figurons pas, alors que nous étions bien présents. C'était Paul Lantieri qui accueillait les invités. La sécurité ne vérifiait pas vraiment les noms.

Parmi les invités, il ne faudrait pas oublier Roland Cassone, présenté au choix dans la presse comme « la dernière légende du milieu marseillais » ou comme le « présumé parrain du milieu marseillais ».

Tout à fait. Il était là, car il connaissait Paul Lantieri depuis six ou sept ans. En revanche, je ne l'ai rencontré pour la première fois que le 4 mai 2007,

quand ça commençait à sentir le cramé au Cercle Concorde. On prête beaucoup et surtout beaucoup trop à Roland Cassone. Il a été mis en cause dans cette affaire, alors qu'il n'a jamais mis d'argent dans le Cercle et qu'il n'en a pas davantage retiré de profits.

J'ajoute que certains écrivent n'importe quoi sur lui, sans le connaître et sans jamais l'avoir approché. J'ai lu par exemple qu'il se déplacerait en Mercedes blindée et qu'il habiterait dans une villa-bunker à Simiane-Collongue, présentée comme le Beverly Hills des truands marseillais. C'est un tissu d'âneries. C'est tout aussi idiot de prétendre qu'il ressemble « à Marlon Brando dans *Le Parrain* ».

Ne jouez tout de même pas les naïfs, le Cercle Concorde portait le nom d'Association pour la communication et les relations humaines. Sa finalité était de « promouvoir l'idéal républicain ». Il s'agit tout de même d'un objet aussi vertueux que totalement fictif. Vous ne vous êtes pas engagé dans cette opération dans le dessein d'« œuvrer pour la réalisation des États-Unis d'Europe ».

Bien sûr que non. J'ai investi beaucoup d'argent dans ces restaurants et dans le Cercle Concorde avec la ferme intention d'en retirer ensuite d'importants profits. Mais que je sache, il n'y a absolument rien d'illégal dans ma démarche. Même si on a parlé de « cupidité » en ce qui me concerne au procès à Marseille en juin 2013, ce n'est pas un délit. Si les cercles de jeux étaient forcément des machines à blanchir de l'argent sale, pourquoi le gouvernement français ne les interdit-il pas depuis tout ce temps ? À quoi servaient les policiers du Service central des Courses et Jeux de la Direction centrale de la police judiciaire, payés pour justement surveiller les cercles de jeux ? Je me souviens qu'à la même époque, François Trucy, sénateur UMP de Toulon, avait rendu un rapport assurant que « le monde des casinos et des cercles de jeux est devenu très transparent », et que « la situation dans les cercles de jeux parisiens ne suscite ni critiques ni inquiétudes particulières ».

Si les cercles de jeux ont été autorisés par une ordonnance de 1947, ils fonctionnent sous le régime des associations, loi de 1901. Une association doit forcément avoir un but utile, pourquoi pas la promotion de l'idéal républicain, même si cela peut prêter à rire ? Un autre cercle parisien, L'Aviation club de France, aujourd'hui fermé, prétendait bien « venir en aide aux veuves et orphelins des aviateurs ».

Malgré tout, ne pouvait-on pas se poser des questions en épluchant la liste des membres « bienfaiteurs » ?

A priori, non. C'étaient des hommes d'affaires, un ancien chef d'entreprise, un retraité du ministère des Finances, un architecte d'intérieur, des personnes presque toutes liées à Paul Lantieri et à sa famille. À sept, ils ont mis sur la table 700 000 euros. À ma connaissance, ces investisseurs « philanthropes » – comme la justice les a qualifiés – possédaient des casiers judiciaires vierges. Pour quelles raisons aurais-je mis en cause leur moralité et me serais-je opposé à leur venue ?

Il y a tout de même un personnage qui ne manque pas d'intriguer. Il s'agit de Marcel Ciappa, qui met 295 000 euros dans le Cercle Concorde. Officiellement spécialisé dans le recouvrement de créances, il est présenté par la justice comme un « tueur professionnel », déjà condamné pour association de malfaiteurs et escroquerie. Marcel Ciappa va d'ailleurs être lui-même assassiné en septembre 2007 sur son lit d'hôpital à Aubagne.

Marcel Ciappa a effectivement investi cette somme en espèces dans le Cercle, tout au moins à en croire les explications que m'avait données Paul Lantieri. Il s'agissait d'euros et de dollars, venant d'une banque suisse. Mais je ne connaissais pas son identité. Paul Lantieri m'avait seulement donné son prénom, Marcel. L'argent a servi, à hauteur de 225 000 euros, à payer en espèces les fournisseurs et les travaux du Cercle. Je le reconnais. Mais à l'époque, j'ignorais absolument tout de la réputation du personnage. Effectivement, son meurtre a noirci le tableau général. Il s'est fait flinguer par des truands déguisés en médecins dans une clinique où il était hospitalisé pour s'être blessé durant l'été 2007 dans des conditions assez obscures. Une fois encore, je n'y suis absolument pour rien.

Comment gagne-t-on de l'argent dans un cercle de jeux ?

Le Cercle Concorde comptait trois tables de Stud poker – une variante du poker, où chaque joueur reçoit cinq cartes, une carte fermée et quatre cartes ouvertes – trois tables de poker, une table de Punto Banco – un jeu de cartes inspiré du baccara – et une table de billard multicolore. Les recettes viennent d'abord des cagnottes des parties, puis des pourboires, des recettes du bar et des cotisations annuelles versées à l'association par les membres. Vous vous doutez, bien évidemment, que les recettes principales

proviennent en fait des gains réalisés par les « banquiers », qui tiennent certaines tables.

Le « banquier » est le personnage central des tables de jeux. Il s'agit d'un joueur « lourd » qui endosse le rôle de la banque et joue contre les clients. Le « banquier » est une sorte de joueur partenaire du cercle, qui met une somme déterminée en jeu. Il retire les bénéfices ou il supporte les pertes en fin de partie, en liquide. Il s'agit de sommes « non déclarables et non fiscalisables ». Ce sont en fait ces « banquiers » qui sont la pierre angulaire des profits issus des cercles. J'avais un accord oral avec les dirigeants du cercle concernant la répartition des gains des « banquiers ». Enfin, c'est ce que je croyais ! J'étais un investisseur passif, extérieur à la direction du Cercle Concorde.

En fait, les « banquiers » sont de mèche avec les propriétaires du cercle ?

Bien évidemment. On peut dire poliment qu'ils sont « proches » des propriétaires. Mais bien souvent, ce sont des salariés occultes de l'établissement, chargés de faire perdre les joueurs. Neuf fois sur dix, les « banquiers » gagnent. Or, la réglementation interdit à un cercle de jeux d'assurer le rôle de banquier et d'affronter à ce titre les joueurs. Les mauvaises langues prétendent que c'est une manière légale de plumer les autres joueurs, de les truander. En suivant ce raisonnement, on pourrait faire des procès en escroquerie à tous les propriétaires de cercles de jeux, ou de casinos.

Ces gains n'étant soumis à aucun contrôle, est-ce par ce biais que les cercles peuvent blanchir de l'argent, et notamment celui provenant de trafics non avouables, prostitution, racket, drogue, que se disputent les clans corses ³⁸ ? En clair, il s'agit bien là de la tirelire du gangstérisme corse, comme l'affirment généralement les médias, les policiers et les magistrats ?

C'est effectivement ce que je lis partout depuis des années, et ça me fait hurler de rire, car tous ces gens, bien souvent, ne comprennent absolument rien au blanchiment. C'est vrai qu'il est possible de sortir une masse d'argent mal gagné au moment de l'achat d'un bien et de son aménagement, en payant une partie au black. Mais ensuite ? Dans un cercle de jeux, les joueurs arrivent avec de l'argent liquide et repartent avec de l'argent liquide. Où pourrait bien intervenir le blanchiment ? Expliquez-moi le mécanisme, la manipulation ? Heureusement, Christine Mée, la présidente

du tribunal correctionnel, a très bien su faire la part des choses. Elle ne s'est pas arrêtée à ce grand cirque médiatique qui voudrait que Corses + cercle de jeux + banquier suisse = forcément blanchiment.

Expliquez-nous alors le blanchiment.

C'est quoi finalement le blanchiment ? C'est s'arranger pour que de l'argent sale puisse entrer dans des circuits fréquentables. Un exemple : j'achète un café, un restaurant ou un hôtel en payant une partie au black. Le black provenant d'un trafic de drogue. Ensuite, six mois après, je revends cet établissement. Eh bien, l'argent gagné est devenu propre ! En revanche, imaginez le petit dealer qui arriverait au cercle de jeux avec deux sacs pleins de billets froissés. Lorsqu'il s'en va, soit il a perdu et il repart avec un sac, soit il a gagné, et il repart avec trois sacs. Quel est l'intérêt ? Ce serait plutôt du noircissement. Le fric n'est pas plus propre que lorsqu'il est rentré. Malheureusement, beaucoup de pseudo-spécialistes ne comprennent absolument rien au blanchiment.

Question indiscrete : cela vous est-il arrivé de verser des millions au black ?

Oui. Je me souviens par exemple de l'épisode où je devais payer 14 millions à un escroc lors de la reprise d'un établissement, il y a une quinzaine d'années. Le type voulait la moitié au black. J'ai été contraint d'aller chercher sept millions en liquide à l'UBS à Genève. L'argent tenait dans un attaché-case. Quand vous vous baladez en ville avec une telle somme, même sur les bords du lac Léman, vous n'êtes pas tranquille. J'avais donc pris une arme. Arrivé dans l'étude d'avocats où avait lieu la transaction, je m'assieds et le 9 millimètres sort de ma ceinture et tombe au sol. Vous imaginez la tête de la dizaine de personnes présentes. Il en faut moins que ça pour vous forger une réputation de gangster. Je fais confiance aux témoins de la scène, ils ont dû la raconter à tout le monde au moment de mon incarcération. En revanche, aucun, parmi ces personnages fort respectés dans la cité de Calvin, ne s'est offusqué que mon vendeur – un escroc – puisse repartir tranquillement avec sept millions de francs suisses au black.

Bien entendu, j'ai fait beaucoup d'affaires au black. Ce n'est pas très noble, mais je ne demande pas le pardon.

Une autre question indiscrete : un million de francs suisses en liquide par exemple, ça prend beaucoup de place ?

Non, pas beaucoup. Imaginez une grosse brique, si ce sont des billets de 1 000 francs, sous vide, bien serrés les uns contre les autres.

38. Damien Delseny, « Polar corse sur tapis vert », *Aujourd'hui en France*, 5 décembre 2012.

Toujours l'ombre des parrains corses

Revenons au Cercle Concorde. Si ce n'était pas pour blanchir, pourquoi vous y êtes-vous impliqué ?

Mais simplement pour gagner de l'argent, de préférence beaucoup. À l'origine je devais percevoir 22,5 % des gains des « banquiers » au Cercle (c'est-à-dire pour moi et pour les personnes qui m'avaient avancé des fonds). Certains annonçaient que le cercle aurait pu rapporter 15 000 euros par jour ! J'ai même entendu le chiffre de 600 000 euros pour les deux premiers mois d'activité. Plus précisément, de juillet à décembre 2006, le chiffre d'affaires du cercle atteignait 1 422 060 euros. Pour mon malheur, je n'ai pas retiré un centime de cette opération.

D'ailleurs la justice française ne me reproche pas d'avoir voulu blanchir de l'argent sale. Le tribunal a également reconnu que je n'étais pas impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du cercle. Pour preuve, contrairement aux autres protagonistes, j'ai été relaxé pour toutes les infractions fiscales et douanières. Je passe peut-être pour un imbécile, mais je me suis fait totalement posséder dans cette histoire.

Si je comprends bien, l'État ne perçoit des taxes que sur le montant des cagnottes que consent à déclarer l'association. C'est-à-dire sur presque rien du tout. Contrairement à ce qui se passe dans les casinos, l'argent qui circule dans les cercles est incontrôlable.

Il vaudrait mieux se poser une autre question : pourquoi l'État laisse-t-il faire depuis des décennies ? Comme je l'ai dit précédemment, la réponse est plus que vraisemblablement corse.

Apparemment, la gestion du Cercle ne s'est jamais faite dans la joie et la bonne humeur. Très vite on assiste à une guerre de clans. Des clans corses comme il se doit. Des affrontements particulièrement violents.

Le directeur des jeux devrait être le véritable patron du cercle. Le premier, Jean-Baptiste Sialelli, est vite remplacé dès janvier 2007 par Jean-Philippe Leneveu, le neveu d'Edmond Raffali, le fondateur du Cercle Concorde. À partir de ce moment-là, je prends conscience que le clan Raffali tente de me marginaliser, ainsi que Paul Lantieri. Ensuite, la situation n'a jamais cessé

de se dégrader, jusqu'à ce que Paul Lantieri soit carrément écarté par la force de la gestion début juin 2007. Un putsch que la brigade des Courses et Jeux a feint de ne pas voir.

Peu de temps après, Jean-François Raffali, le fils d'Edmond, prend officiellement la présidence de l'association. Et nous voyons débarquer rue Cadet Jean-François Federici, le frère d'Ange-Toussaint et Jacques Buttafoghi, son lieutenant, présentés comme deux piliers du grand banditisme corse. Alors que le chef du clan se retrouve entre quatre murs, ils sont chargés de faire régner l'ordre au sein du cercle. Interrogés par la police, tous les employés reconnaissent appeler Jacques Buttafoghi « le grand patron ».

Est-il vrai que Paul Lantieri était soupçonné par le clan Raffali d'avoir puisé dans la caisse, comme l'écrit Jacques Follorou dans « La guerre des parrains corses » ?³⁹

Avec Paul Lantieri, il faut s'attendre à (presque) tout. Chaque fois qu'il a géré la réfection d'un établissement, il s'est lancé dans des dépenses somptuaires, à Aix-en-Provence comme à Paris, faisant exploser le budget. Le livre raconte effectivement que, pour payer le surplus, il aurait puisé dans la caisse, lésant les associés, et provoquant leur colère. Pour donner un ordre de grandeur, les travaux du cercle et du restaurant devaient se monter à 1,3 million d'euros. La facture finale a atteint 3,5 millions. Ce n'est pas l'association qui pouvait payer, elle ne disposait d'aucun fonds. Je l'ai dit dès ma sortie de prison en août 2008, ce n'est pas impossible que Paul Lantieri se soit servi dans la caisse et qu'il ait lui-même lésé ses acolytes corses⁴⁰. Mais à dire vrai, je n'en sais rien.

Je l'ai déclaré lors du procès, Paul Lantieri « est un très bon chef de chantier et, à la fin, il vous livre un établissement luxueux, de très belle qualité, mais entre les deux, il y a un problème d'arithmétique ». En témoigne à La Rotonde cette cheminée faite à la feuille d'or blanc⁴¹.

Thierry Colombié dans « Les héritiers du milieu » écrit que le duo Lantieri-Rouge passe pour « les représentants de Jean-Jé Colonna ». L'homme était considéré comme le parrain de la Corse du Sud. Par ailleurs, un rapport de la direction de la police judiciaire d'Ajaccio, daté de juin 2007, évoque « une extorsion de fonds menée par Lantieri ou un investisseur occulte, probablement Jean-Jé Colonna est posée »⁴². Que répondez-vous à cette accusation ?

Elle est totalement ridicule. Je n'ai jamais vu Jean-Jérôme Colonna, qui s'est tué dans un accident de la route en novembre 2006. Et Paul Lantieri, que j'ai fréquenté près d'une dizaine d'années, n'a jamais prononcé ce nom devant moi. Vous savez, c'est tellement facile d'écrire qu'un individu est un parrain dans un rapport de police. Ensuite, la plupart des journalistes et les pseudo-spécialistes de la mafia corse reprennent l'expression, en oubliant de mener des enquêtes.

La criminalité corse

S'il n'est guère possible de parler de mafia en France (qui réclame un ensemble organisationnel centralisé et secret), en revanche, le terme de grand banditisme peut être utilisé en ce qui concerne le gangstérisme corse qui n'a jamais cessé de prospérer, malgré les déclarations répétitives de tous les ministres de l'Intérieur qui se succèdent depuis des décennies. Dans *La French Connection*, Jean de Maillard souligne dès la première page de sa préface que « le banditisme est tout, sauf seulement du banditisme »⁴³. Cette pègre nationale s'est ancrée au xx^e siècle dans une histoire politique dont elle est indissociable. Étrangement, notre société la tolère, s'en accommode, « ne lui livrant qu'une lutte intermittente, assez molle et plutôt distraite ». L'auteur du livre, Thierry Colombié, spécialiste de l'économie criminelle, cerne principalement ce que l'on a appelé « la French Connection », remise tout récemment au goût du jour par le film *La French*, où Jean Dujardin joue le rôle du juge Pierre Michel, assassiné à Marseille en octobre 1981, et Gilles Lellouche interprète le truand Gaëtan Zampa.

De 1935 à 1985, soit pendant un demi-siècle, les Corses ont tenu le marché mondial de la drogue, plus spécialement celui de l'héroïne. Ils supervisaient la production et l'exportation de cette drogue. Pourquoi cette si forte présence des Corses ? L'île est pauvre, les jeunes étaient presque contraints et forcés de partir chercher fortune ailleurs, notamment dans les ports, les grandes villes (Paris, Marseille) mais aussi dans tout l'empire colonial français, en Indochine, en Afrique du Nord. Souvent, les voyous avaient des liens familiaux avec les fonctionnaires coloniaux, notamment les douaniers. Tout le monde en profitait, en trafiquant ou en fermant les yeux. Quand les États-Unis ont commencé à prendre de vraies mesures pour lutter contre ce trafic de drogue, et que les peines de prison sont devenues trop dissuasives, les Corses « avaient gagné assez de fric pour l'investir dans d'autres trafics et dans les affaires saines », c'est-à-dire légales.

Le livre *La French Connection* insiste sur l'infiltration des voyous corses dans les mouvements politiques, principalement chez les gaullistes, qui étaient au pouvoir. Et que penser de l'interrogation suivante : « La lutte contre l'espionnage, le terrorisme ou la drogue ne peut-elle pas constituer un mobile de premier ordre, en autorisant tacitement et clandestinement des « beaux voyous » et des opérateurs de la sphère politico-administrative à créer des trésoreries indépendantes des lignes budgétaires des ministères, des « caisses noires » alimentées par des bénéfices d'activités criminelles ou criminalisées ? ». Comme depuis des décennies, le milieu a infiltré massivement la sphère politico-administrative, il profite largement aujourd'hui des marchés publics. Mais contrairement à l'Italie, c'est un thème encore fort peu investigué en France. Faut-il se demander pourquoi ?

Vincent Nouzille, dans *Le Figaro magazine*, a consacré l'année dernière un dossier de neuf pages au « Roman noir de la mafia corse ». Dominique Bucchini, ancien maire communiste de Sartène, président de l'Assemblée de Corse depuis 2010, y déclare notamment : « 150 voyous utilisent la violence comme moyen de pression et prennent la Corse en otage. Cela fait des années que cela dure. Autrefois, les parrains du milieu corse menaient leurs affaires loin de l'île, mais ils sont ensuite revenus « vivre, braquer et tuer au pays » [...] Trop longtemps, ils ont été tolérés, voire utilisés par les gouvernements contre les nationalistes »⁴⁴.

Revenant sur le meurtre de Jean Leccia, le directeur général des services du conseil général de Haute-Corse, en mars 2014 dans sa voiture, *Le Monde* a récemment évoqué les liens qui existaient

entre certains hommes politiques et les voyous dans l'île de Beauté, ce qui n'étonnera pas grand monde⁴⁵.

³⁹. Jacques Follorou, *op. cit.*, p. 180.

⁴⁰. Sylvain Besson, *Le Temps*, 25 août 2008.

⁴¹. Jean Crozier, « Le respectueux banquier suisse François Rouge et le fiasco du Cercle Concorde », *corse.france3.fr*, 10 juin 2013.

⁴². Xavier Monnier, « L'ombre du parrain plane encore sur le Cercle Concorde », *bakchich.info*, 10 septembre 2008.

⁴³. Thierry Colombié, *La French Connexion. Les entreprises criminelles en France*. Non lieu, 2012, 198 pages.

⁴⁴. Vincent Nouzille, « Le roman noir de la mafia corse », *Le Figaro Magazine*, 4 juillet 2014.

⁴⁵. Jacques Follorou, « Un assassinat qui accrédite la collusion entre politique et criminalité corses », *Le Monde*, 19 mars 2015.

L'entrée en piste de Roland Cassone

Le journaliste Bruno Aubry, qui collabore à « L'Express », fin connaisseur du milieu, écrit dans l'un de ses livres : « ententes et mésententes, alliances et mésalliances, comptes et mécomptes, trahisons, forfaitures ou autres félonies constituent le quotidien des relations humaines entre suzerains et vassaux de la pègre »⁴⁶. Que pensez-vous de son analyse ?

Cela me semble assez juste. Au risque de me répéter, ma plus grande erreur a été de m'aventurer dans un monde que je ne connaissais absolument pas. C'est seulement fin mai 2007, lorsque le clan Lantieri a été évincé par Jean-François Federici, le frère d'Ange-Toussaint, et par Jacques Buttafoghi du Cercle Concorde, que j'ai pris connaissance de certaines pièces de la procédure des Marronniers, tendant à prouver que cette bande était impliquée dans le meurtre de Farid Berrhama. Et que j'ai pris conscience des dangers que je risquais de courir en m'opposant à ces individus. Il y avait de quoi être inquiet, non ?

Je l'ai déclaré lors de ma garde à vue : ce n'est qu'à ce moment-là que j'ai compris que ces personnages, liés au grand banditisme, figuraient dès l'origine parmi les ayants droit économiques du Cercle Concorde. Vous devez vous douter que, si j'avais su ça, je n'aurais même pas mis le petit doigt dans cette affaire. Je suis peut-être un « banquier suisse interlope » comme a pu l'écrire si gentiment Marc Rivet, le vice-procureur de Marseille, mais je ne suis pas stupide.

Je le répète, faire du black ne me pose aucun problème. En revanche, m'associer avec des voyous, jamais. Ce n'est pas une question morale, c'est simplement du bon sens.

C'est assez paradoxal : à la fois on vous a présenté comme proche de deux gloires du grand banditisme corso-marseillais, Roland Cassone et Nick Venturi. C'est du moins ce qu'écrit Jean-Michel Verne, le correspondant de « La Tribune de Genève » à Marseille. Et en même temps, vous vous faites jeter dehors manu militari du Cercle par des truands de moindre envergure

Cela prouve clairement que je n'avais pas d'appuis sérieux. Je n'ai jamais rencontré Nick Venturi. En revanche, c'était bien Paul Lantieri qui l'a branché sur le restaurant La Rotonde à Aix-en-Provence, dans mon dos, sans m'en avertir. Quant à Roland Cassone, je ne suis entré en contact avec lui que peu avant le putsch de Federici et Buttafoghi, une fois encore par l'intermédiaire de Paul Lantieri.

Si vous êtes en possession des écoutes téléphoniques, vous découvrirez que son nom n'est jamais cité, on parle du « vieux monsieur ». Au tribunal, parlant de Paul Lantieri, Roland Cassone a bien précisé qu'il entretenait avec lui « des relations affectives. Un ami, on lui confie tout. Moi, je ne lui ai jamais rien confié. Mais il est d'agréable compagnie ».

Pour défendre vos intérêts, vous acceptez malgré tout de faire appel à un personnage que « Le Monde » qualifie de « vieux truand marseillais »⁴⁸. Je vous parle du fameux Roland Cassone.

Vous dites n'importe quoi ! Paul Lantieri a sollicité Roland Cassone, en me le présentant comme un homme susceptible de rétablir la paix entre les deux clans, une sorte de « juge de paix ». Une réunion a eu lieu le 4 mai 2007 à l'hôtel Park Hyatt Vendôme à Paris. Étaient présents, outre Roland Cassone, que je voyais pour la première fois, et qui ne s'est pas présenté, Edmond Raffali et son fils Philippe, Jean-Philippe Leneveu, Paul Lantieri et moi-même. La discussion a été tendue, mais il n'y a pas eu de menaces proférées. J'ai simplement rappelé que c'était moi qui avais investi des fonds. Soit c'était moi qui chapeautais le business, soit je reprenais mes billes. Edmond Raffali a reconnu qu'il ne pouvait pas me rembourser.

Nous nous sommes quittés en nous serrant la main. Jean-Philippe Leneveu a déclaré ensuite en parlant de Roland Cassone : « Cet individu a très peu parlé. Il est resté relativement en retrait. Il m'a fait penser à Marlon Brando dans *Le Parrain*. C'est pour ça que j'ai dit de lui, « du lourd, du carré, agissant à l'ancienne ». Une citation que toute la presse s'est empressée de recopier, alors que c'est une énorme connerie.

Cette rencontre n'a pas eu beaucoup d'effets, et surtout pas celui d'apaiser les tensions. Le 23 mai, Paul Lantieri et Philippe Raffali se sont battus dans les locaux du Cercle. Début juin 2007, nous étions virés du Cercle. Je n'ai revu Roland Cassone que le 12 septembre 2007, dans la région aixoise. Tout comme moi, il cherchait à démêler les explications contradictoires de Paul Lantieri.

Roland Cassone, un « parrain » très discret

Né le 30 janvier 1944 à Marseille, d'origine sicilienne, Roland Cassone reste un personnage suffisamment mystérieux pour que ses multiples biographes se trompent fréquemment sur son âge (certains lui imputent dix années supplémentaires, lui faisant voir le jour en 1934). Pour mieux le situer, il faut d'abord évoquer la personnalité de Jacques Imbert, né en 1929, surnommé Jacky le Mat, ce qui signifie Le fou dans l'argot de l'époque. Prétendument lié à la bande des Trois Canards à Paris, Jacques Imbert se serait installé ensuite à Marseille, et se serait mis sous les ordres de Gaëtan Zampa, dit Tany Zampa, le parrain local. Jacques Imbert est soupçonné d'avoir fait assassiner Antoine Guérini en 1967, sur ordre de son patron. Ce qui lui vaut d'être fiché au grand banditisme l'année suivante. Passionné de chevaux, il crée un haras avec Alain Delon au Puy-Sainte-Réparate, près d'Aix-en-Provence. Peu à peu, Jacky le Mat se brouille avec Gaëtan Zampa. Selon des sources policières, le fils spirituel de Jacques Imbert était Serge Cassone, le frère cadet de Roland Cassone.

Mal leur en a pris. Le 1^{er} février 1977, Jacky le Mat est flingué par trois hommes dans un parking à Cassis, dans les Bouches-du-Rhône. Selon la comptabilité de la salle d'opération de l'hôpital de la Timone à Marseille, il a reçu 22 projectiles. Mais l'homme a la peau dure : il s'en sort miraculeusement. Handicapé de la main droite, il apprend à tirer de la gauche. Cette agression lui vaut une consécration, du moins au niveau des médias. Outre un documentaire, intitulé *Les parrains de la côte*, diffusé en 2008, il inspire le livre *L'immortel* de Franz-Olivier Giesbert, qui sera ensuite porté à l'écran. Le film portant le même nom, réalisé par Richard Berry, est sorti en salles en 2010⁴⁹. Avec Jean Reno dans le rôle de Jacques Imbert.

Serge Cassone, en revanche, s'en sort beaucoup moins bien. Il est tué dans sa voiture le 21 avril 1978 par des hommes de main de Tany Zampa. À côté de lui dans l'automobile, Roland Cassone, atteint de trois balles, dont l'une dans la moelle épinière, en réchappe de justesse. Il reste handicapé. On comptabilisera pas moins de 150 impacts sur la voiture. La légende raconte que Roland Cassone n'aura dorénavant qu'une obsession, celle de venger son frère. « Je me suis protégé », se contente-t-il de concéder à ses proches. « Je suis victime d'un attentat et ça s'arrête là ma vie », jure-t-il⁵⁰. Les mauvaises langues prétendent pourtant qu'il aurait refroidi pas moins de 82 personnes. Au procès, son avocat, Éric Dupont-Moretti, a répliqué que son casier judiciaire était vierge.

Xavier Monnier, dans *Marseille, ma ville* propose le portrait suivant : « Cassone, c'est une figure, un monument ! Le dernier représentant d'un monde qui n'existe plus. Il a survécu à tout. À la chute des frères Guérini dans les années 1960. Aux guerres du milieu marseillais entre Zampa et Francis le Belge dans les années soixante-dix et quatre-vingt. À la reprise en main par les Corses dans les années 1990. C'est un survivant. Un homme secret, qui parle peu. On ne l'a jamais coincé et on ne le coïncera probablement jamais... »⁵¹.

Mais que sait-on véritablement sur ce personnage ? Le site Bakchich lui fait démarrer sa carrière dans les années soixante-soixante-dix avec les frères Guérini, Antoine et Mémé, et affirme que pour les policiers « c'est une figure, un monument, le dernier représentant d'un monde qui n'existe plus »⁵². Frédéric Ploquin, auteur de *Parrains & Caïds*, lui consacre plusieurs pages. Il écrit que l'attaché à Paris de la Drug Enforcement Administration américaine l'avait désigné comme l'une des « principales figures du crime organisé en France ». En revanche, la police française le considérerait davantage comme « un virtuose des machines à sous plutôt qu'un pilier du trafic de stupéfiants ». « Je n'ai jamais été dans la drogue, c'est un sale travail. Pas plus que je n'ai été compromis dans des histoires de machines à sous », nous a-t-il confié à Marseille⁵³.

Parrains & Caïds le qualifie d'« ancien pilier de l'équipe Imbert-Vanverberghe », et le présente comme un amateur du ballon rond, qui aurait tenté de mettre la main sur le club de Nice en 2002, par l'intermédiaire de son fils Robert Cassone⁵⁴. Autre épisode, à la demande de Robert Louis-Dreyfus, l'ancien patron de l'OM, Roland Cassone aurait réussi à calmer les supporters marseillais, notamment ceux des virages, qui avaient pris l'habitude d'insulter copieusement l'épouse du milliardaire, furieux de voir leur équipe perdre avec régularité.

De son côté, Bruno Aubry dans *Parrains du siècle. Destins et déclin*, évoque une note de 2003 des Renseignements généraux estimant que Roland Cassone est de ceux « qui ont pris le contrôle des

affaires

du « Belge ». Cette succession se serait faite en association avec Jacky

le Mat dans le cadre des négociations menées entre voyous corses et marseillais et d'une enquête sur le partage des ressources entre clans »⁵⁵. Le « Belge » désigne Francis Vanverberghe, dit Francis le Belge, assassiné à Paris en septembre 2010. Enfin, Wikipedia évoque une vie « en apparence rangée à l'abri sur sa colline de Simiane-Collongue, entre Aix et Marseille », mais lui attribue encore une autre activité : le blanchiment d'argent. Mais comme cela n'a pas été démontré, Wikipedia explique : « Mais son action est d'autant plus mal connue que les circuits et montages financiers sont d'une complicité inouïe »...

Wikipedia, qui ne met apparemment pas ses informations à jour, prétend que des relevés bancaires démontreraient l'implication de Roland Cassone « dans le financement du Cercle Concorde ». Or, le retraité de Simiane-Collongue a été relaxé par le tribunal correctionnel des chefs d'extorsion de fonds en bande organisée et d'association de malfaiteurs. En revanche, il a été reconnu coupable du chef de détention sans motif légitime d'un pistolet automatique de marque Glock, de calibre 9 mm Parabellum, et de trois chargeurs approvisionnés. Le tribunal correctionnel l'a finalement condamné à dix mois d'emprisonnement, correspondant au temps passé en détention préventive. Officiellement, Roland Cassone, ancien maçon, mène une retraite paisible. L'homme reste néanmoins particulièrement prudent. Pour communiquer avec son neveu, domicilié à quelques kilomètres de chez lui, il utilisait une puce de téléphone grecque.⁵⁶

46. Bruno Aubry, *Parrains du siècle. Destins et déclin*, p. 334.

47. Jean-Michel Verne, « Un banquier genevois jugé à Marseille », *La Tribune de Genève*, 28 mai 2013.

48. Yves Bordenave, « Affaire du cercle de jeux Concorde : vingt prévenus renvoyés devant le tribunal », *Le Monde*, 25 avril 2010.

49. Franz-Olivier Giesbert, *L'immortel. 22 balles pour un seul homme*, Flammarion, 2007.

50. Luc Leroux, « Le juge de paix Roland Cassone parle », *La Provence*, 26 septembre 2013.

51. Xavier Monnier, *Marseille, ma ville. Portrait non autorisé*, Les Arènes, 2013, p. 19.

52. Xavier Monnier, « Roland Cassone : la chanson du parrain marseillais », bakchich.info, 5 décembre 2007.

53. Entretien avec l'auteur, Marseille, mars 2015.

54. Frédéric Ploquin, *Parrains & Caïds. La France du grand banditisme dans l'œil de la PJ*, Le Livre de Poche, 2005, p. 371 et de 385 à 390.

55. Bruno Aubry, *Parrains du siècle. Destins et déclin*, p. 337 et 338.

56. Luc Leroux, « “Parrain” ou retraité, Roland Cassone sort de l'ombre au procès du Cercle Concorde », *Le Monde*, 6 juin 2013.

Dans les pattes du « Colonel Mario »

En attendant une éventuelle réconciliation, vous étiez à la porte du Cercle que vous aviez financé. Qu'avez-vous entrepris comme démarches ?

J'ai pris contact avec Patrick Devedjian, que j'avais connu dans d'autres circonstances que nous avons évoquées précédemment. En 2007, il était secrétaire général de l'UMP, le parti du président de la République, et président du conseil général des Hauts-de-Seine. Il m'a dit qu'il pouvait demander à Michèle Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur, de faire fermer le cercle en deux jours. En raison de leurs bonnes relations, elle accepterait. Mais ensuite, y aurait-il une possibilité de rouvrir le Cercle ?

Patrick Devedjian s'est montré nettement plus pessimiste. Comme il apparaît dans les écoutes téléphoniques sous le pseudonyme de l'Arménien et que les policiers, qui pensaient être tombés sur l'affaire du siècle, ont largement distribué ces écoutes dans toute la presse, Patrick Devedjian a été contacté par une multitude de journalistes.

Patrick Devedjian a notamment répondu au « Monde » qu'il n'avait jamais été sollicité et qu'il n'avait jamais donné le moindre coup de fil, ajoutant « Le Cercle Concorde, je l'ai découvert à travers les articles de presse »⁵⁷. Dans Le quotidien suisse « Le Temps », Patrick Devedjian donne une version un peu différente : « Il [François Rouge] m'a demandé d'être son avocat, mais je lui ai dit que je n'avais pas le temps. Je n'ai jamais fait la moindre démarche en faveur du cercle Concorde »⁵⁸.

Tout ce que j'ai à vous dire, c'est que j'ai bien rencontré Patrick Devedjian le 31 juillet 2007 au siège de l'UMP à Paris.

Vers qui vous tournez-vous alors ?

J'ai demandé conseil à Jacques Vergès avec lequel j'entretenais d'excellentes relations. Il s'agissait de simples conseils, il n'a jamais été mon avocat. Jacques Vergès m'a orienté en juillet 2007 vers le fameux capitaine Barril, à la tête d'une société de sécurité. Le premier rendez-vous a eu lieu dans le cabinet de maître Vergès. Paul Barril m'a d'abord proposé des gardes du corps, que j'ai refusés. Contrairement à ce que j'ai pu lire ici ou là, je ne me sentais pas en danger physiquement. L'ancien responsable

du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) m'a ensuite vanté les excellentes relations qu'il entretenait avec nombre de policiers. Ses suggestions n'étaient pas idiotes : des flics pouvaient par exemple intervenir tous les soirs au Cercle Concorde pour des raisons de sécurité. Ainsi harcelés, les Raffali et autres Federici et Buttafoghi préféreraient déguerpir au bout de quelques semaines. Disons que Vergès et Barril ne m'ont proposé que des solutions raisonnables. Il ne s'agissait pas de corrompre des policiers.

Lorsque l'affaire éclate fin 2007, des articles de presse laissent entendre que vous auriez été prêt à aller beaucoup plus loin pour récupérer le cercle, « peut-être jusqu'au meurtre ». Que répondez-vous à cela ?

C'est absolument ridicule. D'ailleurs le tribunal correctionnel de Marseille a reconnu que les méthodes utilisées pour récupérer la gouvernance du Cercle Concorde ne constituaient pas des violences.

Malgré tout, dans une conversation téléphonique avec Paul Lantieri, le 8 septembre 2007, vous parlez de « corruption de juges, d'officiers de police judiciaire ». Les méthodes pour chasser l'autre clan sont énumérées : « Tous les jours vous aurez une nouvelle merde... on les serre 48 ou 96 heures et on leur réexplique le truc... tout ça a un coût parce qu'à chaque fois, c'est des mecs à 15 000 euros que je rince derrière ».

Vous citez des phrases qui relatent à Paul Lantieri ce que le « Colonel Mario » m'avait raconté. Le problème, c'est que Barril m'a mis dans les pattes d'un aventurier à la petite semaine, Olivier Bazin, dit Colonel Mario. Ce que vous énumérez là, ce sont les méthodes proposées par cet individu, dont j'ai cru au départ qu'il était le bras droit du capitaine Barril. Olivier Bazin est effectivement venu me voir le 4 septembre 2007 au siège de la BPG à Genève. Il m'affirmait que pour 600 000 euros, il pouvait régler tous mes problèmes.

« La méthode, c'est principalement la corruption. Il y a 98 % de chances que ça marche », disait-il. Je l'ai écouté un moment car quelque part je voulais croire à son histoire. Mais finalement, j'ai refusé de payer. Il n'y a donc jamais eu de « contrat » comme certains l'ont prétendu. Je n'ai jamais demandé que l'on élimine physiquement Jacques Buttafoghi et Jean-François Federici. Je ne suis pas cinglé. D'ailleurs, devant le juge d'instruction, Olivier Bazin a reconnu avoir été un « mythomane » et un « mystificateur » à mon encontre.

Que cherchait finalement ce Colonel Mario ?

Du fric ! Ce type traîne ses guêtres en Afrique depuis des années pour tenter par tous les moyens de faire de l'argent. C'est en Centrafrique qu'il a rencontré Paul Barril. En fait, il m'a pris pour un pigeon. J'ai compris, mais plus tard, que la seule chose qui l'intéressait, c'était que je lui fasse rencontrer le ministre angolais du pétrole.

Malgré tout, vous lui organisez bien une entrevue avec le ministre angolais du pétrole.

Au départ, j'ai eu l'imbécillité de vouloir croire à ce que racontait Olivier Bazin. Comme lorsqu'il m'a fait rencontrer un faux flic censé faire des descentes au cercle pour effrayer les voyous, comme l'a raconté *Le Nouvel Observateur*⁵⁹. Il se présentait également comme un « ancien des services ». J'ai été suffisamment naïf pour l'emmener dans mon avion à Dubaï pour rencontrer le ministre angolais du pétrole. Le Colonel Mario avait des contacts avec le groupe russe de négoce Gunvor. Il avait dû leur promettre de les introduire auprès des autorités de Luanda.

Olivier Bazin ne s'est pas montré très reconnaissant à votre égard, puisqu'il imagine un guet-apens pour que vous vous fassiez arrêter en France.

Cela montre bien que ce type n'a rien dans le ventre. Il a suffi que la police l'interpelle le 26 novembre 2007 pour qu'il craque et qu'il me balance afin d'obtenir la remise en liberté de sa compagne, enceinte de cinq mois. J'ai le procès-verbal du commandant de police, qui détaille les appels téléphoniques qu'il me passe sur mon téléphone portable en Suisse. « J'ai demandé à François Rouge un rendez-vous. Il a consenti à me rencontrer et je dois le rappeler pour fixer le lieu exact de la rencontre », déclare-t-il. En fait, cet individu m'a donné rendez-vous au restaurant La Cour des Lys à Meximieux, une petite ville du département de l'Ain. Un vrai traquenard. À la sortie de l'établissement, près de dix policiers se sont jetés sur moi !

Il faut savoir que tous les protagonistes du Cercle Concorde, moi compris, avaient été convoqués par la police pour s'expliquer. Vivant en Suisse et en possession d'un passeport à croix blanche, j'avais demandé à être entendu à Genève, par le biais de l'entraide judiciaire. Mais apparemment la police tricolore était trop pressée de me mettre le grappin dessus.

Peu après votre arrestation, Marc Bonnant, votre avocat genevois, montant au créneau pour vous défendre, a tout de même reconnu que vous

utilisiez un « vocabulaire viril et martial »⁶⁰. N'avez-vous pas l'impression que bien des personnes ont été choquées de savoir qu'un banquier pouvait utiliser des gros mots ?

Peut-être. Je crois aussi que je ne suis pas du sérail et que dans la cité de Calvin, les têtes ne doivent pas dépasser. Comme certaines de mes entreprises ont connu une large médiatisation, notamment dans le domaine hôtelier, j'étais un peu connu. C'était sans doute déjà trop dans une culture locale hostile aux *self-made-men*⁶¹. Quant aux Français, qui ne me connaissaient pas, dès qu'ils voient le qualificatif de banquier suisse, ils pensent immédiatement blanchiment d'argent. Un quotidien régional s'est même permis de me traiter de « banquier suisse de la pègre ».

On a beaucoup parlé des pseudo-menaces que j'aurais proférées. Et que fait-on de celles de nos adversaires ? Le 12 septembre 2007, parlant à Antoine Lantieri, Jacques Buttafoghi n'y va pas non plus de main morte. « On ne va plus être fâchés... on va être ennemis [...] Lui et l'ordure, celui du pays du chocolat, ils veulent faire leurs enculeries, ils n'en ont pas fait assez ? Il ne faudrait pas qu'ils poussent le bouchon trop loin ». Jacques Buttafoghi était soupçonné d'appartenir à la bande des bergers braqueurs de Venzolasca. C'était un type particulièrement dangereux. On pouvait prendre ses menaces très au sérieux. Plus tard, il est tombé dans un guet-apens en novembre 2009 dans son village de Calenzana, en Haute-Corse⁶².

Et concernant Marcel Ciappa ?

Je ne le connaissais pas. C'était aussi un proche de Paul Lantieri. C'est d'ailleurs lui qui m'a annoncé le 24 septembre 2007 l'assassinat de Marcel Ciappa dans sa chambre d'hôpital, évoquant les intérêts qu'il détenait dans le Cercle. J'ai fait aussitôt le rapprochement avec ce Marcel, dont j'avais noté le prénom précédemment.

Le lien entre Marcel Ciappa et moi a été inventé par le fameux Colonel Mario, quand il était en garde à vue. Il a prétendu que j'aurais versé 500 000 euros à Marcel Ciappa, dit Petit Marcel, pour « s'occuper » de Buttafoghi et de Federici. De plus, c'était un mensonge ridicule, Marcel Ciappa était immobilisé depuis des mois. Bien évidemment, ce meurtre non élucidé, même en marge de l'affaire, a donné encore plus de relief à l'instruction !

57. Yves Bordenave, Gérard Davet, Elise Vincent, « Jeux en réseaux », *Le Monde*, 17 janvier 2008.
58. Sylvain Besson, « Sarkozy ? C'est vraiment le cadet de nos soucis ! », *Le Temps*, 23 janvier 2008
59. Olivier Toscer, « Le supergendarme et les voleurs », *Le Nouvel Observateur*, 31 janvier 2008.
60. Ian Hamel, « Cercle Concorde : du poker et beaucoup de mauvais coups », Rue89, 30 décembre 2007.
61. Ian Hamel, « De sa prison, le banquier François Rouge rompt le silence », *Le Matin Dimanche*, 27 avril 2008.
62. « Un membre du milieu abattu en Corse », leparisien.fr, 21 novembre 2009.

En passant par les Baumettes

Votre garde à vue va durer 96 heures comme l'autorise la procédure dans les affaires de criminalité organisée. Vous étiez donc considéré comme un homme particulièrement dangereux.

96 heures sans pratiquement dormir. Il faut supplier pour pouvoir se rendre aux toilettes. J'ai perdu trois kilos. Pour ces flics, j'étais un criminel qui projetait d'éliminer ses rivaux. Je ne suis pas délicat, mais je garde un souvenir épouvantable de cette garde à vue, dans un lieu insalubre, les mains menottées dans le dos. Une nourriture exécrable et impossible de se laver. Imaginez 18 heures d'interrogatoire par jour.

Comment vous êtes-vous comporté ?

Je savais que je pouvais faire le mariole, mais je ne savais pas que j'étais si courageux. Concernant les questions qui m'étaient posées, j'ai essayé de dire à peu près la vérité. Mais certains de ces flics étaient horriblement antipathiques, pour ne pas dire odieux. Je me suis mis à détester autant le flic gentil que le flic méchant qui m'interrogeaient alternativement. Ils étaient pervers. À l'Évêché, le commissariat central de police de Marseille, on a commencé à me poser des questions sur les mœurs d'un des employés du restaurant La Rotonde. Il était, paraît-il, homosexuel. Et alors ? « L'employé était-il également votre amant ? », m'a-t-on alors demandé. C'était totalement grotesque.

Quel rapport entre l'homosexualité supposée d'un employé et la grande criminalité ?

Comme il m'arrive souvent de dire « Comment vas-tu mon chéri ? » ou « Bonsoir, ma poule », et que je donne souvent du « chéri » à mes interlocuteurs masculins, les policiers l'ont pris au premier degré. Ils s'étaient persuadés que j'étais l'amant de Paul Lantieri. Pour preuve, en planque, les poulets nous avaient pris en photo, Paul Lantieri et moi, alors que nous promenions ensemble son chien. Devant de telles conneries, vous avez presque envie de leur répondre : « Allez vous faire enc... ». J'ai également appris qu'ils se gargarisaient de mes « mots doux » dans les écoutes téléphoniques ⁶³, mais en même temps, dans une « pudeur » toute

française, ils donnaient des numéros (plutôt que de citer les noms) aux différentes interlocutrices qu'ils considéraient comme étant mes maîtresses.

S'il y a une arrestation qui a fait du bruit, c'est celle de Roland Cassone. Elle est décrite en long et en large dans tous les ouvrages traitant du grand banditisme. Lorsqu'il est arrêté le 28 novembre 2007 à son domicile à Simiane, il a un pistolet à la ceinture, prêt à faire feu, trois chargeurs et un nombre impressionnant de téléphones portables.

De nouveau, c'est en grande partie des conneries. Il faudrait peut-être rappeler que la justice voulait à tout prix lui mettre sur le dos « extorsion de fonds en bande organisée », « association de malfaiteurs », « fausse déclaration d'ouverture d'un cercle de jeux », etc. Pour cela, il a été détenu jusqu'au 21 août 2008, treize jours de plus que moi. Et en définitive, qu'a-t-on retenu contre lui ? Dix mois d'emprisonnement pour « détention sans motif légitime d'un pistolet automatique ». Vous parlez d'une belle affaire !

Quant à son neveu, Théophile Skillas, il a été mis en examen pour « extorsion de fonds », « association de malfaiteurs », « participation à la tenue d'une maison de jeux de hasard », « recel d'abus de confiance », etc, et détenu pendant trois mois. Théophile Skillas a finalement été acquitté. Cassone et son neveu étaient soupçonnés d'avoir perçu 12,5 % des bénéfices du Cercle Concorde ! De la foutaise.

J'ajoute que Théophile Skillas est présenté comme un type particulièrement dangereux. C'est faux. Moi qui le connais, je le qualifierais de tout à fait gentil.

Vous laissez entendre que les policiers et les juges ne se basent que sur des rumeurs et non sur des preuves pour opérer des arrestations ?

Demandez-vous pourquoi Charles Duchaine, le juge d'instruction, était fou furieux à l'issue du procès en correctionnelle, et surtout du délibéré, découvrant que la majorité des charges retenues contre nous avaient été abandonnées. Eh oui, toute cette histoire a fait pschitt ! Comme l'a souligné mon avocat Lionel Moroni, ce jugement symbolise « l'effondrement du château de cartes des théories accusatoires ». Charles Duchaine est incontestablement un magistrat intelligent, travailleur, et même pugnace, en revanche il est incapable de revenir en arrière, de reconnaître qu'il s'est engagé sur de fausses pistes.

Avec le Cercle Concorde, les flics comme les juges pensaient être tombés sur l'affaire de leur vie, qui pourrait leur apporter gloire et promotion. Je

l'ai dit en août 2008 à ma sortie de prison dans *La Tribune de Genève* : « Un banquier suisse, des Corses, des politiques. J'étais forcément le rouage d'un réseau corsico-mafieux ». Vous hurlez de rire quand vous apprenez que pour la juridiction interrégionale spécialisée (JIRS) de Marseille, regroupant des magistrats du parquet et de l'instruction spécialisés en matière de criminalité organisée et de délinquance financière, le dossier du Cercle Concorde était un « cas d'école » dans la lutte contre les structures sophistiquées de blanchiment de l'argent du banditisme ⁶⁴! Au final, rien n'a été prouvé.

Vous ne poussez pas le bouchon un peu trop loin ?

Mais il fallait voir l'état d'excitation des flics à l'Évêché au moment de l'arrestation de Roland Cassone ! J'étais alors en garde à vue.

Les policiers ne tenaient plus en place, ils sautaient comme des cabris, fous de joie. On aurait dit qu'il avait mis la main sur Al Capone ou sur Pablo Escobar en personne. Pour eux, Cassone reste une légende. Ça fait trente-cinq ans qu'ils tentent de le coincer par tous les moyens et pour n'importe quel motif. Toutes les accusations se terminent toujours par des non-lieux.

On l'a même accusé de posséder des mines d'or en Afrique ! En général, ce sont des conneries, des accusations ne reposant que sur des vagues rumeurs entendues dans des bistrots du Vieux-Port de Marseille, et colportées par des indics. Le site internet Bakchich raconte que, comme la flicaille n'a pas réussi à mettre la main sur Paul Lantieri, elle « s'est consolée avec un gros poisson dont elle a longtemps désespéré d'approcher : le légendaire Roland Cassone, 63 ans, souvent présenté comme le grand patron incontournable du milieu marseillais »⁶⁵. Moi qui connais un peu cet homme, je peux dire, au risque de choquer, qu'il est d'une honnêteté scrupuleuse et qu'il vit modestement. Il se moque de l'argent. Il n'est absolument pas dans les circuits de blanchiment.

Concernant Paul Barril, pourquoi a-t-il été arrêté dans cette affaire, si ce n'est pour faire du *buzz*. Il n'a jamais prêté la main à des projets d'homicides, il n'a jamais perçu un seul centime. Comment expliquez-vous que l'on puisse à la fois l'accuser d'« association de malfaiteurs en vue de la commission du crime d'assassinats », et qu'il ne soit finalement gardé qu'un mois aux Baumettes, du 24 décembre 2007 au 24 janvier 2008 ? C'est totalement illogique. Pour en finir, il a été relaxé en correctionnelle.

Quelques jours avant son arrestation, Paul Barril avait confié à la presse qu'il connaissait suffisamment les Corses pour ne pas tomber dans cette « folie ». D'autant que l'ancien gendarme commençait à avoir de graves problèmes de santé.

Vous parlez d'hypothétiques mines d'or. Mais dans le dossier du Cercle Concorde, on lit que Roland Cassone a investi avec Dominique Venturi dans une mine de diamants et des forêts de teck au Congo...

Oui, on l'a dit et écrit. Mais où sont les preuves ?

Une question indiscrette : comment avez-vous sympathisé avec Roland Cassone ?

En prison aux Baumettes. Il n'y a pas de quartier VIP. Vous vous retrouvez donc à l'isolement, pour votre propre sécurité et prétendument aussi celle des autres. Roland Cassone, qui a un certain âge et n'est pas en excellente santé, a demandé au juge Charles Duchaine, lors d'une confrontation avec moi, d'intervenir pour adoucir son séjour derrière les barreaux. « Monsieur le juge, le quartier d'isolement, ce n'est pas rigolo. J'aimerais bien rencontrer quelqu'un. Peut-être pourrais-je retrouver François Rouge ? Ça nous permettra de faire connaissance », a-t-il dit. Un peu décontenancé, Charles Duchaine s'est tourné vers moi : « Et vous Rouge, qu'est ce que vous en pensez ? ».

Et l'incroyable s'est produit, le magistrat a accepté. Les quatre derniers mois en prison, nous avons pu nous voir tous les matins dans la salle de tennis de table. Les gardiens n'en revenaient pas. En revanche, à notre sortie de prison, nous étions sous contrôle judiciaire avec interdiction de nous rencontrer !

L'arrestation mouvementée de Roland Cassone

Le Monde raconte sobrement que Roland Cassone a été interpellé alors qu'il taillait sa haie « dans sa somptueuse demeure d'Aix-en-Provence, un 9 mm à la ceinture, le gilet pare-balles sur la tondeuse à gazon »⁶⁶. Jean-Michel Verne précise que l'habitant de Simiane, « ne quitte jamais son arme, même quand il fait « chaud », même en tondant sa

pelouse »⁶⁷. Le site Bakchich affirme de son côté que le paisible ancien maçon coupait des fleurs avec, à la ceinture, un pistolet Glock, « muni d'un chargeur graillé de 16 cartouches », et dans ses poches deux autres chargeurs⁶⁸. Interrogé par le magistrat instructeur, Roland Cassone aurait eu cette réplique entrée dans la légende du grand banditisme : « C'est un peu comme quelqu'un qui aurait une pipe et deux paquets de tabac dans la poche, ça fait partie de la panoplie ». Le « vieux monsieur » ne manque pas d'humour. Lorsqu'on évoque son gilet pare-balles, Roland Cassone a eu cette réplique au tribunal correctionnel : « J'ai entendu dire que je dormais avec ».

Et quand il est soupçonné d'être le parrain de Marseille, il répond : « J'ai été parrain deux fois dans ma vie. Une fois il y a quarante ans dans une église orthodoxe, une autre fois il y a quinze ans quand j'ai baptisé un enfant à l'église Saint-Just »⁶⁹.

63. Xavier Monnier, « Cercle Concorde : le tribunal voit Rouge », Bakchich.info, 18 juin 2008.
64. Christophe Cornevin et Mathieu Delahousse, « Paul Barril emprisonné pour association de malfaiteurs », *Le Figaro*, 25 décembre 2007
65. Xavier Monnier, « Un parrain peut en faire chuter un autre », Bakchich.info, 29 novembre 2007.
66. Yves Bordenave, Gérard Davet, Élise Vincent, *Le Monde*, 17 janvier 2008.
67. Jean-Michel Verne, *op. cit.*, p. 32.
68. Xavier Monnier, « Cassone et fils, maçons du milieu marseillais », Bakchich.info, 22 octobre 2013.
69. Élodie Crézé, « Cercle Concorde : Cassone, “j’ai été parrain deux fois” », Marsactu.fr, 3 juin 2013.

CHAPITRE XXVII

Qu'est venu faire Sarkozy dans cette galère ?

Mais pourquoi Roland Cassone vous a-t-il choisi, vous ?

Roland Cassone a été trompé dans cette affaire, à commencer par Paul Lantieri, qui n'a jamais cessé de lui mentir. Il a découvert que moi aussi j'avais été roulé dans la farine. Cela nous a sans doute rapprochés. Aux Baumettes, je n'ai jamais cessé de péter de trouille, persuadé que je n'en sortirais pas vivant. Mais j'essayais de ne pas le montrer. Au départ, beaucoup ont certainement imaginé que, ne venant pas du même milieu, je craquerais facilement. Cela n'a pas été mon cas. Je ne me suis pas allongé. Je pense que Roland Cassone a été très sensible à ce qu'il a considéré comme du courage et de la dignité. Il le dit souvent, nous partageons certaines valeurs.

J'ai souvent lu que Roland Cassone serait proche du gang de la Brise de mer, du nom d'un bar du vieux port de Bastia, un groupe de la criminalité organisée corse. J'ai au contraire l'impression qu'il n'appréciait qu'assez modérément les Corses. Un jour que Paul Lantieri a voulu l'embrasser, à la fin du procès, il lui a dit : « Vous les Corses, vous vous embrassez comme vous vous tuez » !

Mais vous, vous a-t-il impressionné ? Car physiquement, a priori, il n'en impose pas. Il n'est pas très grand, un peu dégarni, avec de grosses lunettes sur le nez. Un journal écrivait qu'il avait l'allure d'un retraité joueur de boules.

Cette description est très réductrice. Il faut voir ses yeux, son regard, ses expressions. Je me souviens que, lors d'une confrontation au palais de justice, j'étais menotté dans le dos et Roland Cassone était entravé, nous étions encadrés par des gros bras du GIGN, des types cagoulés. À un moment donné, Cassone, physiquement un peu malmené, a lancé à l'un d'entre eux, en le regardant fixement : « Si tu me serres plus fort, je te mange ! ». Je peux vous dire que le gendarme n'en menait pas large. Il n'a

surtout pas ressuyé de le bousculer. Et en prison, j'aime mieux vous dire qu'il était respecté par les gardiens.

Le nouveau procureur général de Marseille est venu lui rendre visite pendant vingt minutes dans sa cellule. Le haut magistrat lui a demandé s'il était bien traité, et à la fin, il s'est exclamé : « Je me réjouis de vous revoir dans des circonstances plus agréables ».

Est-il heureux d'être considéré comme le parrain du milieu marseillais ?

Pas du tout. Il n'apprécie absolument pas. Il affirme, sans doute avec raison, que, depuis trente cinq ans, on a construit une légende autour de lui. Ce statut de caïd lui a créé beaucoup de désagréments. Au procès, il a dit à haute voix que sa réputation, « ce sont des bouquins, des articles de presse », ajoutant : « Je laisse les gens à leur fantasme. On est trop friand de films américains dans notre région ».

Roland Cassone m'a raconté que des gens, peut-être même des policiers, sont allés jusqu'à kidnapper son fils pendant plusieurs jours, quand celui-ci n'avait que dix ans, pour tenter de savoir, en le faisant parler, des secrets inavouables sur son père.

Dans La guerre des parrains corses, Jacques Follorou raconte que Jean-Toussaint Giacomoni, dit Nœilnœil, a été assassiné le 10 juin 1993 à la terrasse d'un café à Paris. Selon la thèse policière, Roland Cassone et son neveu Théophile Skillas faisaient partie du commando armé. On aurait même retrouvé de l'ADN de Skillas dans le café⁷⁰. Pensez-vous vraiment que Roland Cassone soit un brave retraité qui n'a rien à voir avec le grand banditisme ?

Ni Cassone ni son neveu n'ont été condamnés dans ce meurtre. Il ne s'agit que d'hypothèses non démontrées de la part de la police. Je suis désolé, mais je ne peux pas répondre à votre question. Roland Cassone est devenu un ami et nous nous voyons assez fréquemment. Mais en ce qui concerne le crime organisé, c'est un sujet que je n'aborde pas avec lui, sachant qu'il ne me répondra pas. C'est un homme secret, et quant à moi, je suis discret.

Soyons sérieux : comment voulez-vous que je lui dise autour d'un verre : « Au fait, mon cher Roland, le meurtre mystérieux en 1993 à Paris dans un bistro, ce ne serait pas toi en fin de compte ? ». Sans parler du fait que je n'y crois pas une seconde.

Vous n'ignorez pas que Robert Cassone, son fils, est connu défavorablement des services de police. Il a notamment été incarcéré pour

« association de malfaiteurs » et « tentative d'escroquerie en bande organisée »⁷¹.

C'est son fils, ce n'est pas lui. Je n'ai pas de commentaires à faire sur la façon dont son fils mène sa vie.

Malgré tout, Roland Cassone est un personnage craint dans le milieu marseillais. Lors du procès en correctionnelle, lorsqu'il a raconté que si Paul Lantieri avait vraiment apporté son aide à Ange-Toussaint Federici, et qu'ensuite le clan de ce dernier se serait opposé à Paul Lantieri et à François Rouge, Roland Cassone a déclaré : « Si directement ou indirectement Paul Lantieri a essayé de rendre service à des gens et qu'ils lui ont fait cela après, je peux les qualifier de porcs ! Et pour que tout le monde l'entende, je le répète : ce sont des porcs ! » a-t-il lancé en se retournant. Ses propos s'adressaient à ceux qui assistent aux audiences pour « faire le rapport ». Il s'agit des personnes chargées ensuite de transmettre les messages au milieu⁷².

Roland Cassone est habituellement très calme, très discret. Mais là, il s'est énervé. C'est effectivement un homme autant redouté que respecté dans certains milieux, sans doute parce qu'il a mené sa vie avec courage et dignité. Il paraît qu'on le consulte pour régler des conflits. Je n'en sais rien, mais c'est plutôt dans ce cadre qu'il avait été sollicité pour intervenir au Cercle Concorde, sans succès. N'est-ce pas la preuve qu'il ne possède pas forcément tous les pouvoirs que la justice ou la police tentent de lui attribuer ? Et surtout, je le répète, ce n'est pas un homme d'argent.

Ne prenez-vous pas de risque en évoquant ouvertement votre amitié pour Roland Cassone ?

Mais je la revendique ! C'est certain qu'en ne niant pas mon affection pour cet homme, certaines personnes doivent s'imaginer que je suis devenu le parrain des parrains à Marseille, et que je téléguide la criminalité dans le Midi. Tant pis pour toutes ces conneries. J'ai fait plusieurs mois de prison avec lui. C'est mon ami. Pour le reste, je n'en ai rien à battre de toutes les histoires que l'on raconte autour de la mafia et des caïds. Je ne retiens que son bon sens, ses valeurs, son intelligence, et son autorité. Roland Cassone n'a jamais cherché les histoires.

Quand on est un banquier suisse, riche, sollicité, très occupé, et que l'on a le malheur de se retrouver seul dans une cellule aux Baumettes pendant huit mois et demi, qu'est-ce qui vous passe par la tête ?

Au début de mon incarcération, Marc Bonnant, mon avocat genevois, a déclaré dans la presse suisse que la prison des Baumettes, c'était « les damnés de la terre » et que j'étais très marqué par la violence qui y régnait⁷³. Je ne veux pas m'apitoyer sur mon sort, ce n'est pas dans ma nature. En revanche, je pensais à ma famille, à mes amis, que je savais dans la détresse. Ma grand-mère, âgée de 97 ans, est morte le 30 décembre 2007 durant ma détention.

Arrêté en novembre 2007, je me suis retrouvé à 600 kilomètres de chez moi dans une ville, Marseille, que je ne connaissais pas. Je n'ai revu mes deux plus jeunes enfants que le 13 mars 2008. Après leur visite, quand je me suis retrouvé seul, j'ai vécu les moments les plus douloureux de mon existence. Le milieu carcéral est effectivement cruel. Je suis passé par des bas... et des bas. Au début, je faisais un maximum de sport, puis ça a été le trou noir. C'était l'anéantissement. Le monde carcéral et le monde extérieur me broyaient. Il n'y avait plus qu'une survie animale. Malgré tout, j'ai tout fait pour ne pas perdre ma dignité. Je travaillais quinze heures par jour (des lettres, l'organisation de ma défense, des notes de synthèse) pour oublier où je me trouvais.

J'avais été effaré par le comportement des policiers, mais en revanche, j'ai été très bien traité par la gendarmerie nationale et par l'administration pénitentiaire. Et j'ai fait quatre magnifiques rencontres en prison. Tout d'abord Mélanie, détenue à la maison d'arrêt des femmes, qui m'a spontanément écrit peu de jours après mon incarcération. C'est le « courrier interne » entre taulards. Nous avons correspondu de longs mois jusqu'à sa libération. Puis nous nous sommes rencontrés, histoire de savoir à quoi l'on ressemblait ! Ensuite Eddy, un de mes gardiens. Humain, intelligent, drôle, respectueux. Nous parlions des marchés financiers car il était passionné de bourse. Cela me faisait un bien fou. Il ne m'a plus quitté depuis ma sortie de prison. Eddy est à mes côtés presque tous les jours. Puis, après maintes requêtes d'assouplissement de ma condition « d'isolé », on m'a permis de jouer au ping-pong avec un jeune homme qui était détenu depuis bien plus longtemps que moi, Jean-Clément. Il me battait tout le temps, mais j'avais quelqu'un d'intelligent et d'instruit à qui parler et qui vivait les mêmes choses que moi. Une magnifique amitié était née. Elle perdurera toujours, surtout s'il ne fait pas trop de bêtises. Il est sorti de prison le 7 janvier 2009. Moi-même libéré depuis quelques mois, je l'attendais à sa sortie (une

surprise), aux côtés de son père rencontré la veille. Nous nous voyons très fréquemment et une profonde affection me lie à sa famille. Bourré de qualités, j'ai décidé d'en faire un type « bien ». Il va se laisser faire ! Enfin, il y a évidemment Roland Cassone durant nos derniers mois de détention. Ces rencontres quotidiennes étaient incroyables, mais elles n'appartiennent qu'à nous.

Le 19 janvier 2008, alors que vous étiez incarcéré, La Tribune de Genève révèle en une que vous avez été extrait de votre cellule pour vous entendre proposer un incroyable deal de la part d'un magistrat : l'éclaircissement du rôle de Nicolas Sarkozy dans l'ouverture du Cercle Concorde contre l'obtention du statut de repent⁷⁴. Selon d'autres sources, il vous aurait été proposé un adoucissement de votre peine. Est-ce exact ?

L'information a été donnée à la presse par mon avocat Marc Bonnant. Elle est exacte. Ce magistrat n'était pas Charles Duchaine. Mais il m'a effectivement suggéré de lui écrire pour obtenir un statut de repent si je lui fournissais des informations permettant de mettre en cause des tiers. J'ai décliné l'offre. C'est tout. Mais bien évidemment, comme on pouvait s'y attendre, cette information a mobilisé les médias suisses et surtout français.

Je l'ai déjà dit, j'ignore le rôle qu'aurait pu éventuellement jouer Nicolas Sarkozy, à l'époque ministre de l'Intérieur, dans la réouverture du Cercle Concorde. Et surtout, je savais que le statut de repent, comparable à celui appliqué en Italie ou aux États-Unis, bien que prévu par la loi, n'était pas entré en application en France⁷⁵.

Avez-vous rencontré Nicolas Sarkozy ?

Dans d'autres circonstances, je l'ai vu lors du mariage de la fille d'un de mes clients à Neuilly, alors qu'il était le maire de cette ville. C'est tout. Par ailleurs, nous avons eu le même avocat, Thierry Herzog. Ce dernier est tout à la fois habile et sympathique.

Quand avez-vous entrevu l'espoir de pouvoir quitter les Baumettes ?

Un peu avant l'été. Le juge a fini par se convaincre que la suite de l'instruction n'exigeait pas que je reste en cellule. En revanche, le procureur général s'y opposait. Il y a eu un combat homérique mené par mon avocat Marc Bonnant devant la cour d'appel. Ce n'était pas un passe-droit : j'étais l'un des derniers à sortir des Baumettes, un peu avant Jean-François Federici et Jacques Buttafoghi, mais bien après Jean-François Raffali et une dizaine d'autres.

Donc, enfin la liberté le 8 août 2008 sous contrôle judiciaire, et en versant 300 000 euros de caution. J'étais assigné à résidence dans le Midi, avec interdiction de me rendre en Corse et à l'étranger, et donc en Suisse. J'ai dû mener un autre combat pour obtenir l'autorisation d'aller à Genève pour voir mes enfants, afin d'être là pour leur rentrée scolaire, et pour régler mes affaires. J'ai obtenu le feu vert en septembre 2008. Le magistrat a finalement compris que je ne pensais pas m'enfuir à l'autre bout du monde sans laisser d'adresse.

Quel était votre état d'esprit à la sortie de la prison ?

Celui de me battre pour obtenir un acquittement ou un non-lieu. Il faut se souvenir de tout ce que la justice me mettait sur le dos : blanchiment commis en bande organisée, association de malfaiteurs en vue de la commission d'assassinats, abus de confiance, extorsion de fonds. Et, sans rire, « défaut de déclaration des recettes brutes des jeux réalisées au titre de la période du 1^{er} au 27 novembre 2007 », alors que j'avais été mis dehors du Cercle Concorde depuis plusieurs mois déjà. Mais je savais que j'allais rebondir. Ce n'est pas dans ma nature de regarder en arrière.

Quel jugement portez-vous finalement sur le travail du juge Charles Duchaine ? C'est un magistrat considéré comme intègre et opiniâtre, courageux même, qui a la réputation de faire bouger les lignes. Il est notamment l'auteur de « Juge à Monaco »⁷⁶. Par ailleurs, il a mis en examen Jean-Noël Guérini, le président du conseil général des Bouches-du-Rhône⁷⁷. Il a pris en 2014 la direction de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (Agrasc) à Paris⁷⁸.

Quand je lui ai dit qu'il m'avait pourri la vie et qu'en m'assignant à résidence dans le Sud de la France en 2008, il me donnait neuf chances sur dix de me faire assassiner, il m'a répondu, « ça m'a traversé l'esprit ». Sur l'ensemble de mon dossier, il n'a jamais été capable de faire un pas en arrière. Il n'a fait qu'instruire à charge. Cela dit, je pense que c'est un magistrat qui doit faire progresser la lutte contre la criminalité organisée grâce à sa spécialité : les grands coups de pied dans la fourmilière. Autour d'un verre, il doit être rigolo et sympathique. Derrière son bureau, c'est un vicieux.

⁷⁰. Jacques Follorou, *op. cit.*, p. 109.

71. Xavier Monnier, « Cassone et fils, maçons du milieu marseillais », Bakchich.info, 22 octobre 2013.

72. Jean Croizier avec l'AFP, « Procès Concorde : Roland Cassone, entre simple retraité et figure de parrain », France 3 Régions, 3 juin 2013, Thierry Colombié, *Les héritiers du milieu*, p. 97 à 99.

73. Ian Hamel, « Un banquier suisse à l'isolement à Marseille », *Le Matin Dimanche*, 13 janvier 2008.

74. Alain Jourdan, « Banquier genevois emprisonné : y a-t-il un lien avec Sarkozy », *La Tribune de Genève*, 19-20 janvier 2008.

75. Le décret d'application de la loi de 2004 prévoyant un statut pour les repentis n'est sorti qu'en 2015 ! En échange d'informations, le repentis peut bénéficier d'une réduction de peine, voire d'une dispense de peine de prison. Le Corse Patrick Giovannoni a été le premier bénéficiaire du programme de protection des témoins mis en place le 17 mars 2014. Jacques Follorou et Simon Piel, « Un "repenti" corse dénonce la bande du Petit bar », *Le Monde*, 20 mars 2015.

76. Charles Duchaine, *Juge à Monaco*, Michel Lafon, 2002.

77. Denis Trossero, « Le juge qui faisait trembler les élus quitte ses fonctions », *La Provence*, 30 juillet 2014.

78. L'auteur de ce livre d'entretiens avec François Rouge a tenté de joindre Charles Duchaine à Paris. Ce dernier n'a pas retourné ses appels.

« J'avais des amis »

Un dicton assure que c'est dans le besoin que l'on reconnaît ses vrais amis. N'êtes-vous pas d'accord avec cet adage ? Je pense en particulier à l'attitude des dirigeants de la BPG à votre égard.

Dès mon incarcération le 1^{er} décembre 2007, j'ai démissionné de toutes mes fonctions avec effet immédiat au sein de la Banque de Patrimoines Privés Genève (BPG). Au lieu d'écrire un communiqué pour me témoigner leur soutien, les dirigeants de l'établissement se sont ingéniés à m'enfoncer, déclarant que j'avais été mis en examen « dans le cadre d'un dossier qui le concerne à titre purement personnel, apparemment lié à des investissements dans deux restaurants français ».

Sous couvert d'anonymat, un responsable de la BPG s'est permis de déclarer dans la presse genevoise : « Je ne sais pas ce qu'il a fabriqué, je ne connais rien à son truc. François doit faire face à ses problèmes, à ses conneries peut-être »⁷⁹. Je n'ai plus reçu mon salaire que les autres dirigeants se sont empressés de se partager. Alors que je connaissais certains d'entre eux depuis un quart de siècle. Ils ont coupé les ponts, ne m'adressant pas un seul courrier aux Baumettes, ni après d'ailleurs. C'est d'autant plus révoltant qu'il n'y a jamais eu un problème d'argent entre nous pendant toutes ces années.

Sans doute ont-ils considéré que vous sentiez trop mauvais ? Ils ont voulu sauver leurs billes.

C'était un très mauvais calcul. D'une part, c'était moi qui faisais tourner la boutique. Ils me lâchaient, mais aucun d'entre eux n'était capable de tenir le gouvernail, et surtout d'amener de nouveaux clients. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé. Ils ont si mal géré la BPG qu'il a fallu la vendre en 2009. Je dirais mieux, il a fallu la brader. Tous ces types avaient pris un melon énorme. Ils étaient devenus gras et sans imagination, incapables de créer du business. La preuve, la BPG, qui n'avait jamais cessé de gagner de l'argent, à commencer à en perdre après mon départ.

D'autre part, c'était un calcul stupide : ça ne servait à rien de me salir, car aucun, je dis bien aucun, des clients n'a quitté la banque. Mais à côté des

horreurs, il y a aussi eu des merveilles. Alors que la direction de la banque avait interdit aux salariés d'entrer en contact avec moi, eh bien, l'immense majorité d'entre eux m'a apporté son soutien ! À peine étais-je sorti des Baumettes, j'étais encore assigné en résidence en France, que je recevais des visites de mes anciens employés.

Pourquoi cette haine ? Vous les écrasiez quand vous étiez en haut de l'affiche ? Alec Reymond, l'ancien bâtonnier de Genève, a déclaré à votre procès : « Plus vous êtes notable, plus vous êtes abandonné lorsque les ennuis arrivent. Il est aujourd'hui montré du doigt par ceux qui, hier, lui faisaient la courbette »⁸⁰.

Je n'ai jamais écrasé personne, ce n'est pas dans ma nature. J'ai surtout découvert que certains profitaient de votre chute pour vous enfoncer davantage. Vous n'imaginez pas le nombre d'individus qui ont cherché à me soutirer de l'argent, en inventant à l'occasion des préjudices que je leur aurais fait subir au temps de ma splendeur. Quand on vous accroche dans le dos une pancarte avec « taulard », les personnes qui vous doivent de l'argent ne vous le rendent pas.

Les responsables de la BPG se sont montrés encore plus mesquins : ils refusaient que mes avocats puissent récupérer des documents indispensables pour ma défense en France. J'ai eu toutes les peines du monde à récupérer les affaires restées dans mon bureau depuis le jour de mon arrestation. Plus grave encore, l'un de mes plus proches associés, que je prenais pour un ami très cher, a tenté de produire récemment un faux témoignage en ma défaveur dans une affaire qui m'oppose à un ancien actionnaire de la banque.

Grâce à moi, ces types sont devenus millionnaires, et malgré cela, ils me détestent. Un jour, ils seront capables de dire à leurs enfants que j'étais le seul à favoriser l'évasion fiscale au sein de la BPG et qu'ils ignoraient totalement l'existence de notre filiale aux Bahamas...

Vous ont-ils dit en face ce qu'ils vous reprochaient ?

Un seul d'entre eux. Il m'a dit à peu près ceci : « Nous avions une banque qui marchait bien. Quelle idée as-tu eu de t'encanailler avec des voyous corses ? »

Et que lui avez-vous répondu ?

Qu'ils étaient trop tristes et que je m'emmerdais profondément avec eux. Je ne les reconnaissais plus, alors qu'ils venaient d'un milieu simple comme

moi. J'ai donc préféré la compagnie de Paul Lantieri, que je trouvais gai, optimiste, positif. Bon, je sais, c'était une connerie monstrueuse. Dans cette affaire, comme je l'ai déjà dit, j'ai perdu des dizaines de millions de francs suisses.

Vous paraissiez affecté par ces trahisons ?

Peu de choses heurtent ma sensibilité morale en matière d'argent. J'ai corrompu, j'ai encaissé du pognon au black. En revanche, je n'ai jamais profité de la faiblesse des gens. Je trouve cette attitude non seulement lâche, mais ignoble. Que pouvait-on me reprocher ? Je n'ai pas agi différemment que la grande majorité des banquiers en Suisse. Je cherchais plutôt à faire le bien autour de moi, dans la mesure de mes moyens, donnant 10 % de mes revenus à des œuvres humanitaires. Quand j'étais en prison, la question revenait sans cesse à mon esprit sans trouver de réponse : « A qui donc ai-je fait tant de mal pour mériter un tel lynchage ? »⁸¹

D'autant que rien ne vous a été épargné. Alors qu'en Suisse les médias ne donnent en principe pas le nom d'un suspect ou d'un inculpé, se contentant de publier les initiales, par respect de la présomption d'innocence, « La Tribune de Genève », le quotidien le plus lu dans le canton, publie non seulement votre nom, mais également votre photo, le 4 décembre 2007. Même le médiateur du journal, Daniel Cornu, reconnaît que la photographie n'était pas indispensable, considérant que « sa publication peut causer à son entourage familial un tort plus vif que la seule diffusion de son nom ».

Mais qui a donné le feu vert ? La direction de la BPG qui a diffusé un communiqué avec mon nom, en cherchant à se dédouaner et à me charger. Quand les journalistes contactaient la banque, ils étaient systématiquement renvoyés vers mon avocat. Les blanches colombes n'avaient plus rien à voir avec le vilain petit canard. Et puis c'est vrai, à Genève, il faut être du sérail, on n'aime pas les gens qui réussissent par eux-mêmes.

*Tout le monde ne vous a pas lâché. Lors du procès, Luc Leroux, alors journaliste à La Provence, débute ainsi son article : « Rien de tel qu'une retentissante affaire judiciaire, voire huit mois passés aux Baumettes, pour compter ses vrais amis »*⁸².

C'est vrai, et je ne saurais trop les remercier. C'est toujours très courageux d'aller à contre-courant d'un rouleau compresseur qui tente de vous faire passer pour le pire des gangsters. *L'Est Républicain*, au moment de

l'arrestation de Paul Barril, a osé me qualifier de « banquier suisse de la pègre »⁸³. Et pendant le procès le quotidien *La Marseillaise* m'a qualifié de « sulfureux » P.-D.G. de l'ex-Banque de Patrimoines Privés Genève⁸⁴ ! Concernant ces amis exceptionnels qui m'ont soutenu tout au long de cette horrible épreuve et après, j'ai déjà évoqué les responsables de la Fondation suisse de déminage, le bâtonnier Alec Reymond, Yvette Clerc et Roger Pfund. Il faudrait encore ajouter – par pudeur je ne citerai que leurs prénoms (dans l'ordre alphabétique) car ils se reconnaîtront : Bernard et Dominique, Carlo, Caroline, Dominik et Claude, Dominique, Eddy, Elisabeth, Éric et Gérard, Fabio et Christiane, Georges et Daphné, Guy, Jack, Jean-Clément, Jean-Fred, Lionel et Laetitia, Marcel-Pierre et Claire-Lise, Maurice, Mauro, Mélanie, Michel et Pascale, Monmon, Olivier, Pascal, Pieter, Roland, Sophie, Stéphane, Thierry, Yanik et Patrizia, Yves.

Je suppose que votre incarcération a eu des répercussions sur votre environnement familial.

Effectivement, je suis aujourd'hui séparé de ma femme. Je ne m'en cache pas : j'ai eu beaucoup de conquêtes dans ma vie. J'entretenais en partie une femme au moment de mon incarcération. J'ai donc demandé à un dirigeant de la banque, que je considérais comme un ami, d'utiliser des espèces dans mon coffre pour continuer à lui verser de l'argent, notamment pour payer son loyer. Il a préféré tout balancer à ma femme.

Celle-ci n'est pas des plus faciles à vivre, mais elle sait ce que veulent dire honneur et dignité. Elle m'a, par ailleurs, donné trois merveilleux enfants. Éléonore a été très courageuse : je suis quand même un type assez compliqué ! De surcroît, je bossais comme un fou et je n'étais jamais à la maison.

⁷⁹. Sylvain Besson, « La chute de François Rouge, banquier flamboyant qui aimait trop le poker », *Le Temps*, 22 décembre 2007.

⁸⁰. Luc Leroux, « Cercle Concorde : “Mon métier était très lucratif mais pas très rigolo” », *laprovence.fr*, 12 juin 2013.

⁸¹. Ian Hamel, « Ai-je fait tant de mal pour mériter un tel lynchage ? », *Le Matin Dimanche*, 27 avril 2008

⁸². Luc Leroux, « Cercle Concorde : “Mon métier était très lucratif mais pas très rigolo” », *laprovence.com*, 12 juin 2013

⁸³. Marcel Gay, « Paul Barril écroué », *estrepublikain.fr*, 27 décembre 2007

⁸⁴. David Coquille, « Cercle Concorde : Paul Lantieri interpellé », *La Marseillaise*, 28 mai 2013

CHAPITRE XXIX

Comment brader sa banque, mode d'emploi

Quelle est aujourd'hui votre situation familiale ?

J'ai été marié une première fois avec une Niçoise. Nous n'avons pas eu d'enfant. Puis, avec ma deuxième épouse, une Américaine, j'ai eu une fille, aujourd'hui âgée de vingt ans. Je me suis ensuite marié avec Éléonore, et je le suis toujours ! Nous avons trois enfants. Je vis actuellement avec Maria, d'origine slovaque, une ancienne championne de course à pied de niveau international. Nous venons d'avoir une petite fille.

Mais êtes-vous un dragueur du genre Dominique Strauss-Kahn, ou Jacques Chirac – quand il était encore dans la force de l'âge – que l'on surnommait dix minutes, douche comprise ?

Pas du tout. Contrairement à beaucoup de mes copains, je ne suis pas un fou du cul. Certes, je peux traverser l'Atlantique pour apercevoir une femme, mais il faut que j'éprouve un sentiment pour elle. Résultat, ma vie amoureuse a été très compliquée. J'ai cinq enfants de trois femmes différentes. Pour résumer, ce n'est pas mon sexe qui décide de ma conduite. Je suis en fait un romantique. Et à la différence de DSK, du moins si j'en crois les comptes rendus de son procès à Lille, j'aime être aimé.

En dehors de votre défense, le principal souci en sortant de prison a-t-il été de vendre le moins mal possible la banque dont vous déteniez 21,6 % du capital ?

J'avais besoin d'argent. Globalement, ma défense m'a coûté plusieurs millions de francs. Il fallait que je fasse vivre ma famille à Genève et que je paye des études à ma fille aînée aux États-Unis. Depuis mon départ, la BPG était confrontée à une forte baisse de régime et surtout à une chute vertigineuse de ses bénéfices. Comme l'a écrit un peu méchamment un site internet, mes successeurs n'avaient pas la carrure⁸⁵. À cela s'ajoutait une dégradation du climat bancaire. Sans même parler des décisions très sévères de la Commission fédérale des banques (CFB) qui voulait liquider la BPG.

Une décision s'imposait : vendre la banque. Mes ex-associés ont négocié avec Norinvest Holding, qui contrôlait la banque genevoise Cramer, un établissement comparable à la BPG, et le joaillier lausannois Golay Buchel. Elle a pris en mars 2009 100 % du capital-actions de la BPG, pour environ 54 millions de francs suisses, ce qui représentait à l'époque 38 millions d'euros. En clair, nous en avons tiré deux fois moins que ce que j'espérais avant mes ennuis judiciaires. Dans cette négociation, j'ai été traité comme un chien.

Vous récupérez malgré tout près de 12 millions de francs suisses.

Normalement. Mais si vous avez suivi à la télévision le feuilleton Dallas, vous avez découvert que dans les affaires, c'est « mort aux faibles ! ». Déjà en mars 2009, Massimo Esposito, le président de Norinvest Holding avait déclaré dans la presse locale que mes problèmes juridiques avaient eu un fort impact « sur l'image de la banque »⁸⁶. Très vite, pour ne pas payer, Norinvest a prétendu qu'elle avait été induite en erreur sur des points essentiels et que les actifs sous gestion de la BPG n'étaient pas de 1,4 milliard mais seulement de 555 millions de francs suisses, soit presque trois fois moins. C'est l'argument classique pour récupérer une entreprise pour une bouchée de pain : on clame avoir découvert des cadavres dans les placards. En clair, Norinvest voulait nous bouffer tout cru pour 27 millions de francs.

Qu'avez-vous entrepris ?

Nous sommes allés devant un tribunal arbitral, composé d'éminents professeurs de droit, qui nous a finalement donné raison en mars 2013. Il n'y avait pas tromperie sur la marchandise. La BPG valait bien 54 millions de francs et non l'aumône qu'entendait nous consentir Norinvest Holding.

Ce n'est pas tout. Le tribunal arbitral a considéré que la BPG était gérée « de manière conforme aux prescriptions légales et réglementaires ». Cette sentence ne pouvait pas mieux tomber pour moi, juste avant le procès en correctionnelle à Marseille du 27 mai au 21 juin 2013. Elle démontrait qu'il n'y avait pas de blanchiment d'argent à la BPG. Je présidais une banque tout à fait respectable.

Tout se termine bien ?

Pas encore : Norinvest Holding a contesté la procédure arbitrale ! Le 15 juillet 2013, la Cour de droit civil du Tribunal fédéral, la plus haute instance judiciaire de Suisse, a rejeté le recours déposé par Norinvest

Holding. Et pour l'anecdote, elle a dû nous verser 50 000 francs à titre de dépens. Mais j'ai un pincement au cœur en pensant aux salariés de la BPG. Un an à peine après la vente, les trois quarts des employés avaient déjà été licenciés ou avaient quitté le navire, et la succursale zurichoise était fermée. Je n'ai d'ailleurs toujours pas bien compris pourquoi Norinvest avait agi de la sorte.

Que sont devenus les restaurants La Rotonde et Les Artistes à Aix-en-Provence ?

Le 3 septembre 2010, un juge des tutelles à Ajaccio a constaté la présomption d'absence de Paul Lantieri depuis fin 2007. Il a désigné « pour le représenter et administrer ses biens » son frère Jean-Baptiste Lantieri. Cette manœuvre permettait aux Lantieri de pouvoir mettre la main sur la SARL Fontaine Rotonde Mirabeau, qui possédait les deux restaurants. En effet, Paul Lantieri, en fuite, avec un mandat d'arrêt aux fesses, ne pouvait pas négocier le rachat de mes parts dans la société Sextius, propriétaire de la SARL Fontaine Rotonde Mirabeau.

Mais vous, pourquoi vouliez-vous vendre ?

La situation était intenable. Je n'avais jamais perçu un seul centime sur les recettes de ces deux restaurants. Ma seule porte de sortie était de me débarrasser de mes parts. D'autant que je ne voulais surtout pas arriver au procès en étant toujours associé à Paul Lantieri. Comment vouliez-vous que le tribunal me croie lorsque je l'accuserais de m'avoir volé, trahi et trompé ?

Seulement voilà, personne n'est assez fou pour oser cogérer des établissements avec les Lantieri. C'est l'assurance absolue d'avoir des problèmes. Avec eux, ce sont en permanence des complications à la Corse. Par exemple, ils régalaient quantité d'amis aux restaurants, qui ne payent jamais. Et ces amis leur rendront des services en d'autres occasions.

En fin de compte, il n'y avait qu'eux qui pouvaient me racheter mes actions. Et ils le savaient. Via la SARL Le Voilier, domiciliée à Bonifacio, ils ont mis la main sur la bête, les doigts dans le nez. J'aurai dû récupérer deux à deux millions et demi d'euros. J'ai rentré 670 000 euros, qu'ils ont consenti à me verser. Amen.

Finalement, que vous reste-t-il ?

Pas grand-chose. Un appartement à Genève hérité de ma grand-mère. Des participations dans des sociétés. Des créances contre des gens qui ne me

paient pas. Et une cave bien garnie !

85. « Soldes : le banquier Rouge vend sa banque », Bakchich.info, 17 mars 2009.

86. Stéphane Gachet, « Deux banques et un négociant en perles. L'étrange modèle Norinvest Holding », *L'Agefi*, 18 mars 2009.

Le retour de Paul Lantieri

À l'ouverture du procès du Cercle Concorde le 27 mai 2013, Paul Lantieri vous a volé la vedette en venant se constituer prisonnier après cinq ans et demi de cavale. Vous attendiez-vous à son retour ?

Ce n'était pas véritablement une arrivée surprise. Depuis quelques semaines ses avocats, en particulier Michel Pezet, distillaient cette information dans la presse. Relisez les dernières lignes du *Magazine du vendredi*, paru le 24 mai : « Quant à Paul Lantieri, il pourrait, selon nos informations, se présenter devant ses juges le jour de l'ouverture du procès »⁸⁷. Mais c'est vrai qu'il a fait la une des médias. Paul Lantieri ne pouvait pas passer inaperçu avec sa grande taille, son élégant costume gris perle et sa chemise blanche négligemment déboutonnée. C'est son côté paillettes. À dire vrai, cela m'arrangeait bien.

*Je repose ma question : vous ne saviez vraiment pas où il se cachait ? Le site Bakchich, qui suit l'affaire du Cercle Concorde depuis le début, assure qu'il n'a pas dû vivre reclus dans une bergerie*⁸⁸.

Je ne le pense pas non plus. Je n'ai plus jamais eu de contact avec lui, ni avec sa famille, depuis sa fuite en novembre 2007, à l'exception des négociations dont nous avons déjà parlé. Je ne peux que répéter ce qu'il a dit au procès : il a voyagé entre la Corse et le continent. Il a appris une langue et demie. Il a été aidé par sa maman et par des amis. Même si nous ne sommes plus amis, je maintiens que Paul Lantieri n'est pas un voyou, simplement un individu prêt à tout pour gagner du fric. C'est un mégalomane qui ne pense qu'à épater les autres. Bref, c'est une « trompette », dans le langage des voyous un type qui fait beaucoup de bruit.

Comment se fait-il que Lantieri ait été le seul à échapper au coup de filet de la police ? Pourquoi faut-il attendre 2010 pour qu'il fasse l'objet d'un mandat d'arrêt international ?

Bonnes questions, mais qu'il faudrait poser à la police et à la justice, pas à moi. À mon humble avis, il n'était pas recherché avec beaucoup de persévérance. Petite précision, Paul Lantieri n'a pas été le seul à disparaître

dans la nature. Le 27 novembre 2007, Jacques Buttafoghi et Jean-François Federici échappent eux aussi au coup de filet. C'est un « détail » qu'il faut garder en mémoire. Le premier s'est fait rattraper au début de l'année 2008, et son complice quelques mois plus tard.

Vous étiez notamment défendu par Marc Bonnant, l'un des ténors du barreau genevois. Pourquoi avoir choisi Lionel Moroni, un avocat installé à Toulon, pour assurer votre défense dans un procès où vous risquiez de nombreuses années de prison ?

Mais Lionel Moroni est aussi un ténor du barreau et pas seulement dans le sud de la France. Par ailleurs, ce n'est absolument pas un désaveu concernant mes anciens défenseurs. Mais j'ai assez vite constaté qu'en France, il existait, comment le dire, un droit « local et de proximité ». Les juridictions sur les bords de la Méditerranée n'aiment pas les ténors venus d'ailleurs. Elles tiennent à leur biotope local. Quand vous avez un bon avocat de la région, la différence est incroyable. Il entretient des relations quotidiennement avec les magistrats. En présence de Lionel Moroni, Charles Duchaine, le juge d'instruction, était beaucoup plus détendu qu'en face de grands avocats parisiens ou genevois. Après ma libération, Lionel Moroni a suffisamment bien négocié pour que j'obtienne l'autorisation d'aller voir ma fille aînée aux États-Unis, alors que j'étais sous contrôle judiciaire assez strict.

Lionel Moroni a la réputation de défendre les voyous et d'intervenir dans les affaires de grand banditisme. Le choix était-il judicieux alors que vous vouliez démontrer que vous n'aviez justement rien à voir avec le milieu ?

Mon choix était pertinent. Lionel Moroni m'a merveilleusement défendu. C'est un avocat remarquable et pugnace, qui, comme un molosse, ne lâche jamais son os. Il est un vrai pénaliste et comme cela devrait toujours être le cas, il défend tous ceux qui font appel à ses services. Notamment des hommes d'affaires dans de complexes affaires financières parisiennes. Et puis au lieu de se faire mousser à la télé en racontant de prétendus secrets sur sa clientèle, il travaille d'arrache-pied ses dossiers, seul, dans la discrétion la plus absolue. Ça marque peut-être les esprits de me traiter de « banquier suisse interlope » dans une ordonnance de renvoi et d'évoquer « un affairisme sournois et assassin » dans un réquisitoire. Mais il faut ensuite apporter des preuves de ce que l'on avance. Les magistrats se gargarisaient en parlant d'argent sale et de blanchiment. Mais où est-il

l'argent noir que j'aurais mis dans les restaurants et le Cercle Concorde, ou que j'en aurais retiré ?

La justice ne disposait pas de la moindre piste. Lionel Moroni savait qu'il ne fallait surtout pas se lancer dans de grandes envolées lyriques, mais qu'il ne devait d'abord s'appuyer que sur des faits, sur du concret, afin que les juges fassent une lecture honnête et impartiale du dossier. Je l'ai dit au *Parisien* à l'époque : Il s'agissait « d'une affaire d'ambiance dans laquelle aucun élément concret ne vient étayer les thèses de l'accusation à mon encontre »⁸⁹. Lionel Moroni est respecté de tous les magistrats car il ne raconte pas de « salades ». Et comme on dit, il mouille sa chemise. Il connaît ses dossiers sur le bout des doigts et défend ses clients avec courage et une grande loyauté. Je n'oublierai jamais notre première rencontre à la prison des Baumettes alors que j'étais en détention depuis six mois : il était fier de me défendre et se demandait ce que je foutais-là ! D'autres pensaient – à tort – que c'était parce que j'avais beaucoup déconné...

Alors que la plupart des dix-huit autres prévenus prétendaient vivre de la charité publique, du soutien de leur famille, ou d'une retraite en invalidité, et avançaient des ressources tournant autour de 800 à 1 000 euros par mois, vous lâchez le chiffre d'un demi-million d'euros par an. N'est-ce pas de la provocation ?

Pas du tout. Je suis protestant, calviniste, et j'essaye de dire la vérité. J'étais à ce moment-là sans emploi et sans revenu. Je vivais donc sur le capital accumulé avant ma détention, avec un train de vie autour de 500 000 euros par an, notamment pour entretenir ma famille à Genève.

Christine Mée, la présidente du tribunal, avait tout de même du mal à vous suivre lorsque vous évoquiez la seule amitié pour Paul Lantieri, qui vous aurait poussé à vous engager dans ce cercle de jeux. Vous avez été obligé d'évoquer aussi votre cupidité.

Outre mon amitié réelle pour Paul Lantieri, il y a deux choses qui m'ont poussé à investir dans des restaurants et le Cercle Concorde. D'une part, cela m'amusait. C'est tout de même plus marrant que de gérer une banque. D'autre part, je pensais effectivement gagner beaucoup d'argent. Les cercles de jeux rapportent très gros, notamment grâce à la clientèle asiatique. La cupidité est peut-être un vilain défaut, mais ce n'est pas un crime, pas même un délit. J'espérais des profits bruts de l'ordre de 300 000 euros par mois.

Quand vous êtes un banquier suisse, pour beaucoup de Français vous êtes a priori coupable d'aider les riches à frauder le fisc. Ce qui n'est pas forcément totalement inexact. Dans l'ordonnance de renvoi, Charles Duchaine et Philippe Dorcet, vice-présidents chargés de l'instruction, reprennent l'une de mes citations, dans laquelle je déclare qu'une « banque suisse [est] soumise à la

réglementation anti-blanchiment », pour s'en moquer aussitôt : « Si c'est le président d'une banque suisse qui le dit, on doit pouvoir le croire ! Et on comprend mieux dès lors pourquoi les blanchisseurs et autres fraudeurs préfèrent les banques suisses aux banques françaises. »

Tout est dit dans ces quelques lignes : si j'interviens dans un cercle de jeux, pour ces deux magistrats, c'est forcément pour blanchir de l'argent. Il s'agit presque d'un délit de sale gueule. Mais leur raisonnement est un peu court : s'il était si facile de blanchir en Suisse, quel intérêt aurais-je eu à venir en France ?

Vous accusez Paul Lantieri de vous avoir volé, trahi, trompé. S'est-il expliqué durant ce procès qui a duré pratiquement un mois ?

Quand je lui ai demandé de me faire des excuses, il a répondu qu'il aurait du mal à s'excuser. Il a prétendu que j'étais toujours son ami, et qu'il n'avait trahi et volé personne. Paul Lantieri s'est tout de même excusé auprès de tous ceux qui sont allés en prison, sauf envers moi. Il doit s'attendre à ce que, à la fin de sa détention, il ait des explications à donner à certains. Je n'en chercherai personnellement aucune.

À sa décharge, il a tenu à préciser que je n'étais pas le banquier de la pègre et que c'était bien moi qui avais le plus perdu dans le fiasco du Cercle Concorde⁹⁰.

⁸⁷. Jean-François Giorgetti, « Le jeu dangereux du banquier suisse », *Magazine du vendredi*, 24 mai 2013.

⁸⁸. Xavier Monnier, « Cercle Concorde, un retour et des questions », *Bakchich.info*, 26 mai 2013.

⁸⁹. Jean-François Giorgetti, « François Rouge : “Je conteste tout ce qui m'est reproché” », *Le Parisien*, 20 mai 2013.

⁹⁰. David Coquille, « Direct : le procès du Cercle Concorde », *La Marseillaise*, 6 juin 2013.

CHAPITRE XXXI

Tous les banquiers suisses pourraient être mis en examen

Vous n'y êtes pas allé par quatre chemins pour votre défense, en faisant citer à témoin deux procureurs et un juge suisses, trois commandants de police français et deux policiers suisses, ainsi que Jacques Vergès.

Cela démontre tout simplement que je n'avais pas peur de la vérité. N'oubliez pas que je risquais très gros. J'étais prévenu de quinze chefs d'accusation : participation à une association de malfaiteurs, blanchiment aggravé, tentative d'extorsion par violence, abus de confiance, violation des règles applicables aux cercles de jeux, paiement non conforme des impôts et taxes, etc. Il fallait jouer le grand jeu. Jacques Vergès, alité, n'a pas pu se déplacer. Deux personnes qui auraient été bien utiles pour ma défense n'ont pas répondu à mon appel, Pierre Dayer, mon ancien bras droit à la banque et responsable de son service juridique, et surtout l'avocat Bénédict Fontanet, administrateur de la société suisse Sextius, propriétaire des restaurants. Deux anciens amis.

Sans raconter tout le procès, on constate que l'affaire du siècle s'est beaucoup dégonflée et la justice a changé de braquet. L'avocat Emmanuel Daoud a parlé d'« un polar marseillais qui accumule les poncifs rassemblés par le SRPJ »⁹¹.

Si le dossier a fait pschitt, les procureurs ont tout de même requis cinq ans de prison ferme contre Paul Lantieri et quatre ans, dont un avec sursis, contre moi. Ainsi qu'un an ferme contre Roland Cassone, alors que l'accusation n'a pas été en mesure de démontrer qu'il était entré en possession de fonds versés par le Cercle Concorde. Il faut retenir la plaidoirie de Michel Pezet : « Roland Cassone, 69 ans, connu à Simiane pour les tomates qu'il cultive. Si c'est ça le grand banditisme ! ».

Quant à mon avocat, Lionel Moroni, il a énuméré l'argent que j'avais investi dans les restaurants et dans le Cercle, rappelant que tous ces fonds étaient parfaitement connus, et que j'avais tout perdu, y compris mon

honneur. Lionel Moroni a également parlé de « l'effondrement du château de cartes des théories accusatoires ».

Finalement, le tribunal correctionnel a rendu en septembre 2013 un jugement bien en deçà des réquisitions, en relaxant huit prévenus sur vingt. Vous écopez d'une peine de 18 mois et d'une amende de 100 000 euros pour « association de malfaiteurs en vue du blanchiment en bande organisée » et de « blanchiment en bande organisée ». Le correspondant à Marseille de « La Tribune de Genève » vous décrit comme « un peu groggy » à l'énoncé du verdict⁹².

18 mois pour avoir caché des fonds non déclarés appartenant à un Français au fisc français, c'est très cher payé. J'ai effectivement ouvert un compte à Paul Lantieri aux Bahamas, afin qu'il y dissimule 2,5 millions de francs suisses. On me reproche, en ma qualité de « banquier averti », le fait que je savais « pertinemment que cette commission devait être déclarée à l'administration fiscale française ». Dans ces conditions, tous les membres de l'Association suisse des banquiers pourraient être mis en examen en France pour des faits de blanchiment de fraude fiscale ! Soit plus de 100 000 personnes. Toutes les banques suisses ont aidé des fraudeurs à planquer leur argent, elles leur ont donné des conseils. Quant à l'association de malfaiteurs, il suffit d'être deux. Bien évidemment, il y a eu entente entre Paul Lantieri et moi, son banquier. Xavier Oberson, professeur de droit fiscal et international à l'université de Genève, constate que, lorsque la fraude fiscale ne provient pas d'un crime (trafic de drogue, corruption, crime organisé), mais d'une activité licite (travail, intermédiation), il serait plus judicieux de dire que « le blanchisseur fiscal » noircit « de l'argent initialement propre »⁹³.

Je précise que le blanchiment de fraude fiscale est un délit qui n'existe pas en Suisse. Finalement, la France me condamne pour avoir exercé mon métier de banquier. Compte tenu d'une détention préventive de huit mois et demi, je ne suis pas retourné en prison.

Pourquoi un jugement malgré tout aussi sévère ?

Mon avocat Lionel Moroni l'a très bien expliqué : les faits qui me sont reprochés n'ont aucun caractère pénal. Cette condamnation ne vise qu'à m'interdire la voie d'une demande en dommages et intérêts contre la République française pour détention illégale. Il était donc impossible à la justice française de ne pas me condamner.

J'ajoute que les magistrats, comme les policiers français, et en général les Français, ne comprennent absolument rien aux problèmes bancaires, et encore moins au rôle de la Suisse. Le rapport des Français à l'argent est très étrange. Est-ce la faute au catholicisme ? D'où vient leur jalousie ? Les protestants sont sans doute un peu coincés, mais ils entretiennent des relations plus normales avec l'argent.

*Ce jugement contient malgré tout des points positifs vous concernant*⁹⁴.

La chambre correctionnelle du tribunal de Marseille prononce ma relaxe pour plus d'une dizaine de chefs de mises en examen qui m'avait été collés sur le dos depuis des années. De plus, je suis presque le seul à ne pas être condamné pour infractions fiscales ou douanières. Certains sont relaxés, mais ils écopent d'amendes de plusieurs millions d'euros. Pour eux, c'est une mort professionnelle. Paul Lantieri a été condamné à trois ans d'incarcération. Mais il a aussi été reconnu coupable d'infractions en matière de contributions indirectes. Comment va-t-il s'acquitter de 3,6 millions d'euros d'amendes ? Même scénario pour Jean-François Federici (en fuite, déjà recherché pour un double assassinat commis en Corse en 2012), deux années d'emprisonnement et 3,4 millions d'amendes. Jean-Philippe Leneveu, un an d'emprisonnement, et surtout 7 millions d'amendes.

Quant à Roland Cassone, il a écopé de dix mois, déjà en grande partie effectués en préventive. Comme moi, il n'est pas retourné derrière les barreaux. Par ailleurs, Paul Lantieri n'en a pas fini avec la justice. J'ai appris en avril en lisant *Corse-Matin* qu'il risquait également une autre condamnation pour avoir dissimulé une partie de l'actif de la société Quid Novi, qui gérait la discothèque l'Amnesia à Bonifacio, détruite depuis par un attentat à l'explosif.

*Avec le recul, que vous inspirent les malheurs du Cercle Wagram ? Il s'y est déroulé un scénario identique à celui du Cercle Concorde : un clan corse évincé par un autre clan corse. Certes, il n'y avait pas de banquier suisse, mais des personnages très pittoresques, comme le « mage » Jean Testanière, proche des époux Balkany de Levallois-Perret, dans les Hauts-de-Seine, Michel Ferracci et Frédéric Graziani, acteurs dans la fiction de Canal + Mafiosa. Sans oublier François Pupponi, le maire socialiste de Sarcelles, qui entretient des relations complexes avec le grand banditisme corse*⁹⁵.

Il faut ajouter que les fonctionnaires de police de la fameuse « brigade des aveugles », n'ont pas vu non plus la reprise en main musclée de deux cercles. En deux heures, le Wagram, mais aussi l'Eldo, ont changé de taulier. Ils étaient gérés en sous-main par Jean-Angelo Guazelli, officiellement producteur d'huile d'olive, mais que *Le Parisien* présente aussi comme « une figure historique du gang de la Brise de mer »⁹⁶. Les deux cercles sont repris le 19 janvier 2011 par Jean-Luc Germani, le beau-frère de Richard Casanova, assassiné en 2008, également membre fondateur de la Brise de mer. Les fermetures sont intervenues quelques mois plus tard, en juin 2011.

J'ai pu lire que Jean-Luc Germani, qui était en cavale, a été condamné à six ans de prison dans l'affaire du Cercle Wagram. Au procès, un croupier a reconnu que les responsables des cercles étaient avisés à l'avance des contrôles de la police ! Mais, j'ai tout de même l'impression que le pouvoir actuel, contrairement aux précédents, veut en finir avec les cercles. Il ne semble pas disposé à garder les yeux fermés sur le grand banditisme corse. Alors que Paul Lantieri n'a jamais été vraiment recherché, Jean-Luc Germani a été serré en novembre 2014 à Paris⁹⁷.

⁹¹. Luc Leroux, « Cercle Concorde : la défense évoque “un dossier qui fait pschitt” », *laprovence.fr*, 21 juin 2013.

⁹². Jean-Michel Verne, « Condamnation du banquier genevois », *La Tribune de Genève*, 25 septembre 2013.

⁹³. Xavier Oberson, « Du blanchiment de fraude fiscale », *Bilan*, 18 février 2015.

⁹⁴. Ian Hamel, « François Rouge, entre soulagement et indignation », *L'Agefi*, 4 octobre 2013.

⁹⁵. Émeline Cazi et Ariane Chemin, « Les relations troubles de M. Pupponi avec les banditismes corse et parisien », *Le Monde*, 18 janvier 2012. Lire également d'Yves Bordenave, « De “Mafiosa” au procès du cercle Wagram, Frédéric Graziani, le “candide” second rôle », *Le Monde*, 9-10 décembre 2012.

⁹⁶. « Cercle Wagram : des anciens dirigeants condamnés », *leparisien.fr*, 4 novembre 2013

⁹⁷. Michel Henry et Patricia Tourancheau, « Fin de partie pour Jean-Luc Germani », *Libération*, 29-30 novembre 2014

CHAPITRE XXXII

Chercheur d'or au Tadjikistan, et de pétrole au Nevada

À votre sortie de prison, vous affirmiez que ce n'était pas dans votre nature de regarder en arrière et que vous alliez rebondir. Alors, avez-vous rebondi ?

Pas financièrement. En revanche, je m'éclate. Passé la cinquantaine, je suis presque devenu géologue, ce qui était ma vocation avant que je me perde dans la finance. Je cherche de l'or au Tadjikistan et du pétrole aux États-Unis ! Même si, pour l'instant, je n'ai trouvé que quelques kilos d'or et juste quelques gouttes de pétrole.

D'abord le Tadjikistan. Pourquoi avoir pensé à ce pays montagneux d'Asie centrale, voisin de l'Afghanistan ?

J'ai également lorgné vers le Soudan, où la FSD est également implantée. Mais la séparation violente entre le Sud Soudan et le Soudan et la guerre civile m'en ont dissuadé. Au Tadjikistan, la Fondation suisse de déminage a fait un travail remarquable. Elle a pu nouer de multiples contacts avec le pouvoir, qui a la réputation d'être moins corrompu que celui des pays voisins.

Les Soviétiques, dans les années quatre-vingt, disposaient de milliers de géologues qui, voulant mettre au jour les richesses naturelles dont disposait l'URSS, ont tout exploré minutieusement, même les contrées les plus reculées. Il est possible de se procurer au département de géologie de Douchanbé, la capitale, une véritable bible, un document de quelques centaines de pages. Il vous indique non seulement l'emplacement des mines d'or, mais également les quantités détenues, car les Russes avaient aussi effectué de multiples sondages.

À partir du moment où vous avez choisi votre mine, comment faut-il procéder ?

Vous devez vous associer à un citoyen tadjik, si possible un homme d'affaires proche du pouvoir, pour pouvoir demander une concession. Avec

des associés, nous avons donc levé des capitaux, d'abord pour payer la concession, autour de deux millions de dollars, et pour investir dans du matériel d'exploitation de la mine de Sarigor. C'est une bourgade à 1 300 mètres d'altitude, juste à côté de la frontière afghane, et à quatre heures de voiture environ de Douchanbé. L'exploitation a débuté en 2011.

Combien de kilos espérez-vous sortir de cette mine d'or ?

Si nous nous fions aux géologues russes, autour de 1 250 kg. Mais j'avoue que pour l'instant, ce n'est pas très brillant. L'échec est à mettre en grande partie sur notre dos. D'une part, nous avons acheté du matériel chinois, le Tadjikistan étant frontalier avec la Chine. Mais il n'a pas résisté très longtemps. Ensuite, nous avons tenu à faire travailler presque exclusivement des locaux. Or, il aurait fallu embaucher au départ des professionnels. Cela nous aurait évité des éboulements à répétition. Pour l'instant, nous n'avons sorti que 13 kg, ce qui devrait être la production mensuelle ! À présent, ça devrait commencer à tourner.

Combien faites-vous travailler d'employés dans cette mine ?

Une soixantaine, payés 20 à 30 % de plus que le salaire moyen au Tadjikistan. Nous avons également investi dans le village, y apportant en particulier l'électricité et des moyens sanitaires.

Installé à quelques kilomètres de l'Afghanistan, voyez-vous passer des cargaisons « sensibles » ?

Le Tadjikistan est stratégiquement intéressant pour de nombreuses grandes puissances, des Russes aux Américains en passant par les Français. C'est une base arrière de l'Afghanistan. Tout le monde est donc d'accord pour fermer les yeux sur ce que vous appelez des marchandises « sensibles », à commencer, vraisemblablement par du pavot. L'Afghanistan étant le premier producteur mondial. Pour s'en rendre compte, il faut plutôt se promener du côté de l'aéroport de Douchanbé. Depuis ma mine d'or, à dix kilomètres de la frontière, on n'entend que de temps à autre des coups de feu.

Autrement, je sais que le pays regorge de pierres précieuses, notamment des rubis et spinelles magnifiques. Mais leur exploitation est trop grosse pour moi.

C'est une aventure vraisemblablement intéressante, mais pour l'instant guère lucrative. Cela se passe-t-il mieux aux États-Unis, du moins financièrement ?

Pas vraiment. Pour pouvoir exploiter plus efficacement la mine de Sarigor, nous sommes partis à la recherche d'un géologue expérimenté. Nous avons fini par tomber sur Hassan Alief, d'origine afghane, aujourd'hui âgé de plus de quatre-vingts ans, domicilié à Denver dans le Colorado, et marié à une Américaine. Il y a très longtemps, comme il était un étudiant en géologie à Kaboul particulièrement doué, les Soviétiques lui ont offert une bourse pour se spécialiser aux États-Unis. Il y est resté. Hassan Alief nous a fait des recommandations utiles, mais surtout il nous a dit : « Quelle drôle d'idée d'investir au Tadjikistan ! Vous feriez mieux d'aller aux États-Unis ».

Et vous partez aux États-Unis ?

Oui, malgré mes réticences vis-à-vis des Américains. Par expérience, je sais qu'en affaires, ce sont des fils de pute. J'ai mis un peu d'argent dans des concessions d'or, mais surtout je me suis laissé convaincre par Hassan Alief d'investir dans des sondages pour découvrir du pétrole. C'est un pari horriblement dangereux. Imaginez que vous dépensez 1 ou 2 millions de dollars pour effectuer un forage. S'il ne donne rien, non seulement vous avez perdu votre argent, mais il faut encore payer pour reboucher le trou.

En revanche, en cas de réussite, c'est le jackpot. Cela peut vous rapporter 100, 200 millions de dollars. Et c'est beaucoup plus rigolo que les casinos (que je ne fréquente pas). Comme je suis un peu cinglé, j'ai déjà mis au pot 600 000 dollars dans un forage du côté d'Ely, dans le Nevada. C'est dans le nord de l'état, de l'autre côté par rapport à Las Vegas, qui est tout au sud.

Et alors ?

Je les ai perdus, pour le moment. Mais j'étais presque heureux de les perdre. J'ai adoré l'ambiance, l'excitation, les types autour de moi, le derrick, les manœuvres de la perforation, la beauté des paysages. J'ai vu mon premier troupeau de mustangs sauvages, des antilopes américaines, des aigles. À 30 kilomètres au sud de la concession, dans la même vallée, il y a au moins cinquante puits de pétrole qui n'arrêtent pas de faire glouglou. C'est trop rageant. Bref, j'ai replongé.

Vous allez encore tenir longtemps financièrement ?

Effectivement, je commence à m'inquiéter. À 54 ans, il est temps que je recommence à gagner sérieusement des sous. Je finance un autre trou. Je participe à hauteur de 26 % dans le consortium qui mène les opérations. Touchons du bois. Il y a des traces de pétrole. Mon seul problème, c'est que

je ne peux normalement plus remettre les pieds aux États-Unis avant cinq ans.

Qu'avez-vous (encore) fait pour que les Américains vous refoulent ?

J'ai voyagé des dizaines de fois aux États-Unis sous le régime « Visa Waiver program » (il s'agit du formulaire ESTA), y compris après ma sortie de prison en 2008 et après ma condamnation en 2013. Brutalement, le 9 juin 2014, on m'interdit l'entrée sur le sol américain à l'aéroport de Los Angeles et on me renvoie quelques heures plus tard vers Paris. La raison ? J'ai été condamné en France et j'aurais dû mettre un « oui » dans le formulaire ESTA dans la question concernée (« avez-vous déjà été arrêté ou condamné pour un délit ou un crime réprouvé par la morale publique ? »). Le prétexte ne tient pas la route. Il doit s'agir d'une condamnation lourde et relevant de « turpitude morale » pour avoir à répondre oui.

Quand j'atterris à Paris le lendemain, je pars en garde à vue pendant 24 heures, au motif que je n'ai pas accompli ma peine en France ! C'est du grand n'importe quoi. Je subodore une vacherie supplémentaire de la part des Américains.

Alors, existe-t-il une raison cachée qui ait pu motiver votre expulsion ?

Bien évidemment. Avant mon expulsion, deux agents du FBI sont venus m'interroger concernant ma compagne, Maria, que je venais voir aux États-Unis, enceinte de quatre mois. La justice américaine l'accuse d'avoir kidnappé ses deux premiers enfants, Jerry et Sasha, entre juillet 2012 et décembre 2013, date à laquelle elle a été brièvement arrêtée en France. Pour expliquer rapidement son histoire, elle est slovaque, elle est partie vivre à Los Angeles et s'est mariée à deux reprises avec des Américains. Elle est mère de deux enfants, qu'elle a emmenés après ses divorces, en passant par l'Allemagne, la Slovaquie, la France et la Suisse. Les pères des deux enfants, des hommes jouissant de multiples relations, l'accusent de les avoir enlevés.

En quoi êtes-vous concernés par cette histoire ?

Les agents du FBI me reprochent d'être allé voir Jerry dans son école et de lui avoir parlé quelques secondes. Ils ont pu se procurer les caméras vidéo de l'établissement. Cette accusation ne tient pas la route, je ne fais pas l'objet d'un « restraining order » (une ordonnance de non-communication) m'empêchant de rencontrer ce gamin. Maria, ma compagne, a non seulement été incarcérée quelques jours en France en décembre 2013, mais

on lui a enlevé ses deux garçons, qui ont été renvoyés aux États-Unis chez leurs pères respectifs. Si vous consultez internet, vous trouverez dix fois plus d'articles consacrés aux démêlés judiciaires de Maria que sur mes ennuis autour du Cercle Concorde.

Que s'est-il ensuite passé pour que les Américains vous infligent une interdiction de séjour de cinq ans ?

J'ai demandé quelle était la démarche à suivre pour retourner aux États-Unis. Les officiers de l'immigration répondent qu'il me faut un visa, que j'ai réclamé dès mon retour à l'ambassade des États-Unis à Berne, en fournissant le jugement français, des extraits de mon casier judiciaire, des lettres de soutiens etc. J'obtiens ce visa le 26 août 2014. Le consul général m'affirme ne pas comprendre pourquoi j'ai subi ce traitement à l'aéroport de Los Angeles. Deux jours plus tard, je m'envole à nouveau pour les États-Unis. Maria est alors enceinte de sept mois. Même cauchemar : l'immigration tire un grand trait au feutre noir sur mon visa, « revoked ». Je passe la nuit en cellule. On me colle dans l'avion du retour le lendemain. Nouveau motif : il me faut dorénavant obtenir un « waiver », une sorte de « pardon », que je devrais demander à l'ambassade des États-Unis à Berne.

Et alors, vous obtenez votre « pardon » ?

Le consul général des États-Unis, scandalisé, me reçoit personnellement. Il me dit qu'il fait tout pour m'obtenir le dit « waiver » dans les 30-45 jours. Il m'assure que le State Department a jugé que j'étais parfaitement « éligible » à l'entrée sur le sol américain. Mais les délais me paraissent trop longs, d'autant que Maria doit accoucher.

J'ai donc demandé à un ami d'aller à Vancouver au Canada afin de me trouver une « entrée » pour franchir clandestinement la frontière américaine, via les montagnes. Je me rends à mon tour à Vancouver le 13 septembre 2014. Sac à dos, nous passons la frontière après quelques heures de marche. Mais patatras, après à peine deux kilomètres en voiture, nous sommes arrêtés par une patrouille de l'immigration. Ils nous ont repérés par caméras thermiques lors de notre périple dans la montagne.

Je suppose que cette fois, ça ne rigole plus du tout.

C'est le moins qu'on puisse dire. Je me suis tapé 23 jours de détention dans un centre à Tacoma, dans l'État de Washington, avant d'être une nouvelle fois expulsé, le 6 octobre 2014, avec cette fois une interdiction de cinq ans d'entrée aux États-Unis. Ma dernière fille est née vingt-neuf jours

plus tard. J'avoue que ce passage clandestin, c'était une énorme connerie de ma part. Enfin, concernant les ennuis judiciaires de Maria, ils se sont miraculeusement envolés quand j'ai versé 700 000 dollars à ses anciens maris. C'est comme ça la vie : l'argent, toujours l'argent.

Le très étrange Cercle Cadet

Vous avez été contraint de brader vos participations dans les restaurants à Aix-en-Provence. Qu'en est-il de vos investissements au Rich et au Cercle Concorde à Paris ?

Le Cercle Concorde a fermé ses portes en novembre 2007. Il a ensuite déposé son bilan. Comme pour n'importe quelle société, le tribunal de commerce de Paris, saisi du dossier, a prononcé la liquidation judiciaire. Bien évidemment, mes avocats ont écrit pour savoir ce que devenaient les actifs, sachant que j'avais produit des créances. Les travaux supervisés par Paul Lantieri avaient coûté suffisamment cher. J'ai mis au total, avec mes associés, plus de trois millions d'euros dans l'affaire. Nous n'avons jamais reçu la moindre réponse.

Les seules informations que je parvenais à obtenir, c'est qu'un Arménien s'était installé tranquillement dans mes meubles. Le Cercle Cadet a pris la relève du Cercle Concorde alors que la procédure en cours n'était même pas achevée ! Il a reçu l'autorisation d'ouvrir le 20 novembre 2009. Vous souvenez-vous qui était ministre de l'Intérieur à cette époque ? Brice Hortefeux, le plus proche collaborateur de Nicolas Sarkozy. Il est même venu en personne, deux jours avant Noël, inaugurer le Cercle Cadet⁹⁸.

Avez-vous posé la question à votre juge d'instruction, Charles Duchaine ?

Bien évidemment. Pendant longtemps il m'a répondu qu'il n'en savait rien. Je sentais bien que ce n'était pas son souci majeur. Je trouvais invraisemblable que l'on puisse s'approprier mon bien sans avoir un mot à dire.

Malgré tout, Charles Duchaine a tout de même demandé à la section judiciaire du service des Courses et Jeux d'enquêter sur les repreneurs ?

Au départ, Serge Kasparian, le repreneur, a juré qu'il ne connaissait personne de l'ancienne direction du Cercle Concorde. Puis, il a été contraint de reconnaître en décembre 2008 qu'il avait déjà croisé Augustin Federici (décédé depuis), le fils d'Ange-Toussaint Federici. Un site internet a publié des extraits du rapport de police communiqué au juge Duchaine : « Il semblerait [...] qu'il y ait une très forte probabilité que la succession dans

cet établissement de jeu soit, compte tenu des fonds investis par les anciens dirigeants, le résultat d'une entente ou d'une reprise en sous-main de l'établissement ». L'enquêteur ajoute qu'il serait judicieux « d'identifier les possibles associés occultes de M. Kasparian »⁹⁹. Ce qui n'a pas été fait. On peut se demander pourquoi. Le site Bakchich, qui a publié cette information, termine ironiquement son article en constatant que cette étude concernant les ressources de M. Kasparian « ne sera faite que quatre ans plus tard. Le temps de débroussailler le maquis ? ».

Malgré cette enquête laissant entendre que ce serait la même bande qui se retrouverait derrière le Cercle Cadet, la nouvelle ne semble pas bouleverser le ministère de l'Intérieur, qui accorde une autorisation à Kasparian en novembre 2009.

Absolument. Officiellement, c'est Serge Kasparian qui gère le cercle et c'est son fils qui s'occupe du restaurant attenant, Le Rich. Ils ont récupéré les installations du Cercle Concorde pour 180 000 euros. Mais très vite l'information m'arrive de plusieurs sources : ce sont bien les mêmes qui se cachent derrière Kasparian. Ce dernier ne peut être qu'un faux nez. Les cercles de jeux à Paris ne peuvent pas échapper aux Corses. J'apprends également qu'il sortirait du Cercle Cadet autour de 500 000 euros tous les mois au black.

Et c'est à ce moment-là que vous découvrez le plus gros coup tordu de toute cette histoire : les Lantieri seraient de mèche...

Ça paraît insensé, mais c'est ce que tout le monde dit. Ce serait pour moi la plus invraisemblable trahison. Dans mon dos, Paul Lantieri aurait, en fait, proposé dès le départ une participation dans le Cercle Concorde aux bergers de Venzolasca. Dès 2010, le journaliste Xavier Monnier, qui a suivi toute l'histoire, l'a écrit dans *Bakchich Hebdo* : « Après la côte et l'arrière-pays aixois, les Federici s'étaient implantés à Paris avec le Cercle Concorde, entre 2006 et 2007, introduits là par Paul Lantieri »¹⁰⁰. Tout n'est pas encore très clair dans mon esprit. Car il y a bien eu un putsch et Paul Lantieri a bien été expulsé du cercle. J'en ai été le témoin. Pourquoi ?

Comment pouvez-vous être aussi certain de cette entente secrète ?

Je ne le suis pas !

Mais dans toute cette histoire, il faut bien voir que les Lantieri ne semblent guère avoir de scrupules en matière de business. Ils frayent peut-être avec les voyous, mais ce ne sont pas des voyous. Paul Lantieri, en disparaissant

pendant plus de cinq ans, a laissé dans la mouise de vrais voyous, qui auraient peut-être des raisons de lui en vouloir énormément. Je le répète, ce n'est qu'une « trompette ».

Si je vous comprends bien, dès l'obtention de l'autorisation du Cercle Concorde, les Raffali, les Lantieri et les Federici étaient ensemble. Et ils pourraient toujours l'être ?

C'est ce qui se dit. Et, il faut peut-être ajouter un autre individu corse dont le nom commence également par un « F », qui a au moins fait la liaison. Je le sais, mais je n'en ai pas encore la preuve. Un individu qui a également été mouillé dans l'histoire du vrai-faux passeport remis à Yves Chaliier, dans le dossier du Carrefour du Développement, et dans le sillage de l'affaire OM-Valenciennes, qui a conduit Bernard Tapie en prison.

Du beau monde. Et que s'est-il passé pour le Cercle Cadet, qui a finalement fermé en 2014 ?

Le restaurateur Serge Kasparian, par ailleurs actionnaire du Nîmes Olympique, obtient l'agrément en 2009. Il possède notamment La Bastide du cours, à Aix-en-Provence, sans que la police ne se pose trop de questions. Or, ce luxueux restaurant appartenait précédemment à Michel Scotto, un des membres bienfaiteurs du Cercle Concorde (il avait versé 100 000 euros), et ami de Paul Lantieri. Enfin, les autorités ne sursautent pas non plus en découvrant que Serge Kasparian ne possède pas un seul compte bancaire en France.

En juillet 2013, une information judiciaire a été ouverte pour des chefs « d'extorsion en bande organisée, abus de confiance et association de malfaiteurs ». Mais il faut attendre octobre 2014 pour que quatorze personnes soient placées en garde à vue dans le cadre d'une enquête pour blanchiment¹⁰¹. Serge Kasparian a été mis en examen et incarcéré pour « association de malfaiteurs » et « blanchiment en bande organisée ».

Mais qu'est-ce que c'est que cette histoire de matches de foot truqués ?

Cela n'a rien à voir avec le Cercle Cadet. Serge Kasparian a beaucoup investi dans le Nîmes Olympique. Il est même devenu l'actionnaire majoritaire de ce club de foot. Pour le maintenir en Ligue 2, il aurait cherché à corrompre des clubs adverses. Il a également été mis en examen pour corruption « dans le cadre de manifestations sportives pouvant donner lieu à des paris sportifs ». *Le Journal du Dimanche* a raconté les deux histoires dans un même article intitulé « Kasparian, les Corses et les

combines de la Ligue 2 »¹⁰². Le club de Nîmes a été condamné le 17 mars dernier à une rétrogradation d'une division en fin de saison. Selon un rapport de police, quatre rencontres auraient fait l'objet d'approches de la part des dirigeants nîmois¹⁰³.

C'est peut-être la goutte d'eau qui va définitivement convaincre le gouvernement de fermer les cercles de jeux. Ce n'est plus qu'une question de mois. La seule question qui se pose : va-t-on les remplacer par un casino à Paris ? Le problème, c'est que la mairie de Paris n'y serait pas vraiment favorable.

La fin programmée des cercles de jeux

La capitale a compté jusqu'à dix-sept cercles. La liste des avis de décès est interminable. Après la fermeture du Cercle Concorde en 2007, c'est l'hécatombe l'année suivante : les cercles Haussmann 1, de l'Industrie et du Commerce, à Paris, le Cercle des Pyrénées, à Toulouse, et le Cercle de l'Avenir, à Arles, ferment leurs portes. En 2009, clôtures du Cercle de l'Union à Lyon, 2011, du Cercle Haussmann 2, du Cercle Wagram et du Cercle Eldo, à Paris. 2012, fermeture du Central Académie de billard des boulevards et du Cercle Gaillon, à Paris¹⁰⁴. Ajoutez L'Aviation Club de France (ACF) et le Cadet en 2014. L'ACF était d'ailleurs présidé par Marcel Francisci, président de la fédération UMP de Corse-du-Sud, et supporteur numéro un de Nicolas Sarkozy dans l'île. Interviewé par *Corse-Matin*, il déclarait en décembre 2014, « Ce qui m'est reproché est sans fondement, sans objet. Tout ça participe d'une « mise en scène » pour jeter le discrédit sur un homme et ses activités »¹⁰⁵. L'ACF a été placé en liquidation judiciaire le 20 février 2015¹⁰⁶.

Finalement, il ne reste plus que trois cercles, dont deux à Paris, le Clichy et l'Anglais, et un en province, à Reims, le Multicolore. « C'est la dégringolade. La suppression des cercles est programmée depuis plusieurs années déjà. Elle était notamment réclamée par l'Inspection générale de l'Administration (IGA). Mais Manuel Valls semble plus que déterminé à tous les fermer. C'était déjà sa position quand il était au ministère de l'Intérieur », commente Simon Piel, journaliste au *Monde*¹⁰⁷. Même son de cloche de la part de Didier Hassoux, journaliste au *Canard enchaîné*. « Le Premier ministre a la conviction qu'il y a une mafia en Corse et que les cercles de jeux servent à abreuver le gangstérisme. C'est important de leur confisquer leur tirelire. Il y a déjà eu suffisamment de dysfonctionnement dans ces cercles pour qu'on y mette un terme ». Entre le travail dissimulé, l'abus de confiance, l'abus de bien social, le blanchiment et l'exercice illégal du métier de banquier, il n'y a effectivement que l'embarras du choix. Leur mise à mort serait programmée d'ici une année environ. Ensuite, en cette période de fort chômage, le gouvernement mise beaucoup sur le tourisme, en particulier à Paris. Il faut prévoir des jeux, qui attirent tant les Asiatiques, de plus en plus nombreux. « Toutefois, je n'imagine pas que des casinos puissent ouvrir avant cinq ou six ans », pronostique Didier Hassoux¹⁰⁸.

Il se dit que les deux géants des casinos, Partouche et Barrière, seraient déjà sur les rangs. Avec un léger avantage pour Partouche. Dominique Desseigne, le P.-D.G. du groupe Lucien Barrière, aurait le défaut d'être un peu trop proche de Nicolas Sarkozy. Le Jeudi 2 avril 2015, *Les Échos* annonçait que le préfet Jean-Pierre Duport préparait un rapport sur « la création d'une offre légale de jeux », en clair, sur l'installation de casinos à Paris et dans d'autres collectivités franciliennes, qui pourraient générer une trentaine de millions de gains fiscaux.

⁹⁸. Emmanuel Fansten, « Nîmes et Serge Kasparian, un cercle vicieux », *Libération*, 21 novembre 2014.

99. Xavier Monnier, Le maquis du Cercle Concorde. Bakchich.info, 26 novembre 2014.
100. Xavier Monnier, « Jeux dangereux au Cercle Cadet », *Bakchich Hebdo*, 18 au 23 septembre 2010.
101. Simon Piel, « Opération policière au cercle de jeux Cadet à Paris », *Le Monde*, 15 octobre 2014.
102. Stéphane Joahny, « Kasparian, les Corses et les combines de la Ligue 2 », *Le JDD*, 23 novembre 2014.
103. Paul Giudici, Etienne Moatti, « Nîmes sous le choc », *L'Équipe*, 18 mars 2015.
104. Simon Piel, « Opération policière au cercle de jeux Cadet à Paris », *Le Monde*, 15 octobre 2014.
105. Paule Casanova-Nicolăi, « Sarkozy doit reprendre les choses en main », *Corse-Matin*, 28 novembre 2014.
106. Pascal Ceaux et Éric Pelletier, « Ces cercles où rien ne va plus », *L'Express*, 4 mars 2015.
107. Entretien avec l'auteur, décembre 2014.
108. Entretien avec l'auteur, Paris, décembre 2014.

ÉPILOGUE

Quand vous vous retournez sur votre vie, qu'est ce qui vous vient en premier à l'esprit?

Que j'espère rester longtemps en bonne santé, malgré le tabagisme et parfois, l'excès de bon vin, car j'adore la vie que je mène depuis ma sortie de prison en 2008 !

Je n'ai plus cette horrible angoisse qui m'a tenaillée pendant 25 ans parce que j'avais – ou m'imposais – une obligation de résultat et une responsabilité sociale. J'ai détesté cette période de la « performance ». Il ne me reste plus maintenant qu'à essayer d'apporter un peu de bonheur à celles et ceux que j'aime, en particulier mes enfants. C'est une autre paire de manches !

Les valeurs qui m'ont été inculquées par ma grand-mère Doris – celle que j'ai perdue après un mois de détention lorsqu'elle a réalisé que ce serait trop long pour elle de m'attendre (elle avait quand même 97 ans !) – me poussent toujours à travailler comme un dingue, mais au moins, je peux admettre que c'est parce que j'adore ça ! Même lorsque cela ne rapporte pas grand chose (au sens matériel).

Je me sens plus fort que jamais. Plus heureux aussi. Je continue à me demander ce que je ferai quand je serai grand ! Je n'ai peur que de moi-même : la prison ne « corrige » pas les êtres, elle les rend à la société encore plus rebelles, insubordonnés et facteur aggravant, écorchés.

DU MÊME AUTEUR

L'affaire Ségalat ou la présomption de culpabilité

Éditions du Belvédère, 2013

Les Bettencourt, derniers secrets

L'Archipel, 2013

Sarko et Cie

La République des copains et des réseaux

L'Archipel, 2011

Xavier Bertrand, les coulisses d'une ambition

L'Archipel, 2010

Et si la Suisse ne servait plus à rien ?

Larousse, 2010

L'énigme Oussama Ben Laden

Payot, 2008

*La vérité sur Tariq Ramadan
sa famille, ses réseaux, sa stratégie*

Favre, 2007

Quid du canton de Genève

Connaissance et Communication, 2003



Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.



z-library.sk

z-lib.gs

z-lib.fm

go-to-library.sk



[Official Telegram channel](#)



[Z-Access](#)



<https://wikipedia.org/wiki/Z-Library>